

L'EXPRESS

FILIÈRE ALIMENTAIRE

La France face à la crainte de la pénurie

ALLEMAGNE

Le fédéralisme à l'épreuve du coronavirus

ÉCOLE À LA MAISON

La grande inégalité en fonction des familles

JEAN-CHRISTOPHE RUFIN

Journal de confinement

BELGIQUE 1,60 € - AFRIQUE 1,60 € - C.P.A. 1,30 € - C.F.A. 1,50 € - C.T.O.M. 1,80 € - V.P.F. 1,80 € - ANDORRE 1,90 € - DOM. ESPAGNE 1,90 € - FINLANDE 1,90 € - GRECE 1,90 € - ITALIE 1,90 € - PORTUGAL 1,90 € - CANADA 2,60 CAD - USA 2,70 USD - MAROC 4,20 MAD - TUNISIE 5,50 TND - SUISSE 6,90 CHF

Sur le front





Services conseil décoration et conception 3D en magasin
French : français



Astrolab 2.0. Table de repas, design Studio Roche Bobois.
Tournicoti. Chaise et bridges, design Antoine Fritsch & Vivien Durisotti.
Kyudo. Lampadaires, design Hansandfranz.



Photo Michel Gibert, non contractuelle. Centro de Interpretação do Românico, Lousada, Portugal.  BETC RCS Paris B 602 036 944

French Art de Vivre

roche bobois
PARIS



ELITE DRAGONFLY



Plus léger que l'air



Moins d'1 kg¹
Jusqu'à 24h d'autonomie²

Eco-responsable
Châssis en magnésium,
recyclé à 90%

Format convertible
avec écran tactile

Equipé d'un processeur Intel® Core™ i7 vPro® | En savoir plus sur hp.com/elitedragonfly

1. Les configurations commencent sous 1 kg.

2. Jusqu'à 24 heures et 30 minutes sur HP Elite Dragonfly configurée avec processeur Intel® Core™ i5, 8 Go de RAM, pas de WWAN, SSD 128 Go, panneau FHD faible consommation et Intel® Wi-Fi 6 ZX200 + BT5 (802.11 ax 2x2, non-vPro™). La durée de vie de la batterie Windows 10 MM14 varie en fonction de divers facteurs, notamment le modèle du produit, la configuration, les applications chargées, les fonctionnalités, l'utilisation, la fonctionnalité sans fil et les paramètres de gestion de l'alimentation. La capacité maximale de la batterie diminuera naturellement avec le temps et l'utilisation. Voir www.bapco.com pour plus de détails.

Intel, le logo Intel, Intel Core, Intel vPro, Core Inside et vPro Inside sont des marques commerciales d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.

© Copyright 2020 HP Development Company, L.P.

SOMMAIRE

Courrier des lecteurs

- 8** Du principe de précaution à la paranoïa
Financement des retraites et relocalisation

L'œil de L'Express

- 10** Le désarmement sanitaire : une « masquarade » d'Etat
12 A la faveur de crise, la Chine veut endosser le costume de leader mondial
14 L'Europe et son moment hamiltonien
14 A cran, les Américains prennent les armes

Périscope

- 16** Le tour du monde en 7 infos

Dans la mêlée

- 18** Fallait-il interdire la course à pied ?

Sonar

- 19** Comment l'Europe est devenue l'épicentre de la pandémie

Dossier

20 Sur le front

Face à l'épidémie qui frappe les régions les unes après les autres, les hospitaliers combattent sans relâche. Malgré la fatigue, le manque de moyens, la peur. Témoignages.

- 23** A tous les soignants, les Français reconnaissants
23 « Chaque sortie est une prise de risque »
24 Le manque de respirateurs au cœur de la crise
25 L'hôpital danois mieux armé

France



Politique

- 26** Pendant la « guerre », la politique continue
27 Municipales : les querelles du Havre
28 Députés-médecins : retour aux urgences

Les nouvelles choses

- 29** Croire en l'intelligence collective, par Emmanuelle Mignon

Société

- 30** L'école à la maison creuse le fossé scolaire
31 Les prisons au bord de l'implosion
32 Les saints protecteurs invoqués contre le Covid-19

Economie

- 33** Sauver l'économie, quoi qu'il en coûte
34 « Un pont aérien de cash » pour les entreprises



Europe

- 35** **Allemagne** Cacophonie dans les Länder
36 **Belgique** Le royaume rassemblé

Ces drôles d'Européens

- 37** Johnson, Trump : « *in vitro veritas* », par Marion Van Renterghem



Monde

- 38** **Etats-Unis** Anthony Fauci, le médecin au chevet de l'Amérique
39 **Mexique** Double peine pour les pauvres

Afrique | Moyen-Orient

- 40** **Sénégal** Poussée de fièvre anti-française

Entreprises

- 41** Eviter à tout prix la pénurie alimentaire
43 Le blues des cow-boys du schiste
43 Libra : les dessous du rétropédalage de Facebook

Nos futurs

- 45** Quand on arrive en ville, par Robin Rivaton



Chaque jeudi,
recevez L'Express
chez vous

Abonnez-vous au 0800 94 94 94

SOMMAIRE

Dossier spécial immobilier

- 46 L'euphorie résistera-t-elle au coronavirus ?
- 47 Le marché du neuf s'enrhume
- 48 Les conditions d'emprunt restent très favorables
- 48 Des loyers qui augmentent moins vite que l'inflation
- 50 Meublés : l'option méconnue du bail mobilité
- 52 Paris, les prix toujours plus hauts
- 54 Ile-de-France : les acheteurs misent sur les villes en périphérie
- 56 Les grandes métropoles flambent, contrairement aux villes moyennes

Numérique

- 64 Le virus des arnaques contamine les réseaux
- 65 Les échecs de l'Etat numérique
- 65 5G, le moment d'investir

Sciences

- 66 L'urine, l'autre or jaune
- 67 De l'hydrogène grâce à la lumière

Remue-ménages

- 68 Les technologies au secours de l'autisme, par Albert Moukheiber

L'EXPRESS

Société éditrice : Groupe L'Express
2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris.
ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication : Alain Weill,
Directeur de la rédaction : Eric Chol.

Imprimé en France : Maury imprimeur SA
(45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0323 C 82839
Dépôt légal : janvier 2020
courrierlecteurs@express.fr

Service abonnements
Vous pouvez nous joindre au **01 55 56 71 04**
ou par email à abonnements@express.fr

Adresse postale : 4, rue de Mouchy 60438 NOAILLES Cedex

Tarifs abonnement France

1 an, 52 numéros : 130 € (TVA 2,10%).
Pour en savoir plus, vous pouvez joindre notre service abonnements au numéro vert **0800 94 94 94** (appel gratuit) de 9 heures à 22 heures du lundi au samedi.

Magazine imprimé sur du papier PEFC (sauf encarts).
Origine du papier : Italie et Allemagne ; taux de fibre recyclées : minimum 50% ; eutrophisation, PTot : 0,004 kg/tonne.

Services diffuseurs n° vert : 0805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions confondues, a été tiré à 201 460 exemplaires.
L'Express : cahier n° 1 (édition générale : 84 pages, dont dossier Immobilier 18 pages).
Jeté : publicis 16 pages sur une sélection de kiosques.



IDÉES

- 69 Quand les grandes épidémies dictaient la géopolitique
- 71 Le confinement produit un silence minéral
- 72 « Mettons dès à présent en place une veille démocratique »

LIBRAIRIE DE L'EXPRESS

- 73 « J'ai envie de picaresque, de légèreté, de liberté » par Jean-Christophe Rufin
- 74 Anne Tyler, Alexandra Schwartzbrod, Cédric Gras
- 75 Palmarès : les rescapés
- 76 Ludivine Bantigny, Florence Burgat, Françoise Etchegaray

La vie littéraire

- 77 « Avez-vous couché avec Beckett ? », par Pierre Assouline

BEAUX-ARTS

- 78 Peindre le fléau

INSPIRATIONS

Mode

- 79 Seconde main, premier choix

Forme

- 80 Tenez la barre (au sol) !

Saveurs

- 81 Le bon karma de Gourou

Globe-croqueurs

- 81 L'Allemagne, le pays où l'asperge est reine

Ultimatum

- 82 Les courses ou la mort, par Christophe Donner



Offrez-vous un moment de calme avec L'Express audio et **SUV Citroën C5 Aircross Hybrid**



Tous les articles du magazine sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement, le premier mois est gratuit.

SILENT URBAN VEHICLE



CITROËN C5 AIRCROSS HYBRID HYBRIDE RECHARGEABLE

COMMANDÉZ-LE MAINTENANT

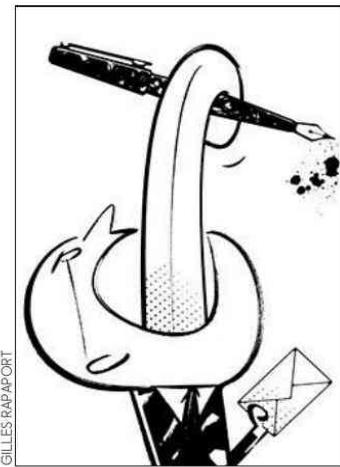


ÉCOUTEZ L'EXPRESS DANS LE PLUS GRAND CALME

Profitez d'un moment de silence et de confort à bord de SUV Citroën C5 Aircross Hybrid pour vivre une nouvelle expérience audio avec l'Express.



COURRIER



GILLES RAPAPORT

Coronavirus : les raisons de la saturation

Michèle Legeas, enseignante chercheuse, experte en gestion des situations à risques sanitaires (courriel)

Mes premières analyses à partir des informations en provenance de la Chine me conduisaient à une vision plutôt optimiste de la situation : une contagiosité modérée bien que supérieure à celle des gripes saisonnières, une létalité apparente restant faible par rapport au Sras ou au Mers-Cov, et la démonstration que des mesures de lutte,

certes drastiques, pouvaient permettre d'éteindre la première vague de l'épidémie. Cette vision a évolué, car nous avons accès à d'autres informations, qui viennent préciser la gravité du phénomène : risque de saturation de nos établissements de santé et, secondairement, atteinte possible à la santé globale de la population et difficultés économiques. D'où vient ce changement ? De la définition de ce que sont les « cas sévères » de la maladie. Pour les apprécier correctement, il aurait fallu disposer rapidement de chiffres par catégories. Pourcentages de malades pouvant être traités à domicile ; devant être envoyés dans un service d'urgences ou directement dans une unité de soins intensifs. Et, parmi ces derniers, parts de personnes y séjournant moins de deux jours, moins d'une semaine, d'une à deux semaines (ou plus). Pourcentage de décès parmi chacun de ces groupes... Toutes ces classes sont essentielles pour comprendre, modéliser, la possible (probable?) saturation des lits en services de réanimation/soins intensifs.

DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION À LA PARANOÏA

Claude Massicard, Chambray-les-Tours (Indre-et-Loire)

Je ne sais pas ce que l'on retiendra de la paranoïa qui a saisi la totalité de notre classe politique, relayée et amplifiée par tous les réseaux de communication, devant ce qui n'est qu'une simple épidémie. Pour mémoire, la France enregistre en moyenne 650 000 morts par an, dont (en 2018-2019) 8 100 dus aux gripes H3N2 et H1N1. A comparer à ceux enregistrés à ce jour. Je doute de la solidité psychologique de ceux qui sont en charge de la France face à une vraie guerre et non une escarmouche sanitaire. A ce stade, trois questions restent sans réponses : l'origine du virus ; la capacité de la France à produire médicaments et protections sanitaires sur son territoire ; la raison d'un confinement global et non circonscrit dès le début de l'épidémie.

Financement des retraites et relocalisation

Julien Lacaze, Lamayou (Pyrénées-Atlantiques)

Je réagis à l'interrogation posée par Fanny Guinochet le 12 mars dans son article : « Vers un vaste mouvement de relocalisation ? » Peut-on financer durablement nos prestations sociales avec une production industrielle qui ne représente plus que 10 % du PIB ? Aujourd'hui, le prélèvement des charges sociales sur le travail finance moins de 60 % de l'ensemble des prestations sociales, le complément étant financé par l'impôt et le déficit. Ce système mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale est obsolète. Il augmente « artificiellement » de plus de 75 % le coût du travail dans les produits fabriqués en France, ce qui a favorisé les excès du capitalisme et de la mondialisation. Pour retrouver notre souveraineté nationale (et européenne), il faut supprimer les charges des entreprises et les prélever directement sur le consommateur, sachant que celui-ci les paie déjà quand il achète des produits fabriqués en France. Pour que l'opération soit neutre, il faut bien sûr parallèlement une réforme fiscale des entreprises pour qu'elles jouent le jeu de la baisse des prix. Cette réforme, en diminuant massivement le coût du travail (plus de 50 %), permettrait de redonner de la compétitivité aux entreprises françaises et de relocaliser l'industrie.

Message à nos abonnés

En raison de l'épidémie de coronavirus, qui impose de nouvelles contraintes à tous, nous adaptons le dispositif de notre service abonnés. Toutes nos équipes restent mobilisées, mais, dans ce contexte exceptionnel, nous vous demandons de privilégier les courriels et le formulaire de contact accessible sur notre site lexpress.fr/service-client plutôt que l'envoi de courrier ou le téléphone.

Votre Espace abonné vous offre également de nombreuses fonctionnalités accessibles à tout moment depuis boutique.lexpress.fr, qu'il s'agisse de gérer vous-même votre abonnement ou de réaliser des opérations courantes, telles que l'accès au PDF

du magazine, le réabonnement, la modification de vos coordonnées ou l'envoi d'une réclamation. Durant cette période particulière, si votre demande n'est pas urgente et si vous n'avez pas trouvé la réponse sur notre site <https://support.lexpress.fr/hc/fr>, nous vous prions de bien vouloir la reporter. N'oubliez pas enfin de créer votre compte lexpress.fr et d'activer vos droits numériques inclus dans votre abonnement papier. C'est ainsi que nous pouvons garder un lien avec vous et vous tenir informés de l'évolution de nos activités. Nos équipes, même à distance, restent disponibles et s'organisent pour répondre à vos questions. Merci de votre compréhension.



**Parce que ce n'est pas toujours facile
d'être un héros du quotidien.**

**J'agis
avec
ENGIE**

**ENGIE récompense ceux
qui consomment moins et
vous donne le pouvoir d'agir.**

Découvrez notre nouveau programme sur
monprogrammepouragir.fr*

ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

* «Mon programme pour agir» est un service gratuit réservé aux clients ENGIE ayant souscrit une offre de marché qui a pour objectif de valoriser les actions des consommateurs qui s'engagent en faveur de la transition énergétique. Grâce à leurs actions éco-responsables, ils peuvent cumuler des KiloActs et les utiliser pour accéder à des avantages et soutenir des projets.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images, Louise Carrasco.

Le désarmement sanitaire : une « masquerade » d'Etat

L'EXPRESS

A l'heure où le coronavirus se répand, émerge l'épineuse question de la préparation de la France pour contrer le fléau.

C'est entendu, l'heure est à l'union sacrée. C'est pour cette raison que L'Express est allé recueillir les témoignages des fantassins en blouse blanche, tous en première ligne dans les salles de réanimation, les cabinets médicaux ou les laboratoires. Ils racontent leur quotidien, aux côtés des patients, leur espoir de venir à bout du virus, mais surtout leurs inquiétudes face à l'envolée des statistiques morbides, au manque de lits, de respirateurs ou de masques... En creux, à travers leurs expériences, on mesure à quel point cette « guerre » a été mal préparée. Pas seulement à cause des ratés de l'exécutif au cours des premières semaines de crise, mais, pour une large part, du fait du renoncement de l'Etat, ces dernières années, à une vraie politique de protection sanitaire.

Car, s'il y a une leçon à tirer de la polémique sur la pénurie de masques, c'est que nous n'apprenons rien du passé. Comment expliquer autrement que la France, qui disposait, en 2009, lors du déclenchement de la pandémie grippale due au virus H1N1, d'un stock de 1 milliard de masques chirurgicaux et de 700 millions de masques FFP2 (aux capacités de filtration plus élevées), ait abordé cette guerre contre le Covid-19 avec pour seules munitions une petite centaine de millions de masques chirurgicaux, dont à peine 5 millions de masques FFP2 ? Que s'est-il passé pour que, depuis 2013, les autorités du pays aient laissé opérer ce désarmement sanitaire, sans jamais donner l'alerte ?

Quel contraste avec la situation dix ans plus tôt ! « En 2005, rappelle l'Académie nationale de médecine, dans un avis publié le 23 mars, lors de l'épizootie de grippe aviaire et de la menace pandémique liée au virus H5N1, alors même qu'il n'y avait pas de vaccin ni de médicament antiviral disponible, l'Etat constituait des stocks de masques. » Prévoyant, le gouvernement de l'époque avait compris la nécessité de ne pas dépendre des importations étrangères et « il avait encouragé, par le lancement de marchés publics, l'établissement d'un tissu industriel français de production de masques, avec quelques entreprises », précisent les sages de l'institution.

Mais il faut croire que trop de stocks tuent les stocks : la polémique sur la gestion de 2009 par la ministre de la Santé d'alors, Roselyne Bachelot, a largement alimenté l'idée que le

gouvernement en avait fait trop. Peu importe si la Cour des comptes a pourtant estimé, en mars 2011, que « l'acquisition d'importantes quantités de masques et d'antiviraux [s'était] avérée pertinente » : Roselyne Bachelot était forcément coupable et, avec elle, la politique de stockage massif établie depuis quatre ans, initiée par un de ses prédécesseurs, Xavier Bertrand. « Ces jugements ont pu influer sur l'attitude des instances scientifiques et des pouvoirs publics à l'égard de la poursuite de la préparation au risque de pandémie liée à un virus émergent à tropisme respiratoire », note d'ailleurs l'Académie.

La vérité, c'est que la politique de l'Etat a changé du tout au tout à partir de 2013, avec deux principes, dont on paie aujourd'hui les conséquences. Primo, pour des raisons budgétaires, on a fait une croix sur les stocks stratégiques de l'Etat et confié aux entreprises ou aux hôpitaux la responsabilité d'organiser leurs réserves. Résultat, quand la France s'est réveillée brutalement, le 24 janvier, avec son premier cas de Covid-19, il était inutile de chercher les masques : il n'y en avait plus ou presque. Secundo : vive la mondialisation ! A quoi bon fabriquer des masques en France quand les usines chinoises peuvent en produire à bas prix ? C'est ainsi que l'Etat s'est massivement approvisionné à l'étranger. La Chine fournissait, avant le début de la pandémie, plus de la moitié des masques dans le monde. Et lorsqu'elle a été touchée, en décembre, par le virus, elle a stoppé net ses exportations pour répondre à ses propres besoins. D'où la pénurie...

La France a d'abord voulu l'ignorer. « Nous avons des dizaines de millions de masques en stock en cas d'épidémies », rassurait Agnès Buzyn, le 26 janvier. Mais, très vite, son successeur, Olivier Véran, n'a pu que constater le manque d'équipement et adapter un plan médical en fonction de ses (maigres) moyens. Depuis, un décret de réquisition et des

commandes à l'étranger ont permis de desserrer l'étau. Mais quelle incroyable légèreté de la part d'un Etat prétendu stratège...

« Afin d'éviter à l'avenir une telle pénurie, il convient de réexaminer la stratégie de stockage des masques », recommande l'Académie nationale de médecine. Un retour à la case départ, que la France n'aurait jamais dû quitter. *



- P. 20. Sur le front
- P. 23. Aux soignants, les Français reconnaissants
- P. 23. « Chaque sortie est une prise de risque »
- P. 24. Le manque de respirateurs au cœur de la crise
- P. 25. L'hôpital danois mieux armé



Travaillez plus près.

**Nous pensons qu'il est important pour chacun de travailler plus près
des personnes qui comptent.**

**C'est pourquoi nous avons construit le plus grand réseau international
d'espaces de bureau.**

Si vous êtes courtier
Appelez le +33 186 652 555 pour recevoir une commission de 10 %

Bureau, coworking, salles de réunion, bureau virtuel et pass
flexibilité disponibles immédiatement.
regus.fr | +33 805 089 036

Regus™ Votre façon
de travailler

A la faveur de crise, la Chine veut endosser le costume de leader mondial

PAR CYRILLE PLUYETTE

Pékin vante son modèle face à des démocraties européennes et américaine décrites comme inefficaces.

Le président chinois Xi Jinping saura sans doute s'en souvenir : l'Italie a exprimé avec émotion sa gratitude. Dans une vidéo postée sur Facebook le 12 mars, Luigi Di Maio, le ministre des Affaires étrangères transalpin, commente d'une voix exaltée les images de l'arrivée à l'aéroport de Rome, via un Airbus A 350 de la China Eastern, de neuf experts médicaux chinois équipés de masques ; et le débarquement de conteneurs de matériel sanitaire. « Nous ne sommes pas seuls ! » se félicite l'ex-dirigeant du Mouvement 5 étoiles. Le sous-titre est clair : le pays le plus endeuillé au monde par le coronavirus n'a pu compter que sur la

militaire ou technologique, cherche à s'affirmer comme un leader sur la scène internationale. Cette crise lui donne l'occasion d'endosser le costume de sauveur de l'humanité, en comblant le vide laissé par l'Amérique de Donald Trump, engluée dans un drame qu'elle n'a pas vu venir, et plus repliée sur elle-même que jamais. Un rôle de guide éclairé que l'Empereur rouge a déjà essayé d'incarner – avec aplomb au vu de ses actions réelles – pour défendre la lutte contre le réchauffement climatique ou le libre-échange.

La machine de propagande tourne à plein pour servir le dessein présidentiel. Les médias officiels martèlent la supériorité du système politique chinois face à la pandémie, tout en décrivant des démocraties désemparées. Comme elle l'a souvent fait depuis sa création en 1949 – à propos par exemple de la responsabilité de Mao Tsé-toung dans la grande famine –, la République populaire réécrit l'histoire. L'enjeu est crucial : exonérer la deuxième économie mondiale de toute responsabilité dans cette catastrophe, en jetant le doute sur le fait que le virus soit apparu sur son sol, dans un marché de Wuhan. Le ministère des Affaires étrangères chinois n'a pas hésité à suggérer que des soldats américains étaient à l'origine de l'épidémie. Les autorités passent aussi sous silence la répression des médecins lanceurs d'alerte (dont l'un est mort du virus), qui a fait perdre de précieuses semaines et a facilité la propagation du mal.

Pékin n'a certes pas attendu ce triste épisode pour promouvoir son modèle autoritaire ou tenter d'imposer ses normes en matière de développement ou de sécurité. Cette stratégie d'influence passe en particulier par le vaste chantier des « nouvelles routes de la soie », qui consiste à bâtir de gigantesques infrastructures un peu partout dans le monde. Un projet auquel l'Italie fut d'ailleurs le premier membre du G7 à adhérer il y a un an, au grand dam de l'Union européenne et des Etats-Unis. Le géant asiatique ne ménage pas non plus ses efforts pour peser sur les organisations internationales. Le directeur général de l'OMS, l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, élu notamment grâce aux voix de la Chine et des pays en développement, ne manque pas une occasion de saluer l'efficacité de la réponse chinoise au coronavirus.

Même s'il a pu marquer des points, le « soft power » chinois n'a toutefois pas encore gagné cette guerre de la communication. Malgré son ton triomphaliste, Pékin s'inquiète d'un possible rebond domestique de l'épidémie et devra tenir compte du mécontentement d'une partie de sa population sur la gestion initiale de la crise. En encourageant la désinformation, le régime risque, par ailleurs, de ternir son image à l'étranger, déjà écornée par des mois de contestation à Hongkong. Donald Trump s'est surtout employé jusqu'ici à stigmatiser le « virus chinois ». Mais laisser le champ libre à Xi Jinping pourrait s'avérer aussi dangereux pour l'empire américain que le Covid-19 lui-même...*



BRUNO MANGYOKU

Chine quand l'Union européenne et les Etats-Unis étaient aux abonnés absents. Ces derniers jours, l'empire du Milieu, qui assure ne plus déplorer de nouveaux cas nés dans le pays, a multiplié les gestes de solidarité sur tous les continents, envoyant des masques à la France et prêtant main-forte à la Serbie, au Pakistan ou à la Corée du Sud. Juste renvoi d'ascenseur de la part d'un pays qui avait, lui aussi, bénéficié d'un soutien international ? Il faut sans doute y voir aussi un calcul plus intéressé.

Quand la République populaire était au cœur de la tempête sanitaire, le spectre d'un « moment Tchernobyl » avait été évoqué pour un régime communiste chinois hanté par la chute de l'Union soviétique. Mais Pékin a relevé la tête et semble au contraire rêver d'un « moment Suez », qui enclencherait la fin de la domination américaine à l'échelle planétaire, relèvent certains observateurs. Le fiasco de l'intervention militaire en Egypte en 1956, après la nationalisation du canal, symbolisa en effet le déclin de la puissance britannique.

Depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping, à la fin de 2012, la Chine, qui rivalise de plus en plus avec les Etats-Unis sur le plan

XPS

LA PERFECTION DANS
CHAQUE DÉTAIL

Le nouveau XPS 13. Un touché exceptionnel grâce à son repose-poignets en fibre de verre, vous saurez qu'il est spécial dès le premier contact.

Dell.fr/XPS

En savoir plus gratuitement au 0801 800 001*

© 2020 Dell Inc. ou ses filiales. Tous droits réservés. Dell, EMC et d'autres marques sont des marques de Dell Inc. ou de ses filiales. Dell S.A, Capital 1 782 769 € Siège Social 1 rond-point Benjamin Franklin 34000 Montpellier. France. N° 351 528 229 RCS Montpellier -APE 4651Z. Photos non contractuelles. Dell n'est pas responsable des erreurs de typographie ou de photographie. *De 9h à 18h du lundi au vendredi (Numéro gratuit).



Windows 10



Vitesse, sécurité, durabilité et design remarquable: le tout avec Windows 10.

L'Europe et son moment hamiltonien

PAR BÉATRICE MATHIEU

L'idée de financer à 27 les dépenses engendrées par la pandémie via des «corona bonds» fait son chemin.

Quand l'impensable devient réalité. Alors que l'Europe s'enfonce sans doute dans la plus grave récession de l'après-guerre, les tabous tombent les uns après les autres. Et si un embryon de fédéralisme européen naissait de cette catastrophe sanitaire, économique et sociale? Certes, on a du mal à y croire tant les tergiversations sur la fermeture des frontières à l'intérieur même de l'espace Schengen ou le scandale des masques chinois à destination de l'Italie, bloqués en République tchèque, polluent le débat. Mais l'idée de mettre en commun les dettes issues de cette crise, et surtout d'apporter une réponse commune à 27, fait son chemin. Avec son budget lilliputien, l'Union européenne n'a pas les poches assez profondes pour apporter une aide financière à la hauteur des enjeux.

D'où la proposition du président du Conseil italien, Giuseppe Conte, d'émettre au niveau européen des « corona bonds », des obligations qui permettraient de financer ensemble les dépenses gigantesques engendrées par la pandémie. Le Mécanisme européen de solidarité (MES), une institution créée en 2012, et la Banque européenne d'investissement (BEI) pourraient être conjointement à la manœuvre. L'Espagne, la France, la Finlande soutiennent le projet. La Banque centrale européenne aussi, laquelle pourrait même garantir ces fameux emprunts, voire les



acheter directement, en faisant tourner encore un peu plus la planche à billets. Pour l'instant, l'Allemagne ne dit mot. En 2012, alors que l'idée était déjà sur la table et que la survie de la monnaie unique était en jeu, elle avait mis son veto. Mais aujourd'hui, le virus lamine les certitudes.

« Nous sommes en guerre », n'a cessé de marteler le chef de l'Etat, lors de son allocution télévisée, le 16 mars. Justement, c'est sur les décombres d'une autre guerre, celle d'indépendance, que le fédéralisme américain est né. En 1788, la jeune Amérique, flanquée de ses 13 colonies surendettées et d'un Etat central moribond, s'en remettait au plan

imaginé par Alexander Hamilton, jeune secrétaire au Trésor. L'ancien aide de camp de George Washington imposait une centralisation de toutes les dettes héritées de la guerre et, pour remplir les caisses de l'Etat, décidait de taxer tous les produits importés. La construction d'une flotte de dix petites goélettes, chargées de silloner la côte Est pour s'assurer que les denrées étaient bien débarquées dans les ports désignés, était décidée dans l'urgence... Il y a seulement deux mois – une éternité! –, la France défendait la création d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe pour boucler un budget de l'UE famélique. Le temps est peut-être venu pour l'Europe de vivre son moment hamiltonien. *

A cran, les Américains prennent les armes

PAR CORENTIN PENNARGUEAR

Face au coronavirus, la population se tourne vers des objets familiers et rassurants : le fusil et le revolver.

Aux Etats-Unis, on ne stocke pas que du papier toilette. Depuis trois semaines, de New York à Los Angeles, les armureries sont... prises d'assaut. Le phénomène, qui trouve son origine dans l'imaginaire américain, n'est pas nouveau. A chaque crise majeure, du krach d'octobre 1987 aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, les compatriotes de John Wayne garnissent leur armurerie personnelle de fusils et de munitions. Avec le coronavirus, leurs ventes ont augmenté de 300 %. Un record, selon le FBI. Même dans des Etats très peu touchés par le virus, comme la Caroline du Nord, il se vend 20 fois plus d'armes que d'habitude. La plupart de ces acheteurs sont des primo-acquéreurs. L'effet Hollywood et ses films d'apocalypse? Pas seulement.

En élisant un président nationaliste, les Américains se sont laissé gagner par la peur de l'autre. Et Donald Trump n'a jamais changé de registre. Aujourd'hui, il entretient la xénophobie en parlant du « virus chinois ». Résultat, ses concitoyens d'origine asiatique subissent des agressions. Ses errements du début du mois de mars, quand il accusait les médias et les démocrates d'inventer la menace du coronavirus, ont laissé des traces. La majorité de ses partisans considère encore le Covid-19 comme une manipulation des élites. Alors, dans ce climat de doute et de zizanie, le pays, inquiet, prend les armes. Car si tout s'effondre, ce sera chacun pour soi. Et il faudra dégainer. Un raisonnement qui fait craindre des débordements plus meurtriers qu'une épidémie. *

MERCREDI 1^{ER} AVRIL À 20H55

WW

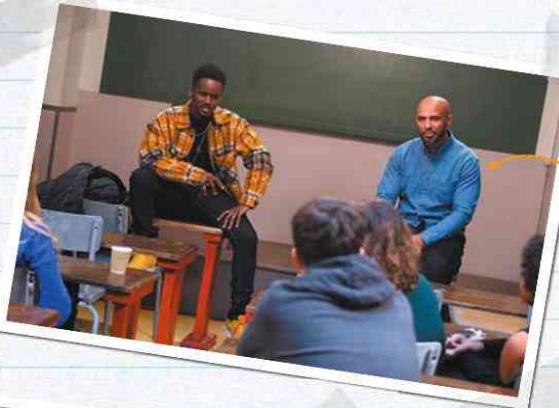
LES CANCRES

Ils n'étaient pas fait pour les bancs de l'école et pourtant ils ont réussi

Gad Elmaleh



Joël Bouraïma



Black M



Dans ce nouveau programme, des personnalités connues du grand public partent à la rencontre de lycéens en plein échec scolaire avec comme médiateur le célèbre coach Joël Bouraïma. Réunis dans une salle de perm', ils se confient et échangent sur leur passé commun et comment ils ont trouvé leur voie, des rencontres uniques.

RMC
STORY

CANAL 23 DE LA TNT
DISPONIBLE EN REPLAY PENDANT 14 JOURS

AMÉRIQUES

Un caméléon à l'OEA

Le 20 mars, l'Uruguayen Luis Almagro a été réélu pour cinq ans (2020-2025) au poste de secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) par 23 Etats sur 35. Avocat, diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères, Almagro a plusieurs fois critiqué le Vénézuélien Nicolas Maduro, qu'il qualifie de « dictateur ». Certains Etats membres, comme le Mexique, estiment qu'il est ainsi sorti de son devoir de neutralité. Passé du centre gauche au centre droit, Almagro est considéré comme un « caméléon » par **El País**. Fondé en 1948, l'OEA – dont le siège se trouve à Washington – est la principale organisation de dialogue international entre les pays d'Amérique du Nord et du Sud.



PAYS-BAS

L'Eurovision annulé

Rendez-vous annuel depuis 1956, le concours Eurovision de la chanson, qui devait se dérouler à Rotterdam, aux Pays-Bas, du 12 au 16 mai, a été annulé, pour la première fois de son histoire, en raison de la pandémie. Les organisateurs l'ont annoncé via un simple tweet le 18 mars. Les 41 pays participants avaient déjà choisi la chanson qui les représenterait. L'hebdomadaire allemand **Der Spiegel** ajoute que, « pour l'heure, on ne sait pas si les candidats sélectionnés [cette année] pourront concourir en 2021 ».

BRÉSIL

Le masque du président

Une « petite crise » amplifiée par les médias. Ce sont les termes utilisés par le président brésilien Jair Bolsonaro pour qualifier la pandémie. Alors que le pays venait d'annoncer la fermeture de ses frontières terrestres, son président a évoqué pour la première fois « une question grave » lors d'une conférence de presse, le 18 mars. Pendant son discours, il s'est toutefois amusé à retirer et remettre une douzaine de fois son masque, pour le laisser finalement pendre à une oreille. Par ailleurs, le chef de l'Etat avait envisagé d'organiser une grande fête pour son anniversaire, le 21 mars, au palais présidentiel, où près de 3 000 personnes travaillent quotidiennement, a relevé le site d'information **The Intercept Brasil**. Avant d'y renoncer pour, finalement, célébrer ses 65 ans en famille.

GUINÉE

De violentes élections

Pas de répit pour la violence à Conakry. Plusieurs morts, un membre du personnel d'un bureau de vote enlevé : c'est le bilan des élections législatives qui ont eu lieu le 22 mars en Guinée, en même temps qu'un référendum, malgré la menace d'une propagation du coronavirus. L'opposition avait appelé au boycott du scrutin pour faire barrage à un troisième mandat consécutif du président Alpha Condé. Le site d'information **Guinéenews** estime néanmoins que celui-ci « a réussi son coup » en maintenant malgré tout ce scrutin.



ALLEMAGNE

Merkel en isolement

La chancelière a décidé le 22 mars de « se placer immédiatement en quarantaine » à son domicile, après avoir été en contact avec un médecin testé positif au Covid-19. Cette décision est intervenue quelques heures après l'annonce de nouvelles mesures contre la propagation de l'épidémie, dont l'interdiction des rassemblements de plus de deux personnes dans les espaces publics. Angela Merkel, 65 ans, va continuer de travailler depuis son domicile et passera plusieurs tests de dépistage, rapporte le quotidien **Bild**. L'Allemagne comptait, le 23 mars, 27 289 cas de contamination et 115 décès.

CHINE

Un signe d'espérance

Plus de contamination locale enregistrée. Le 23 mars, pour le cinquième jour consécutif, la Chine n'a rapporté aucun nouveau cas local de coronavirus, et le nombre de morts quotidiens a fortement chuté ces dernières semaines. L'enrayement de l'épidémie du Covid-19 dans le pays où il a été détecté pour la première fois en décembre dernier offre une bouffée « d'espérance » au reste du monde, veut croire l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La principale inquiétude pour les autorités chinoises est maintenant d'éviter une deuxième vague épidémique sur le sol national, qui serait liée à des personnes contaminées venant de l'étranger, rapporte le quotidien **South China Morning Post**.

ALGÉRIE

Trêve sanitaire

Des appels à « geler » les manifestations se sont multipliés ces derniers jours. En Algérie, les partisans du Hirak (mouvement de contestation lancé en février 2019), qui défilaient dans les rues tous les vendredis, sont restés chez eux le 20 mars. Pour la première fois, les rassemblements ont été annulés. Il faut dire que l'Algérie comptait une soixantaine de malades et au moins cinq morts à cette date. Alors que les Algériens ne sont toujours pas contraints au confinement, le Hirak prend ses précautions et décide une « trêve sanitaire », souligne le quotidien **El Watan**.

Fallait-il interdire la course à pied ?

Les Français sont priés de rester calfeutrés chez eux. Les motifs de sortie, très encadrés, se raréfient, et la question du jogging divise les spécialistes.

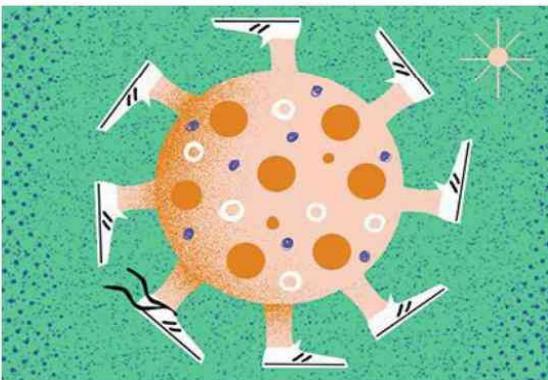
NON / LE RUNNING EST UN VECTEUR D'ÉQUILIBRE PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

PAR PASCAL SILVESTRE

Je peux comprendre le reproche fait aux coureurs de pécher, durant cette période de confinement, par absence de solidarité. Pourquoi certains auraient-ils le droit d'aller et venir – par la seule magie d'une case cochée sur un formulaire administratif – lorsque les autres, majoritaires, resteraient enfermés ? Ne devraient-ils pas s'associer, à l'image de leurs homologues italiens et espagnols, à « l'effort de guerre » ? Dans ces deux pays placés eux aussi en confinement, le jogging est en effet interdit.

La pratique du running, vecteur d'équilibre physique et psychologique, ne donne pas tous les droits. Mais si le gouvernement a décidé de tolérer l'activité physique de manière encadrée, c'est qu'il estime les bienfaits de l'exercice préférable à l'immobilité. Et qu'une population demeurant physiquement active durant cette crise sanitaire inédite sera mieux à même de se défendre efficacement contre le virus. Les médecins qui conseillent nos gouvernements ont dû leur recommander, à juste titre,

LAURE LIEBO/COLA GENIE



de laisser aux Français cette soupape de liberté. Comme le disait le coureur de fond éthiopien Haïlé Gebrselassie, octuple champion du monde, « transpirer, c'est la toilette du corps ».

Pour beaucoup, le coureur suggère un rapport égoïste aux autres. Il déroule ses foulées, pense-t-on, sans se soucier de la marche du monde. Il ne fait pourtant que perpétuer le geste le plus ancien, le seul ne nécessitant aucun équipement spécifique. L'amateur de running ne pollue pas, n'est que rarement de nature grégaire. Et croiser un autre sportif en faisant son footing n'expose pas davantage au virus que de fréquenter un supermarché.

Aucune publication scientifique n'a jamais prouvé, de manière irréfutable, que le coureur mettait sa santé en péril lors de périodes d'épidémies. Peut-être le système immunitaire du marathonien est-il affaibli pendant les quarante-huit heures qui suivent l'épreuve, mais ce n'est pas ce dont il s'agit aujourd'hui. Il s'agit simplement de bouger, de soigner son hygiène physique, mais aussi mentale. Car la course à pied est, avant tout, un déstressant formidable. J'espère que le gouvernement ne supprimera pas cet espace de liberté. *

Pascal Silvestre, fondateur du site Runners.fr et auteur du recueil de nouvelles *Marathon* (JC Lattès, 2016).

OUI / LE CONFINEMENT TOTAL EST NOTRE MEILLEURE ARME CONTRE LE VIRUS

PAR DJILLALI ANNANE

Le jogging n'est pas, en lui-même, nocif pour la santé, bien sûr. Le coronavirus n'est pas dans l'air, on ne l'attrape pas simplement en respirant. Néanmoins, le confinement total, c'est-à-dire avec le moins de dérogations possible, et surtout pas pour pratiquer le sport en extérieur, est la meilleure arme dont nous disposons pour faire barrage au virus, limiter la propagation de l'épidémie, réduire autant que faire se peut l'afflux de cas graves nécessitant une hospitalisation et des soins lourds et, donc, au bout du compte, limiter les décès.

En Italie et en Espagne, un confinement absolu a été imposé à la population. Seules les sorties essentielles sont autorisées, la course à pied est interdite. Le gouvernement français n'a pas fait le même choix, je le déplore. J'habite sur les bords de Marne et je constate que les amateurs de footing y sont très nombreux, en fin de journée

notamment, et qu'ils ont tendance à s'arrêter aux mêmes endroits pour faire leurs étirements. Certains courent même à deux en discutant, au mépris des règles de distanciation qui imposent de laisser au moins 1 mètre entre soi et autrui ! Ces activités sportives, comme, d'ailleurs, le maintien de l'ouverture des marchés alimentaires, font perdurer des situations de contact entre les personnes. Or il ne faut pas perdre de vue que c'est uniquement en mettant un terme à ces interactions que le virus arrêtera de frapper.

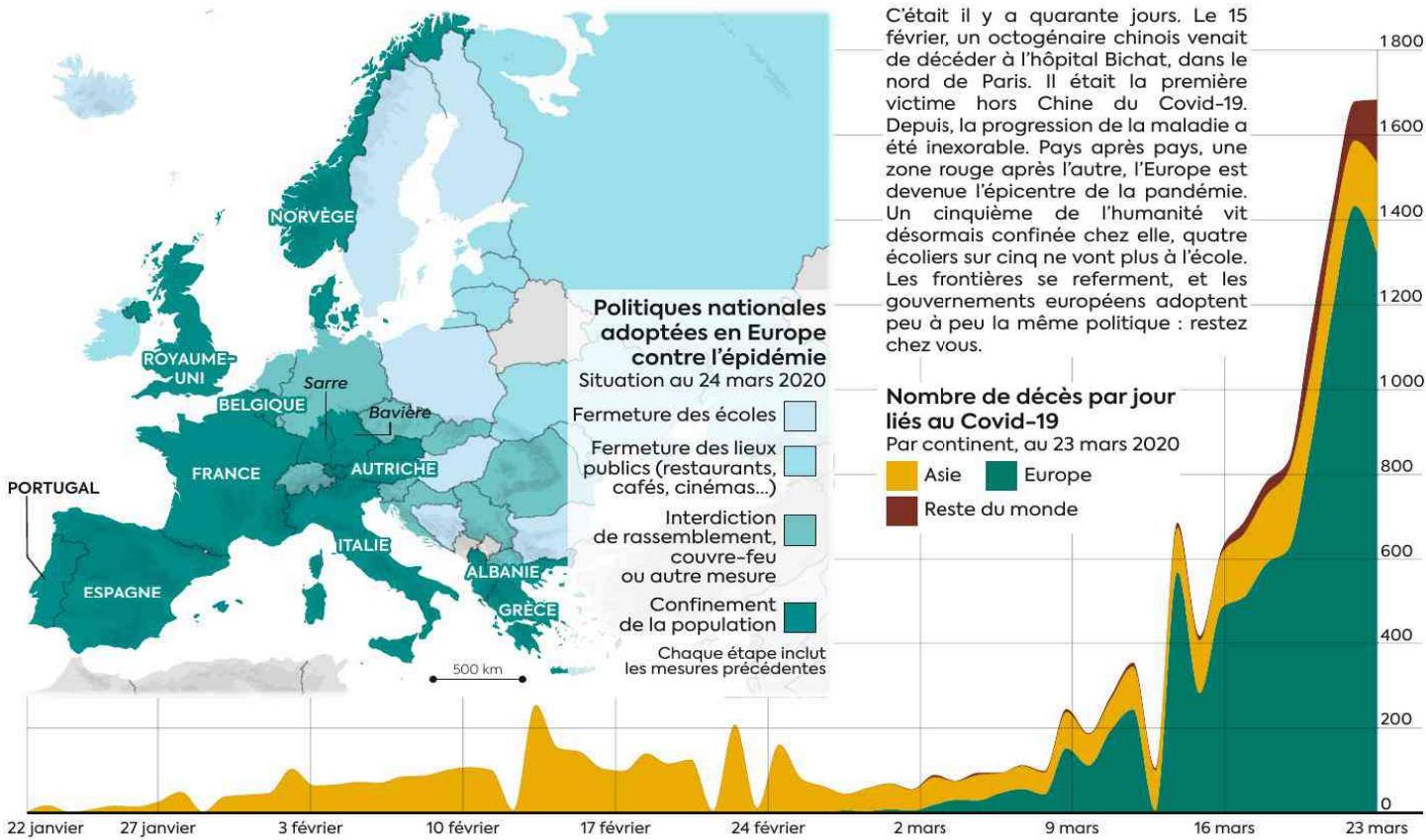
Les dérogations permises par le gouvernement m'inquiètent beaucoup, car elles nous privent d'une efficacité à 100 % de la mesure de confinement. Je crois pourtant que les Français seraient prêts, maintenant, à accepter des conditions encore plus drastiques car ils ont pris conscience du danger. S'ils veulent continuer à faire du sport, ce qui est évidemment souhaitable, qu'ils fassent du vélo d'appartement, des étirements ou des exercices de gymnastique, comme l'ont fait les habitants de Wuhan, en Chine. Mais chez eux. *

Djillali Annane, chef du service de réanimation à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine).

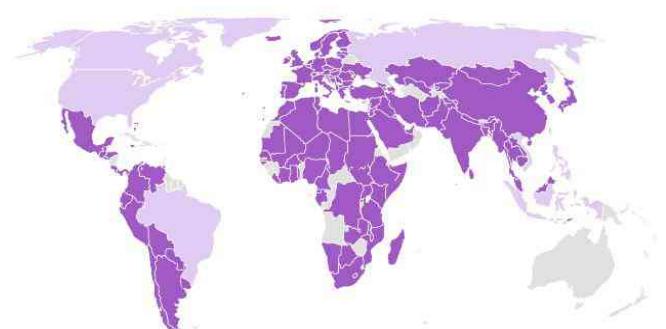
SONAR

Comment l'Europe est devenue l'épicentre de la pandémie

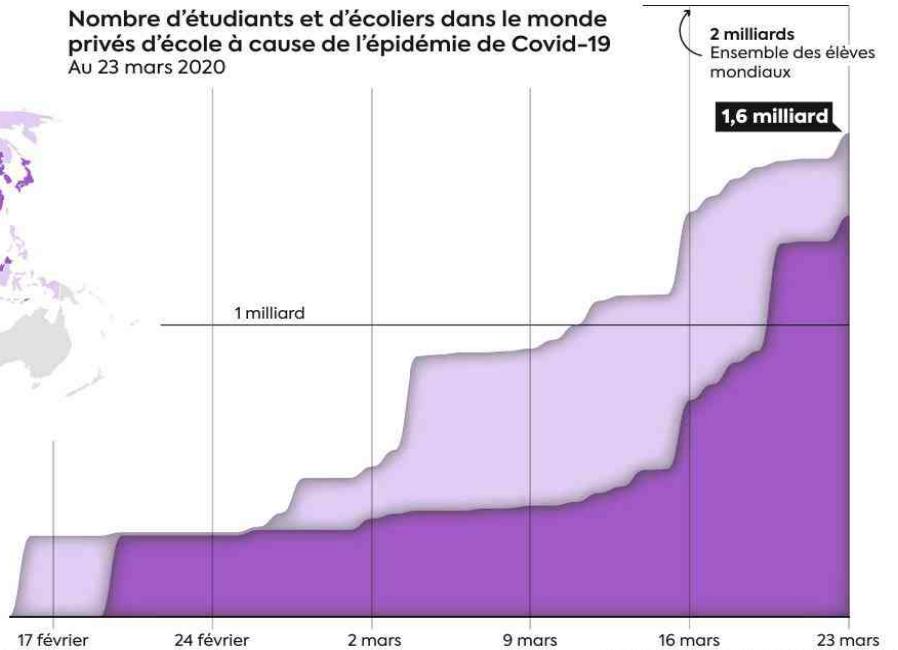
Le Vieux Continent est désormais cloitré, tandis que l'école est partout à l'arrêt



Pays ayant fermé leurs écoles



- Fermeture nationale (138 pays)
- Fermetures régionales ou locales



Sources : revue de presse, AFP, Unesco, Johns Hopkins University

INFOGRAPHIE : DARIO INGIUSTO

ENQUÊTE

Sur le front

Face à l'épidémie qui frappe les régions les unes après les autres, les hospitaliers combattent sans relâche. Malgré la fatigue, le manque de moyens, la peur. Témoignages.

PAR STÉPHANIE BENZ, AVEC CLOTILDE CADU, CLAIRE HACHE, ANNE JOUAN, BÉATRICE MATHIEU ET ANNE VIDALIE

On redoutait l'assaut de l'épidémie. On y est : la vague a commencé de déferler sur la France. Après le Grand Est, l'Île-de-France est à son tour submergée par le Covid-19. Dans ces régions, L'Express est allé à la rencontre des soignants. Ils nous ont raconté leur « guerre » : comment ils se sont préparés, ce qu'ils vivent, leurs craintes et leur engagement. Leur colère aussi, face au manque de moyens et au respect mitigé du confinement. « Une partie de la population ne réalise pas la gravité de la situation. Pourtant, c'est la roulette russe », dit un infirmier. « Il faudrait qu'ils voient pareux-mêmes, s'indigne un réanimateur. Ces sont nos parents, nos grands-parents, mais aussi des jeunes, en bonne santé, qui se retrouvent intubés, et qui vont peut-être mourir. » Aides-soignants, infirmiers ou médecins, tous martèlent les trois mêmes mots : « Restez chez vous ».

« Un tsunami ! »

Elles sont là, bien alignées sur le parking du centre hospitalier de Mulhouse. A elles seules, les tentes de l'hôpital militaire

symbolisent l'ampleur de la tourmente qui a emporté la ville. Au téléphone, la voix de Khaldoun Kuteifan, chef du service de réanimation, est calme, posée. Même s'il décrit un enfer : « Depuis début mars, nous travaillons quinze heures par jour, et le nombre de cas quotidiens continue à augmenter. C'est un tsunami ! » Les évacuations vers d'autres établissements n'ont pas suffi à soulager son service. Au moment où nous lui parlons, alors que l'hôpital de campagne, avec sa trentaine de lits de réanimation, n'est pas encore ouvert, il manque toujours de moyens : « C'est un

combat de chaque jour pour avoir assez de masques, de blouses, de respirateurs. »

Le reste de l'Alsace se trouve aussi en grande difficulté, et à Paris la situation a basculé en un week-end. « Jamais je n'aurais pensé que ce serait si grave, témoigne Sébastien*, urgentiste à l'hôpital Georges-Pompidou. Le flux d'entrées s'accélère, la 3^e unité Covid que nous devions monter lundi a ouvert dès samedi. Il y a des gens de tous les âges. Certains, on les reçoit sur leurs deux jambes, ils toussent, ont de la fièvre. Et, très vite, on constate qu'ils ont besoin d'oxygène. Leurs scanners sont catastrophiques, on sait que leur état va s'aggraver dans les vingt-quatre à quarante-huit heures. » Dans son service, décrit-il, pas de cris, pas d'agressivité comme souvent aux urgences. Plutôt un calme pesant, et des livraisons de pizzas pour tenir le coup.

Les urgences de banlieue saturent et adressent aussi des patients à Paris. « A Cochin, deux autres unités de réanimation ont ouvert ce week-end : des unités de soins continus équipées à toute vitesse de matériels que nous avions en stock. Les équipes ont été doublées, et même les étudiants de troisième année sont réquisitionnés. On est sur le pont douze heures d'affilée, pas le temps de boire ni d'aller aux toilettes », raconte Julien, infirmier. A ce rythme, même les blocs opératoires accueilleront bientôt des patients sous respirateur.

Le choc face aux cas graves

Dans les services de réanimation, les soignants découvrent chaque jour un peu plus à quel point le Covid-19 est difficile à combattre. « Mon premier choc, ça a été une jeune femme de 39 ans, intubée, dans un état très grave, se souvient Julien. Son pronostic vital était engagé. Cette prise de conscience a été dure, puis on s'est ressaisis. » La norme, dans ces unités de pointe, est d'une infirmière pour deux ou trois malades, mais elles sont désormais parfois une pour un ou deux patients tant les cas sont graves. « Ils souffrent d'une forme sévère de détresse respiratoire et sont difficiles à ventiler. Nous avons énormément de mal à améliorer leur état », rapporte le Pr Jean-Michel Constantin, réanimateur à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. Certains soins, complexes, mobilisent plusieurs infirmières à la fois. Le risque de surinfection est toujours présent, et les patients sont instables : « Ils peuvent se



dégrader en deux ou trois heures. Ils vont tout d'un coup très mal, et on se sent démunis. C'est un sentiment que je n'avais jamais connu », confie Justin, 28 ans, infirmier depuis dix ans.

Avec cette maladie très contagieuse, les soignants ne peuvent en outre circuler librement d'une chambre à l'autre, car ils doivent changer de tenue de protection (blouse, gants, lunettes, charlotte...) entre deux patients, sous la surveillance d'un autre membre de l'équipe pour que toute erreur soit évitée. « Cela prend un temps fou, on perd la réactivité », regrette le Pr Constantin.

Dans les autres services, médecine interne ou infectiologie, les malades sont moins mal, mais nécessitent une surveillance constante. « Ils peuvent déclencher des détresses respiratoires à tout moment. Un collègue reste donc disponible en permanence pour intervenir », précise un réanimateur d'un CHU proche de Paris.

Une peur : la contamination

« L'hygiène, c'est devenu obsessionnel. Je me lave tellement les mains qu'elles sont toutes gercées, comme décapées »,

s'exclame Marie, aide-soignante dans un hôpital de l'Oise. « Le problème, c'est qu'on manque de tout : blouses, surblouses, masques haute protection FFP2, poursuit cette quinqua. On doit mettre des masques chirurgicaux qui protègent moins, et porter la même blouse toute la journée car il n'y en a pas assez pour que l'on puisse se changer après chaque patient. C'est honteux de travailler ainsi. » « Nous avons deux FFP2 par personne pour huit heures, alors que c'est un par tranche de deux ou trois heures d'habitude », déplore de son côté le Pr Djillali Annane, chef du service de réanimation à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine). La peur de se contaminer, ou de contaminer ses proches, hante les esprits. Elle est aggravée par les délais pour obtenir les résultats d'un test : « De quarante-huit à soixante-douze heures, à cause du manque de réactifs », regrette le Pr Gilles Pialoux, infectiologue à l'hôpital Tenon, à Paris.

Déjà, des soignants ont été contaminés (490 au 22 mars pour les seuls hôpitaux de l'AP-HP) et, mardi matin, cinq médecins étaient déjà décédés. Bien sûr, ces professionnels peuvent s'être infectés hors de l'hôpital. Mais il n'empêche : le manque de matériel de protection restera l'un des scandales de la pandémie, entre stocks insuffisants, commandes tardives et défaut de prudence dans les hôpitaux, du moins au début de la crise. « Un lundi, je suis arrivée, tous les masques avaient été volés. Nous avons dit que nous refusions d'entrer dans les chambres sans protection, rapporte une infirmière de la Pitié-Salpêtrière (Paris). Maintenant, la réserve est dans le bureau des cadres, et on n'y a pas accès, c'est géré au compte-gouttes. » Mais l'absence des soignants contaminés va vite devenir ingérable : « Pour l'instant, ils restent dix jours chez eux. Ce n'est plus tout à fait la "quatorzaine", et demain, si la situation devient trop tendue, on leur demandera certainement de ne pas s'arrêter s'ils le peuvent », précise le Pr Gilles Pialoux.

« Garder un coup d'avance »

Ces dernières semaines, les hôpitaux se sont réorganisés à marche forcée, tout en essayant de préserver les urgences et une partie de la cancérologie. « Tout évolue très vite. La semaine dernière, l'AP-HP (qui regroupe 39 hôpitaux publics d'Ile-de-France) imaginait encore conserver des établissements "Covid-free", avant d'y renoncer », relate le Pr Pialoux. Opérations



► déprogrammées, services fermés et reconvertis en unités « Covid », personnel réaffecté : il faut « garder un coup d'avance » sur le virus. Et, en priorité, trouver des réanimateurs, des infirmières de « réa » et surtout des respirateurs, quitte à récupérer des machines d'ambulanciers ou de vétérinaires. Car les lits se remplissent vite et les malades restent longtemps, de dix à quinze jours. Des formations accélérées sont proposées aux soignants venant d'autres services. Les médecins font preuve d'imagination : « Nous avons ouvert une salle de délestage pour les patients en rémission qui ont encore besoin d'oxygène, mais plus de soins lourds », explique le Pr Constantin, à la Pitié-Salpêtrière. « Nous sommes des professionnels de la gestion de la pénurie, et cela nous prend une énergie folle », râle de son côté Laurent Heyer, réanimateur à l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, qui a adopté une organisation similaire.

Ultime solution : le transfert de patients vers d'autres régions, lequel a déjà commencé en Alsace et en Corse. « Les régions de l'Ouest seront touchées plus tard, si elles le sont. D'ici là, elles pourraient accueillir des malades », observe le Dr François Braun, président de Samu-Urgences de France et chef de pôle à Metz. En mai, la SNCF et les Samu avaient testé un « TGV sanitaire », où les brancards des patients étaient placés sur les sièges des voyageurs. « C'était en préparation à un attentat, mais le dispositif pourrait servir à cette crise. Ce serait plus simple que l'avion », suggère le Dr Braun. A moins que les réanimateurs eux-mêmes ne se déplacent. Ce week-end, le CHU de Strasbourg lançait un appel aux bonnes volontés dans toute la France...

L'implication de tous

Retraités, étudiants, médecins libéraux, cliniques... Les acteurs de la santé font désormais front commun, malgré des débuts chaotiques. Bugs informatiques sur le site de la Réserve sanitaire, qui mobilise les professionnels volontaires en cas de besoin. Cafouillage dans certains hôpitaux, comme l'a expérimenté cette infirmière retraitée qui s'est vu refuser son offre de service par son ancien établissement, avant d'être rappelée trois jours plus tard. Lenteurs, aussi, pour impliquer le secteur privé. Dans le Grand Est, les cliniques ont reçu seulement à la mi-mars les autorisations pour ouvrir des lits de réanimation. De quoi dégager une vingtaine de

places à Mulhouse et autant à Strasbourg. Mais dans la capitale alsacienne, des réanimateurs libéraux n'avaient pas attendu : « Nous avons été formés au CHU, il était imaginable de laisser nos anciens collègues enchaîner seuls les nuits blanches », affirme l'un d'eux, venu prêter main-forte et respirateurs à l'établissement public. Enfin, les généralistes prennent le relais des hospitaliers pour le suivi des cas peu graves. « Nos patients, en ville, vont généralement bien. La télémédecine nous aide à les accompagner, à les rassurer aussi, car il y a beaucoup d'angoisse, renforcée par le confinement », indique Laurène, installée dans l'est de Paris.

Tenir dans la durée

« Nous devons courir un marathon à la vitesse d'un 100 mètres. Il faut prendre du repos à tour de rôle, ne pas rester confinés à l'hôpital », assure le Pr Djillali Annane, à Garches. Pour garantir la continuité des soins, les équipes s'organisent. A Tenon, la direction de crise est doublée, au cas où l'un tombe malade. A Dijon, les responsables du laboratoire d'analyses ont placé un de leurs biologistes en réserve, chez lui. Mais c'est surtout l'équilibre psychologique des troupes qui inquiète. Au point que l'AP-HP a ouvert une ligne téléphonique d'urgence réservée à son personnel. « Lors des attentats de 2015, la souffrance des soignants n'avait pas pu être anticipée. Là, compte tenu du caractère particulier de cette crise, nous nous sommes mobilisés d'emblée », justifie le Dr Gaëlle Abgrall, coresponsable de ce projet. Une dizaine de psychiatres et de psychologues se relaieront pour répondre sept jours sur sept à leurs collègues et réaliser une première évaluation. Si besoin, une autre plateforme leur proposera une prise en charge près de chez eux ou de leur hôpital. En une semaine, alors que la crise débutait à peine, une vingtaine d'agents avaient déjà appelé. Pour certains, dans des états justifiant des arrêts de travail. « Ils attendent souvent trop longtemps pour alerter, constate le Dr Abgrall. Nous espérons qu'avec ce dispositif, nous pourrons intervenir plus tôt. »

Faire des choix, une réalité

C'était la grande crainte : ne pas pouvoir intuber tous les patients qui l'auraient été en temps normal. A Mulhouse, c'est déjà une réalité : « Il me faudrait 20 respirateurs de plus. Quand on manque de moyens et de temps, on est obligé de faire un tri des

patients. Ces sont des décisions douloureuses que nous devons prendre en dix minutes, sans toujours avoir le temps de réfléchir de manière collégiale. On fait du cas par cas », se désole le Dr Khaldoun Kuteifan. Hors période de crise, décider d'admettre ou non un patient en réanimation fait partie du travail quotidien des médecins de ces services. Un choix qui dépend de l'état du malade et des bénéfices à attendre des soins. « L'éthique médicale n'a pas changé. Ce qui change, c'est le volume de patients concernés », assure le Dr François Braun. « Mais il est certain que nous aurons quand même toujours en arrière-pensée le souci de ne pas bloquer un lit au détriment de personnes qui en bénéficieraient davantage, même si ce n'est pas explicite », nuance Pierre*, réanimateur dans un CHU proche de Paris. Comment faire, en effet, quand il n'y a plus de lits disponibles, comme dans cette réanimation dans la nuit de samedi à dimanche ? « Nous avons refusé l'admission d'un nonagénaire afin de garder la place pour quelqu'un de plus jeune », confie un infirmier. Heureusement, les premiers malades commencent, pour certains, à aller mieux. « Nous avons extubé une personne ce week-end, cela redonne un peu d'espoir, même si nous avons eu aussi plusieurs décès », ajoute l'infirmier.

Mourir seul

Face au risque de contamination, les hôpitaux restreignent les visites. « Au cas par cas, nous essayons de faire venir les familles, au moins pour voir le défunt, ou un peu avant si on y arrive », confirme Pierre, réanimateur. Ensuite, le corps est placé dans une housse hermétique. Et encore ces patients sont-ils morts à l'hôpital. « Il y a des malades qui resteront dans leurs Ehpad, par exemple. La mortalité va augmenter, c'est une certitude », lâche un urgentiste alsacien. « En Italie, les gens décèdent chez eux. Vous imaginez ce que cela veut dire, de voir un proche mourir sous ses yeux sans rien pouvoir faire ? » alerte un jeune réanimateur. Pour ne pas en arriver là, une réflexion est en cours afin d'augmenter les capacités d'accueil en soins palliatifs. « De nombreux établissements préparent des unités dédiées à l'accompagnement en fin de vie », confirme Eric Maury, le président de la Société de réanimation de langue française. Le défi est immense. *

*Les prénoms ont été changés.

Merci

A tous les soignants, les Français reconnaissants

La solidarité envers le personnel de santé revêt mille formes. Des messages de soutien à la fourniture de repas, ou même de logements.

« Tenez bon, on vous soutient. » « 1 million de mercis. » Des textos comme ceux-là, le Pr Djillali Annane, patron du service de réanimation de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, dans les Hauts-de-Seine, en reçoit beaucoup ces temps-ci. Leurs expéditeurs ne sont pas tous des amis, souvent de simples connaissances. « C'est important d'entendre qu'on n'est pas seuls au front, que la population est derrière nous », souligne-t-il.

En l'espace de quelques jours, les manifestations de solidarité, petites et grandes, collectives et individuelles, se sont multipliées. Depuis le 17 mars, à 20 heures pile, les Français confinés ouvrent leurs fenêtres pour saluer le personnel de santé d'une salve d'applaudissements. A ce rituel quotidien, les Lyonnais ont ajouté une touche lumineuse : des bougies, allumées tous les soirs.

Sur les réseaux sociaux, les messages affluent, en mots ou en images, signés par des anonymes ou par des artistes, comme l'auteur de bandes dessinées Riad Sattouf et ses dessins postés sur Instagram. Des banderoles ont été suspendues devant plusieurs hôpitaux. « Soutien aux blouses blanches, nos héros du quotidien », proclame le

calicot tendu devant le CHU de Bordeaux par les supporters du club de foot de la ville. Le gérant de la boutique parisienne des Floralies a choisi, lui, de le dire avec des fleurs : il a déposé des centaines de bouquets devant l'hôpital Georges-Pompidou.

D'autres initiatives sont lancées pour apporter un réconfort matériel aux soignants. Depuis le 15 mars, le site Enpremiereligne.fr les met en relation avec des personnes disponibles pour garder leurs enfants ou faire leurs courses. Près de 65 000 volontaires avaient déjà proposé leurs services mardi 24 mars. Des restaurateurs, des traiteurs et des boulangers alimentent gratuitement le personnel médical de leur ville ou de leur département. Pendant trois jours, la chaîne Domino's a approvisionné en pizzas les hospices civils de Lyon. Un producteur de fruits de la région a fait livrer 75 kilos de fraises à l'hôpital de la Croix-Rousse. A Haguenau, dans le Bas-Rhin, c'était hamburgers gratuits pour les blouses blanches le 19 mars. En région parisienne, un chocolatier a donné 400 kilos de douceurs aux employés de l'Assistance publique, un autre, ses stocks de Pâques. Dans le

centre-ville de Rouen, en Seine-Maritime, une boulangerie offre le petit déjeuner « au personnel soignant et aux secours », dit l'affiche sur la devanture. Trois rugbymans du Sporting Union d'Agen, en Lot-et-Garonne, ont ouvert une cagnotte en ligne pour financer la préparation, par une brasserie de la ville, de paniers-repas destinés aux équipes du centre hospitalier.

Pour loger les infirmières ou les médecins appelés en renfort dans leur région, des bailleurs et des hôteliers se mobilisent. Des particuliers, aussi, comme l'acteur Pierre Deladonchamps, qui a mis son pied-à-terre parisien à leur disposition. Ou Marine Doutté, ingénier agronome, qui prête un quatre-pièces meublé à Rouen. « A deux minutes du CHU », précise son annonce. *

ANNE VIDALIE

Déferlante

« Chaque sortie est une prise de risque »

Président de la commission médicale d'établissement des Hôpitaux de Paris, l'instance qui représente le personnel, Rémi Salomon craint qu'un raz-de-marée sanitaire s'abatte sur le pays.

Pensez-vous que Paris va connaître le pic de l'épidémie dès cette semaine ? Rémi Salomon On assiste à une multiplication des cas depuis le week-end du 21 et 22 mars, mais les épidémiologistes prévoient ce pic autour de la mi-avril en Ile-de-France, ce qui nous laisse entrevoir encore de longues semaines difficiles pour les soignants comme pour la population. Nous sommes face à une catastrophe inédite dont je n'ai pris conscience que courant février avec son développement en Italie. Nous allons vivre la même situation. Le Grand Est est frappé de plein fouet et, maintenant, c'est au tour de la région parisienne. Demain, d'autres grandes villes suivront. Il faut s'y préparer.

Vous étiez opposé à la tenue du premier tour des élections municipales et vous avez déclaré que les premières mesures de confinement n'étaient pas assez drastiques. L'Etat a-t-il malgré la crise ? Ce n'est plus la question. Au moment de l'annonce par le président Macron



Chaque soir, les Français confinés se mettent à leurs fenêtres et applaudissent.



A Marseille, le 23 mars, une longue file d'habitants venus se faire dépister.

Pénurie

Le manque de respirateurs au cœur de la crise

Ils permettent de sauver les malades en détresse respiratoire aiguë, mais sont en nombre insuffisant. Et la France n'a pas les moyens d'en disposer rapidement.

À près l'absence de tests, le manque de masques ou les hésitations sur le confinement, le gouvernement doit affronter une autre polémique qui pèse lourdement dans la crise, surtout au sein des hôpitaux parisiens : le manque de respirateurs. « Cet instrument est le principal traitement pour les patients en phase critique », rappelle Jean-Michel Constantin, secrétaire général de la Société française d'anesthésie et de réanimation. Une récente étude publiée par *The Lancet* sur le retour d'expérience chinois tirait cette même conclusion. Puis l'exemple italien où, selon certains spécialistes, il y a seulement un appareil pour deux malades et, enfin, chez nous, avec les difficultés rencontrées dans le Grand Est, vont dans la même direction. Pourquoi donc cette nouvelle impératitve ?

Les autorités n'ont pas brillé par leur célérité. Il a fallu attendre le 13 mars pour qu'un recensement soit lancé et, selon nos informations, le 18, un haut responsable de l'AP-HP admettait devant ses troupes « ignorer le nombre exact de respirateurs au sein des 39 hôpitaux parisiens ». Sur le papier, avec 5 000 lits de réanimation, c'est autant de ventilateurs lourds disponibles. En pratique, il existe une multitude de machines qui peuvent servir durant l'épidémie. Les plus performantes, celles des salles de réanimation ou des unités de soins intensifs, sont compliquées à manipuler et nécessitent d'intuber le patient par sonde nasale ou par la trachée. Mais d'autres appareils plus légers peuvent être réquisitionnés, à l'instar de ceux de la réserve stratégique nationale d'équipement prévus pour répondre aux risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques. Il s'agit pour la plupart de respirateurs servant au transport des malades et aux urgences. Certains sont invasifs, d'autre pas, fonctionnant comme un

► [NDLR : le 16 mars], la réponse n'a pas été assez claire, pas assez directive. Comme l'a montré l'épisode en Chine, face à un tel événement, il n'y a qu'une seule réponse : un confinement massif et total. Dans la rue, je suis encore frappé par l'attitude de certaines personnes qui ne respectent pas les règles de distanciation et manquent de civisme. Le seul mot d'ordre, c'est de rester chez soi et de limiter les contacts le plus possible. Chaque sortie est une prise de risque. Le durcissement du confinement est donc une bonne chose.

« Le Covid-19 n'est pas le fruit du hasard, mais de ce que l'homme fait de la planète »

Saurons-nous tirer les leçons d'une telle catastrophe ?

Les exemples de la Chine, avec son confinement total et à grande échelle, ou celui de la Corée du Sud, avec sa politique de tests massifs, font que nous nous y prendrons différemment. Les pays asiatiques ont une mémoire de ce type d'épisodes. Pour nous, il faut remonter à la grippe espagnole de 1918. Nous l'avons oubliée. Il y aura un avant et un après coronavirus. En termes de santé, doit-on avoir un système marchand fondé sur la rentabilité comme cela a trop été encouragé pendant des décennies ? Et ce genre d'épidémies ne sont-elles pas appelées à se reproduire ? Le Covid-19 n'est pas le fruit du hasard, mais de ce que l'homme fait de la planète. Il nous amènera à nous interroger sur notre productivité, sur l'environnement et nos modes de consommation. *

**PROPOS RECUEILLIS
PAR BRUNO D. COT**

simple masque nasal ou facial pour insuffler de l'oxygène. Enfin, les modèles les plus courants, individuels, sont destinés à un usage domestique. « Pour donner un ordre de grandeur, les premiers types de respirateurs constituent, en France, un marché de 1000 à 1500 machines qui coûtent de 15 000 à 30 000 euros pièce ; les dernières, il s'en vend près de 25 000 par an pour un facteur prix divisé par 10 », détaille Christophe Hentze, directeur général France du constructeur Löwenstein Medical (Allemagne).

Comme pour les médicaments et pour les masques, l'épidémie venue, la France se trouve fort dépourvue en matériels médicaux produits sur son sol. Les fabricants, Löwenstein, Philips, Dräger, Hamilton, Getinge, Mindray se trouvent à l'étranger et destinent leurs machines en priorité à leur marché intérieur. Le gouvernement allemand a ainsi commandé 10 000 exemplaires à Dräger ! « Nous ne produisons pas que pour ce pays et venons d'envoyer 40 ventilateurs en Italie, se défend une porte-parole de Dräger. Nos usines se trouvent en Suède et en Afrique du Sud, elles tournent vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. » Même son de cloche chez l'américain GE Healthcare, qui dit « essayer de répondre à la demande sans précédent » mais pour l'heure en se concentrant sur les Etats-Unis. Dans d'autres pays, les gouvernements ont lancé un appel à l'ensemble des industriels locaux, à l'instar de Boris Johnson avec le secteur automobile (Rolls Royce, Jaguar Land Rover, etc.). « Produire de telles machines demande un savoir-faire spécifique et ces constructeurs ne l'ont pas », avance Christophe Hentze.



Dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital Bichat, à Paris, le 13 mars.

Ailleurs encore, les initiatives se multiplient comme sur Internet afin de créer des modèles en open source qui seraient fabriqués par des imprimantes 3D, notamment dans la communauté des Fab Lab. Et chez nous ? L'Etat a finalement fait appel à une petite filiale d'Air liquide, Alms, pour une commande de 1100 respirateurs, dont la livraison s'échelonnera jusqu'à... fin mai. Mais les médecins le disent unanimement : tout n'est pas qu'une affaire d'appareils, il faut aussi former le personnel. Ce qui, en période de flux tendu, n'a rien d'évident. L'un d'eux s'empporte : « Nous sommes l'un des pays les plus riches du monde et disposons d'importants stocks d'armes. Mais nous sommes incapables de faire des réserves de matériel médical. » *

B.D.C.

Gestion de crise

L'hôpital danois mieux armé

Réformé en 2007, le système hospitalier du Danemark, plus centralisé, a gagné en efficacité. Un modèle à creuser pour l'après-crise ?

Productivité accrue, garantie de recevoir un traitement en un mois au maximum, près de 90 % des patients satisfaits. Au Danemark, le système hospitalier public s'est refait une belle santé après une réforme centralisatrice qui, en 2007, a réduit d'un tiers le nombre d'établissements. « Avant, il y avait trop de petits hôpitaux (moins de 100 lits), résume Karsten Vrangbæk, professeur en santé publique à l'université de Copenhague. Ils proposaient tous les mêmes services et la qualité des soins était globalement insuffisante. »

Coauteur d'une étude analysant les conséquences de la réforme, il estime qu'avec le système actuel « les hôpitaux danois sont plus flexibles et mieux armés pour faire face à une crise inattendue comme celle du Covid-19 », qui, au 24 mars, avait causé la mort de 24 personnes dans ce pays de 5,8 millions d'habitants. Pour l'instant, le système hospitalier a su gérer le nombre de malades (1699 cas déclarés, ce 24 mars), même si le pic de l'épidémie n'a pas encore eu lieu. De 40, le nombre d'hôpitaux publics munis de services d'urgence est passé à 21. Dont cinq ultramodernes, équipés de chambres individuelles.

S'y ajoutent douze établissements destinés à des traitements de long terme, comme le cancer. « Les gens ont accepté les fermetures parce qu'ils ont compris qu'ils recevraient un meilleur traitement dans des structures mieux dotées financièrement », pointe Kjeld Møller Pedersen, professeur en économie de la santé, qui siégeait dans la commission ayant conseillé le gouvernement de centre droit au moment de la réforme. La gestion des hôpitaux, elle, est passée de l'autorité du comté à celle de la région.

Victime d'une crise cardiaque, Finn Breinholt Larsen, chercheur habitant à Aarhus (centre du pays), se souvient avoir été « bien traité par un personnel compétent ». Prestation, information, suivi post-opératoire : rien à reprocher. « Ça vaut la peine de payer autant d'impôts ! », ajoute-t-il. De fait, le secteur danois de la santé, essentiellement public et gratuit, est financé par les contribuables, comme le reste de l'Etat-providence. Le royaume est l'un des pays de l'Union européenne où la fiscalité est la plus lourde. Autre particularité toute scandinave : « La réforme de 2007 a fait l'objet d'une consultation et d'un consensus politique tels qu'elle a pu survivre, depuis sa mise en application, à plusieurs changements de majorité parlementaire », observe Kjeld Møller Pedersen.

Environ 90 % des spécialités médicales sont proposées dans chacune des cinq régions du pays. Les autres, encore plus pointues, comme la chirurgie cardiaque, ont été réparties ici ou là par la puissante Direction nationale de la santé. Les régions n'ont pas eu le choix : leurs hôpitaux fonctionnent grâce à l'argent de l'Etat central. Et gare à ceux qui ne respectent pas les délais garantis de diagnostic et de traitement (un mois chacun), introduits dès 2002. « Ces retards sont publiés dans les médias et les hôpitaux incriminés, montrés du doigt, ce qui pousse les régions à réagir », ajoute ce même professeur.

La recette danoise présente toutefois des bémols. En dix ans, le nombre de malades a augmenté nettement plus vite que celui des médecins et infirmières disponibles. Les syndicats s'en inquiètent et dénoncent une pression croissante au travail. De plus, souligne Karsten Vrangbæk, les soins administrés au niveau des communes ont été « négligés dans la réforme » et leur « coopération avec les hôpitaux est insuffisante ». L'actuel gouvernement, de centre gauche, assure vouloir y remédier. Mais le Covid-19 a tout gelé. *

ANTOINE JACOB (STOCKHOLM)



HOSTILITÉS

Pendant la «guerre», la politique continue

Les oppositions fourbissent leurs armes pour, demain, instruire le procès du gouvernement et de sa gestion de la crise.

PAR ERWAN BRUCKERT, JEAN-BAPTISTE DAOULAS,
LAURELINE DUPONT, MARYLOU MAGAL ET ÉRIC MANDONNET

C'est peut-être une « guerre », comme l'a martelé Emmanuel Macron. Il n'y a en tout cas pas d'union sacrée. Tout juste, et encore, une trêve formelle. Les oppositions remettent à des jours meilleurs le procès du gouvernement et de sa gestion du coronavirus, jugeant que les Français n'y seront pas prêts tant qu'ils resteront suspendus aux conférences de presse quotidiennes du directeur général de la Santé, Jérôme Salomon. En attendant, droite et gauche n'ont qu'à se baisser pour récolter des munitions. Les propos d'Agnès Buzyn rapportés par *Le Monde* (« Je savais que la vague était devant nous. Je suis partie en sachant que les élections n'auraient pas lieu ») occuperont une place importante lors de la controverse publique. « Soit c'est une simple défaillance personnelle, ce que personne ne croit vraiment, soit ce qu'elle dit est vrai, et ce sera un tsunami politique », observe un dirigeant de LR. Qu'Emmanuel Macron lui-même ne soit pas parvenu à masquer son courroux, le 20 mars (« Je félicite toutes celles et ceux qui avaient prévu tous les éléments de la crise une fois qu'elle a eu lieu »), après qu'Edouard Philippe eut déjà pris le temps de répondre longuement à l'ancienne ministre de la Santé dans un 20 Heures de France 2, montre l'étendue des dégâts.

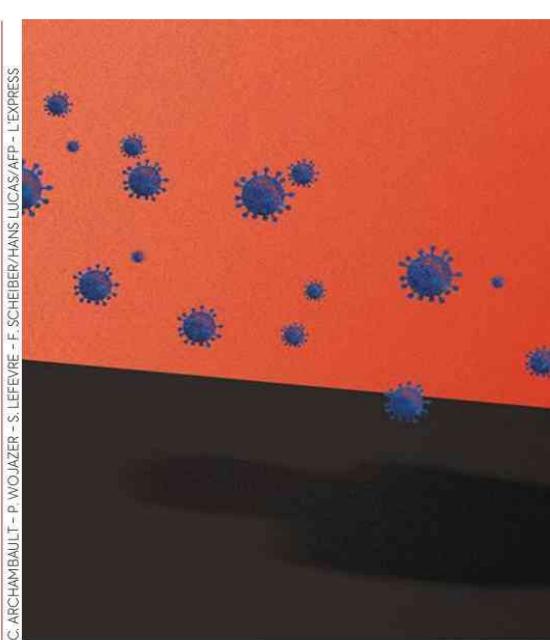
« Dans ces périodes-là, tout le monde calcule, ironise Ségolène Royal. Certains mettent en avant la guerre et l'unité nationale en espérant que cela fasse faire toute

critique, d'autres ne disent rien, car ils pensent qu'il n'y a que des coups à prendre. » L'ancienne candidate a été la seule à pilonner Emmanuel Macron et son « gouvernement d'amateurs » dès le premier tour des élections municipales. Malgré les critiques acerbes venues de toute part, y compris du Parti socialiste, malgré les réserves de sa propre garde rapprochée, qui la trouvait trop radicale, elle assume sa virulence sur la pénurie de masques. « Les soignants s'en plaignaient sur les réseaux sociaux, mais ce

**« Moi, des munitions,
j'en ai pour quand
je sortirai la sulfureuse ! »**
Ugo Bernalicis (LFI)

n'était repris nulle part. J'ai décidé de m'en faire le porte-parole. J'ai parlé avec mestripes, poursuit-elle, satisfait de avoir dégainé plusieurs jours avant que *Le Monde* et *Le Figaro* ne consacrent leur Une au manque de masques. Tout le monde m'est tombé dessus, sauf les principaux intéressés, les soignants ! »

Les sénateurs aussi comptent bien en découdre. Mais à leur rythme. Lors de la réunion du groupe LR, le jeudi 19 mars, un élus de l'Oise s'est ému des consultations que des médecins de son département devaient



C. ARCHAMBAULT - P. WOJAZER - S. LEFEVRE - F. SCHEIBER/HANS LUCAS/AFP - L'EXPRESS

conduire sans masque. Cette réalité met hors de lui Bruno Retailleau. « Ce sera le scandale du sang contaminé, puissance 10 », vitupère le président du groupe. Ses troupes, dont de nombreux médecins, sont très remontées. Faut-il agir tout de suite ? « C'est compliqué, admet le sénateur de la Vendée. L'unité est nécessaire, mais elle n'abolit pas l'exigence de contrôle. Quand les choses sont mal faites, il faut le dire, car on doit des comptes aux Français. » Les sénateurs LR valident la stratégie de leur collègue Alain Milon, également président de la commission des affaires sociales, qui les a prévenus : « Je proposerai, à l'issue de la crise, la création d'une commission d'enquête parlementaire. » Sans l'annoncer pour l'instant.

Manque de chance, les discrets sénateurs LR se font voler la vedette par leurs homologues de l'Assemblée. Le 22 mars, le patron des députés LR, Damien Abad, déclare dans le *Journal du dimanche* que son groupe proposera une commission d'enquête parlementaire à l'automne. Pourquoi pas avant ? « Parce qu'aujourd'hui nous devons concentrer nos forces sur la gestion de cette crise », assure le député de l'Ain. Ou comment habiller de vertu une contrainte. En réalité, les députés LR ont déjà épousé leur droit à créer une commission d'enquête cette année – sur l'attentat à la préfecture de police de Paris – et n'ont pas la possibilité d'en imposer une nouvelle avant octobre.

Les commissions d'enquête parlementaires et leur faux air de tribunal, les



auditions de ministres précédées d'une prestation de serment de dire la vérité, toute la vérité... Bruno Retailleau, qui a présidé celle dédiée aux conséquences de la tempête Xynthia, jure qu'il ne s'agit pas « de désigner un bouc émissaire mais de trouver les dispositifs pour que ça ne se reproduise pas ». Dans son viseur, en particulier, « la stratégie très progressive mais parfois très erratique, cacophonique, du gouvernement, notamment sur les risques de paralysie de l'économie : on ne peut pas dire aux salariés "faites attention à vous protéger" et ensuite constater avec étonnement qu'ils exercent leur droit de retrait ».

Tout reviendra, tel un boomerang, à la face du pouvoir quand la crise sera jugulée. La doctrine sur les tests de dépistage autant que l'état de santé des assesseurs et présidents de bureaux de vote contaminés lors du premier tour des élections municipales. Même les turbulents députés de La France insoumise ont compris que cela valait la peine d'attendre. « On est des Bisounours, là. On est sympas délibérément, pas pour être agréables avec le gouvernement, mais pour ne créer ni panique ni polémique, reconnaît Ugo Bernalicis. Parce que moi, des munitions, j'en ai pour quand je sortirai la sulfateuse ! » Chaque député LFI tient à jour

son « petit listing des conneries faites par le gouvernement depuis le début de la crise ». Plutôt que d'attaquer la gestion de cette dernière dans son ensemble, les Insoumis restent pour l'instant dans leur couloir. Ils concentrent leurs critiques immédiates sur les risques encourus par les travailleurs obligés de continuer à exercer au contact du public pendant le confinement. « Si tout le monde dit comme nous que seuls les secteurs indispensables doivent encore tourner, peut-être le gouvernement devra-t-il reprendre sa copie, espère le député Eric Coquerel. La politique continue ! »

Très alarmiste en début d'épidémie – Marine Le Pen réclamant la fermeture des frontières –, le Rassemblement national semble lui aussi trouver des vertus à la patience. « L'heure n'est pas aux polémiques, mais il faudra faire le bilan de cette impréparation dramatique une fois que la crise sera passée, prévient le n° 2 du parti, Jordan Bardella. Un temps précieux a été perdu par idéologie, ou peut-être par amateurisme. » Etrillé aux municipales, à Denain (Nord), Sébastien Chenu attend que le bilan de l'épidémie valide les thèses du RN. « On nous a ri au nez dans tous les débats sur la gestion des frontières pour maintenant l'appliquer : à ne pas vouloir voir la réalité en face, à dire aux gens "restez chez vous mais allez voter", on va mesurer les terribles conséquences sanitaires des politiques qui nous gouvernent. »

A moins que ce ne soit l'ensemble de la classe politique, et pas seulement la

Macronie, que les Français jugent sévèrement à l'heure du bilan. Le projet de loi adopté en urgence par le Parlement pour répondre à l'épidémie n'incite pas à l'indulgence. Opposition et majorité ont fait traîner les débats en se chamaillant sur la date de dépôt des listes aux élections municipales. Que pensent-ils, les malades et leurs proches, de l'écart qui semble les séparer de leurs élus face à l'épidémie ? De ces ministres testés à l'hôpital militaire Bégin au premier symptôme ? Ou du maire de Nice, Christian Estrosi ? Non content d'avoir involontairement envoyé son frère ennemi Eric Ciotti en quarantaine – ils ont passé deux heures ensemble quelquetemps avant que l'édile niçois ne soit diagnostiquée positif au coronavirus –, il se vante d'avoir été soigné avec succès grâce à la chloroquine, un médicament antipaludique, associé à un antibiotique, l'azithromycine. Ce traitement, controversé avant de finalement rejoindre une étude européenne, a été élaboré par le professeur de médecine Didier Raoult, à Marseille. « Si ça fonctionne, comment expliquera-t-on aux Français qu'ils ont perdu des proches parce que ce médicament était réservé à certains ? » interroge un député LR. Les jours passent et les sujets de polémiques s'entassent... *

Au même moment

Les querelles du Havre

Malgré la suspension de la campagne des municipales, la question demeure : la gauche est-elle capable de s'unir pour battre Edouard Philippe ?

Ce n'est plus tout à fait de la politique, pas encore de la fiction. Comme un entre-deux. Au Havre, lorsque l'on évoque les municipales et un hypothétique second tour, le 21 juin, le silence se fait. Ici comme ailleurs, la campagne est officiellement suspendue depuis dix jours. Dans les têtes pourtant, en coulisses parfois, la question demeure posée : Edouard Philippe a-t-il une chance de l'emporter ? Ses adversaires de gauche parviendront-ils à s'unir pour le faire tomber ? Sur le papier, tous les scénarios sont possibles. Avec 43,59 % des voix pour le Premier ministre candidat, 35,8 % des voix pour son rival communiste, Jean-Paul Lecoq, et un peu plus de 8 %

— P. 26. Pendant la « guerre », la politique continue

— P. 27. Les querelles du Havre

— P. 28. Députés médecins : retour aux urgences

► pour la liste écologiste, une défaite d'Edouard Philippe n'est pas exclue.

La réalité s'annonce pourtant plus complexe. Car les deux listes de gauche préfèrent les divisions aux additions. La première, celle de Jean-Paul Lecoq, officiellement sans étiquette, rassemble notamment le PCF, La France insoumise et Génération.s. La seconde, celle d'Alexis Deck, réunit notamment EELV et le PS. Entre elles, la campagne a été très tendue. Et au soir du dimanche 15 mars, les communistes posent leurs

Edouard Philippe sera jugé sur sa capacité à être un homme d'Etat pendant la crise

conditions à une éventuelle fusion des listes. Des exigences inacceptables pour Alexis Deck, qui a perdu un atout majeur – il ne peut pas se maintenir au second tour faute d'avoir atteint 10 % des voix – mais qui refuse de céder aux diktats de l'extrême gauche.

La querelle est politique. Un peu. Personnelle. Beaucoup. Le PCF refuse d'intégrer Alexis Deck, le leader écolo, sur une éventuelle liste fusionnée. La France insoumise écarte, elle, le n° 3 de la liste rivale au motif qu'il est issu des rangs socialistes. Très vite, les discussions sont rompues. Et le mardi dans la matinée, la liste de Jean-Paul Lecoq – strictement identique à celle du premier tour – est déposée en préfecture. Certes, il est toujours possible de la modifier puisqu'un report a été décidé. Mais ce que la technique constitutionnelle autorise, la politique ne le permet pas toujours. En un peu moins de quarante-huit heures, la perspective d'une union de la gauche havraise s'est évanouie.

Dès lors, tout se joue sur les reports de voix. Or la liste communiste semble avoir déjà fait le plein de ses réserves au premier tour, en réalisant au Havre un score supérieur à celui de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017 (29,8 %). Une partie de l'électorat mariniste, dans sa variante populaire ou « gilets jaunes », très présente dans la ville, semble s'être déjà portée sur Jean-Paul Lecoq. Les 7,31 % qui ont voté pour la liste Rassemblement national constituerait, en revanche, un noyau dur, tendance « vieux FN », peu enclin à voter communiste.

Qu'ils soient écolo, Rassemblement national, animalistes ou société civile, les candidats défait ont en outre annoncé au lendemain du scrutin qu'ils ne donneraient aucune consigne de vote. A EELV, la décision a même été prise au cours d'une réunion des dirigeants nationaux à laquelle participait Julien Bayou. Pas question pour les uns ni les autres d'appeler à voter Jean-Paul Lecoq uniquement pour battre le Premier ministre. Même le Rassemblement national semble y avoir renoncé.

Edouard Philippe a, lui aussi, fait le plein de son électorat, qui va de la droite républicaine jusqu'au centre macroniste. Il pourrait cependant recueillir les suffrages de deux listes – l'une issue de la société civile, l'autre animaliste – ayant obtenu chacune 2 % des voix. Soit près de 2 000 suffrages qui s'ajouteraient aux 3 000 d'avance emmagasinés le 15 mars dernier.

Mais déjà ces petits calculs, divisions et autres spéculations paraissent bien vains. Tout le monde en a conscience. Si l'élection municipale doit avoir lieu en juin, Edouard Philippe ne sera pas jugé sur ses propositions pour rendre la ville plus attractive, plus propre ou mieux desservie. Mais sur sa capacité à être un homme d'Etat durant la crise. Qu'il parvienne à maintenir l'union nationale derrière lui et il aura gagné. Qu'il devienne un bouc émissaire des défaillances du pouvoir et son sort sera scellé. *

AGNÈS LAURENT

Double casquette

Députés-médecins : retour aux urgences

Plusieurs élus ont mis leur mandat entre parenthèses pour combattre l'épidémie sur le terrain.

Députés ou docteurs ? Face à « la plus grave crise sanitaire qu'aït connue la France depuis un siècle », selon Emmanuel Macron, cette double casquette pèse sur les 27 médecins élus en 2017. « Il n'y a même pas à réfléchir. Il faut y aller », tranche l'élu LREM Thomas Mesnier. Depuis le 23 mars, il est redevenu urgentiste à temps plein à l'hôpital d'Angoulême (Charente). L'élu LREM de la Loire Julien Borowczyk a aussi prévenu l'Assemblée. La médecine et ses patients seront la priorité de ce généraliste. « S'il y a une épidémie à ma porte, ça me rendrait malade de



Thomas Mesnier (LREM) est redevenu urgentiste à temps plein à Angoulême.

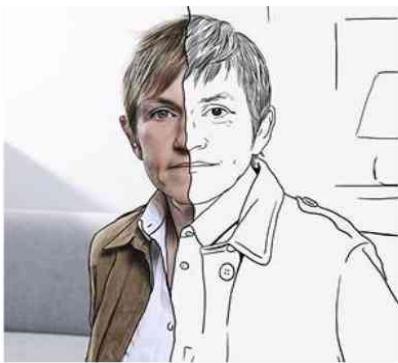
ne pas pouvoir donner un coup de stéthoscope ou de faire une ordonnance. »

Comment rester « seulement » député face à l'épidémie ? « On ronge son frein. Pour un professionnel de santé, c'est très dur », confie Marie Tamarelle-Verhaeghe, spécialiste de santé publique. Elle s'est inscrite à la réserve sanitaire mais, pour l'heure, seuls les profils d'urgentistes et de réanimateurs sont recherchés. Dans l'Hérault, Jean-François Eliaou s'arrange plutôt bien de ses deux fonctions. « Député, je suis plutôt dans la coopération avec les autorités de santé. Mais s'il y a une catastrophe sanitaire, je serai appelé en tant que médecin hospitalier », résume-t-il. En attendant, le professeur d'immunologie s'emploie à faire de la pédagogie autour du coronavirus. Il est même passé sur le plateau de Cyril Hanouna pour évangéliser le jeune public sur les bons gestes.

Il faut aussi gérer une double appartenance, entre le « nous » des professionnels de santé et le « eux » des responsables politiques. Julien Borowczyk s'est fait l'écho de la colère des soignants face à la pénurie de masques auprès du ministère de la Santé. Le député s'est franchement agacé quand il a reçu sa dernière livraison. A peine 18 masques pour tenir une semaine. « C'est dérisoire ! On ne peut même pas en donner à des patients fragiles ou à risque de contamination », s'agace-t-il, pas loin d'opiner du chef quand ses amis soignants lui disent : « On se fout de notre gueule ! »

Thomas Mesnier s'est senti compris quand Emmanuel Macron a parlé de « guerre » contre le coronavirus. « Certains disent que des soignants vont tomber en combattant la maladie. Quid de la reconnaissance de l'Etat pour leurs enfants ? », demande-t-il. Le prochain budget de la santé dira si les mots du président seront suivis d'effet. *

J.-B. D.



Croire en l'intelligence de chacun

Face à l'urgence sanitaire, le gouvernement peut-il éviter l'infantilisation des Français ?

Emmanuelle Mignon

En arrêtant la France, le président de la République a fait un immense pari sanitaire, économique, mais aussi sociétal. Sur le plan sanitaire, seule l'Histoire dira si une autre stratégie était possible, celle en cours pouvant d'ailleurs évoluer vers un confinement plus sélectif à mesure que les masques, les tests et les traitements arriveront. Sur le plan économique, il n'y a guère de mots pour décrire les conséquences à venir, non seulement en termes de récession, mais aussi en termes de finances publiques, dans une espèce de délire de garanties, de dettes et de promesses que plus personne ne critique ni d'ailleurs ne fait l'effort de comprendre, tant on s'est habitué, depuis des années, à dissoudre les difficultés dans l'endettement public. L'exemple de 2008 montre pourtant qu'en anesthésiant la crise par l'argent public on limite certes les dégâts à court terme, mais on ne règle aucun des problèmes que l'on s'était pourtant juré de résoudre. Mais s'il est un pari qui nous paraît très certainement perdu, c'est celui d'une vision libérale et responsable de la société dont les libertés les plus essentielles ont été anéanties en quelques heures et les membres totalement infantilisés. Bien sûr les images du week-end, entre les deux interventions présidentielles,

la ruée des nantis vers leurs résidences secondaires sont autant de raisons de désespérer de la responsabilité individuelle. Mais à force de considérer, depuis des décennies, dans le discours comme dans l'action, à gauche comme à droite, que la liberté et l'initiative sont les ennemis de la société et de l'Etat, on en arrive à cette situation folle où les comportements de chacun doivent s'inscrire dans cinq cases, fixées par le gouvernement, livrées à l'interprétation arbitraire des forces de police, au mépris de toutes les situations particulières, sans aucune part laissée à la responsabilité personnelle, et au prix d'une bonne dose d'aberrations comme celle de pouvoir acheter du tabac, mais pas de faire un jogging. Quant à l'état d'urgence sanitaire, il est nécessaire pour donner plus de sécurité juridique à l'action du gouvernement, mais il fait de tous les Français ce que l'état d'urgence terroriste avait fait des fundamentalistes islamiques : des menaces ou des délinquants.

Responsabilité individuelle et esprit civique

Si la défaite est seulement idéologique, passe encore, mais celle-ci risque d'être sanitaire, sociale et économique. Sanitaire parce que l'Etat n'a pas les moyens, heureusement d'ailleurs, de mettre un gendarme derrière chaque Français. Si le confinement tient aujourd'hui, c'est davantage, justement, du fait d'un mélange de responsabilité individuelle et d'esprit civique que de la peur des contrôles. Le risque est que le confinement craque sous l'effet de sa rigidité, en prison, dans les banlieues, mais aussi dans les quartiers ordinaires si un minimum de confiance n'est pas laissé à la responsabilité personnelle et à l'intelligence collective.

Des manières de travailler adaptées

Une défaite sociale, aussi, parce que c'est une configuration bien singulière que celle dans laquelle, à l'exception des soignants, la partie la plus privilégiée de la société a la possibilité de travailler à domicile tandis que des millions de Français, sans équipement individuel de protection, sont exposés dans les métiers de services et de main-d'œuvre, moins visibles, mais tout aussi indispensables : logistique, transport, services publics, chaîne alimentaire, services à la personne et beaucoup d'autres encore, sans parler des forces de sécurité et des médias, dernière de nos libertés publiques heureusement intacte. Si l'exercice du droit de retrait se multiplie, il faudra recourir aux réquisitions. Une conception plus libérale de la société, faisant appel aux corps intermédiaires pour trouver les solutions adéquates, ne pourrait-elle avoir le même impact sanitaire que la rigidité du centralisme étatique ? Une défaite économique, enfin, car l'arrêt, aux frais de l'Etat, d'une grande partie des activités dites non essentielles pourrait être évité par une adaptation des manières de travailler, respectueuse des exigences de la distanciation sociale, mais laissée à l'initiative et à la responsabilité des acteurs économiques. Loin de nous l'idée de penser que, dans cette situation extrêmement difficile, nous ferions mieux. Juste quelques observations pour rappeler que le principe fondamental des sociétés démocratiques, en temps normal comme en temps de crise, est de croire en l'intelligence et la responsabilité individuelle des citoyens. *

Emmanuelle Mignon, ancienne conseillère de Nicolas Sarkozy et avocate associée au cabinet August Debouzy.



FRACTURES

L'école à la maison creuse le fossé scolaire

Manque d'outils numériques, problèmes de connexion, difficultés économiques...

Le confinement multiplie les obstacles pour les élèves issus de familles défavorisées.

PAR AMANDINE HIROU

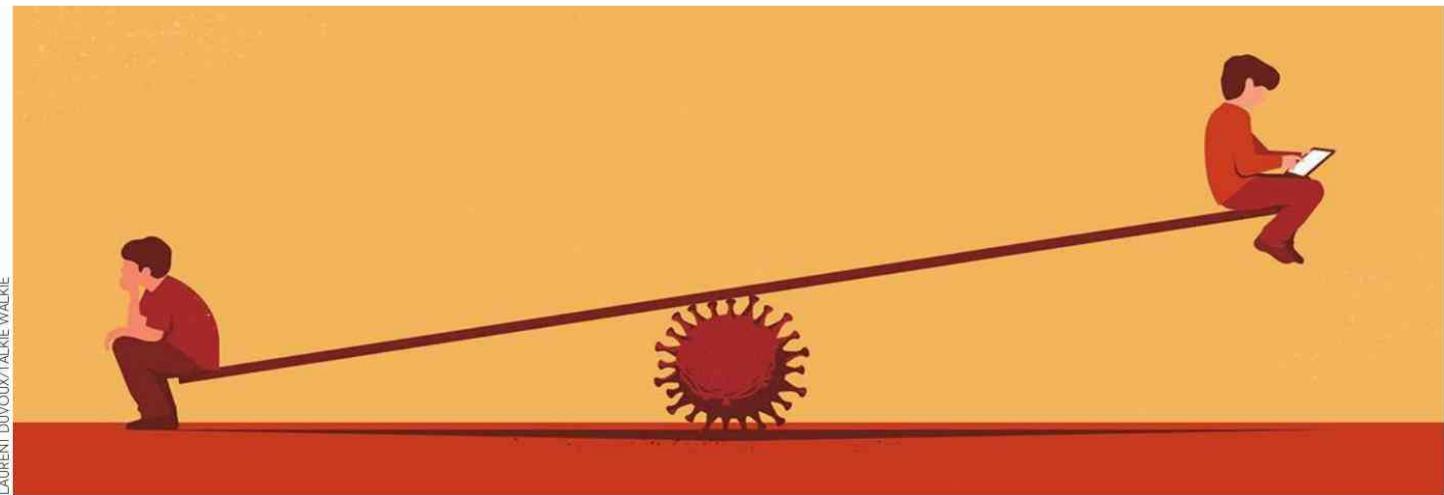
« **N**otre but est qu'aucun élève ne reste au bord du chemin dans une période exceptionnelle comme celle-ci. » Même si le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, se veut rassurant, une partie de la communauté éducative, des fédérations de parents d'élèves et des organismes caritatifs affiche aujourd'hui scepticisme et inquiétude. La fermeture des écoles, des collèges et des lycées ne risque-t-elle pas de mettre un peu plus à mal le principe d'équité pédagogique entre les enfants et les adolescents issus de familles aisées et

ceux évoluant dans des milieux plus défavorisés ? Le fossé est déjà énorme. Depuis plusieurs années, les enquêtes comparatives internationales pointent régulièrement du doigt le système français, « champion » des inégalités scolaires. « Et ça va aller en s'aggravant, prédit Thierry Fabre, directeur d'école dans un quartier périphérique de Marseille. Durant cette période de confinement, certains gamins, encadrés et encouragés par leurs parents, vont développer leurs connaissances. D'autres resteront au point mort. »

Plusieurs écueils menacent. A commencer par l'efficacité relative des fameuses ressources numériques vantées

chaque jour par le ministère. Pour assurer la « continuité pédagogique » avec leurs 12 millions d'élèves, les enseignants sont censés s'appuyer, notamment, sur les espaces numériques de travail internes ou sur la plateforme du Centre national d'enseignement à distance, qui a mis en place un système de « classe virtuelle ». Mais, dès les premiers jours, le nombre sans précédent de connexions simultanées a provoqué de nombreux bugs. Sans compter que les enseignants français – surtout ceux exerçant en élémentaire – maîtrisent encore mal ces outils, contrairement aux professeurs des pays nordiques, habitués à les utiliser pour échanger et coopérer plus facilement. « On pourrait aussi s'inspirer, à l'avenir, de l'Australie, très en pointe sur le sujet car soucieuse de permettre à toutes les populations d'avoir accès à l'école, quelle que soit leur situation géographique », ajoute Eric Charbonnier, analyste à la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, l'Observatoire de coopération et de développement économiques.

Réussir à se connecter, d'accord. Mais encore faut-il disposer des outils adéquats. « L'urgence, pour nous, consiste à fournir des tablettes à ceux qui n'en ont pas », alertait récemment Radouane M'Hamdi, principal du collège Evariste-Galois à Sevran (Seine-Saint-Denis). Dès le début de la crise, les départements et les régions ont annoncé qu'ils feraient des efforts en ce sens. « Problème, les tablettes achetées par le département dont nous disposons déjà sont bridées et ne peuvent être connectées à un autre WiFi que celui de l'établissement. Il est urgent de les débloquer », observait le principal, par ailleurs



- **P. 30. L'école à la maison creuse le fossé scolaire**
- **P. 31. Les prisons au bord de l'implosion**
- **P. 32. Les saints protecteurs invoqués contre le Covid-19**

secrétaire départemental du Syndicat national des personnels de direction de l'Education nationale. Sur les 12 millions d'élèves scolarisés en France, environ 5 % ne possèdent pas le matériel nécessaire. « La fracture digitale s'explique moins par le manque d'outils numériques que par l'utilisation qui en est faite », nuance Eric Charbonnier. Alors que certains jeunes sont habitués et formés – en grande partie par leurs parents – à rechercher des contenus scolaires et des informations utiles sur le Web, d'autres auraient tendance à se limiter à YouTube ou aux plateformes de jeux vidéo...

Les collégiens et les lycéens livrés à eux-mêmes arriveront-ils à maintenir le cap ? Leurs enseignants redoutent des cas de décrochage scolaire, notamment parmi ceux qui sont le plus en difficulté, à l'approche du baccalauréat. « Les semaines qui viennent ne seront pas consacrées aux révisions des acquis, nous continuerons à avancer dans les programmes », insiste Olivier Vanghen, principal du collège Victor-Hugo de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Au risque d'en perdre certains au passage ? « Notre plateforme numérique nous permet de savoir précisément qui se connecte, quand, à quelle fréquence, précise le principal. Si certains élèves ne se connectent pas, on appellera les familles, comme nous le faisons déjà en temps normal. »

Dans les petites classes, où le contact est souvent direct entre parents et enseignants, les échanges spontanés devant l'école seront remplacés par des consignes formelles. Et les moins familiers des codes de l'univers scolaire vont se heurter au jargon de l'Education nationale. « Dans les années 1970 et 1980, l'institutrice faisait parvenir à l'enfant malade un stencil [poly-copié] avec un exercice de grammaire et une dictée. Aujourd'hui, on va demander "l'analyse phonologique" d'un texte, pointe Thierry Fabre, directeur d'école à Marseille. Notre langage s'est technicisé à outrance, il faudrait quasiment un traducteur ! »

Surtout à la maternelle Anatole-France, située en quartier prioritaire à Antony (Hauts-de-Seine), qui accueille 10 % d'enfants dont les familles ne parlent pas

français et 20 % dont les parents le lisent mal. « Comment voulez-vous qu'ils s'y retrouvent alors que tous les outils proposés par le ministère en cette période de crise sont fondés sur l'écrit ? » interroge Aline Becker, professeure des écoles. Comme bien d'autres de ses collègues, elle doit faire preuve d'imagination pour maintenir le lien avec ses élèves. « On envisage de créer des petits films qu'on mettra sur notre blog ou sur YouTube », explique l'enseignante qui, le dernier jour d'école, a pris soin de glisser quelques livres ou une trousse remplie de crayons, de colle voire de ciseaux dans le sac de certains enfants susceptibles d'en manquer. « Sur notre page Facebook, on suggère aux parents des jeux, des activités à la fois ludiques et pédagogiques faciles à reproduire avec des objets du quotidien (compter les couverts en mettant la table, trier les pinces à linge par couleurs...) », raconte Katia Philippe, qui exerce en maternelle dans l'arrière-pays niçois. La plupart de ces professionnels insistent aussi sur l'importance de préserver les repères des petits, en maintenant un rythme de vie ponctué par des heures précises de lever, de coucher et de repas.

Et puisque les plus jeunes risquent de passer pas mal de temps devant les écrans, autant que les contenus soient les plus instructifs possible. Dès la fermeture des établissements scolaires, France Télévisions a annoncé la mise en service d'une émission éducative pour les 8-12 ans à partir du 23 mars. La plateforme Lumni, qui propose aux enfants de prolonger les cours, a également été renforcée. Enfin, le ministère de l'Education nationale, en partenariat avec le service audiovisuel public, vient de lancer le label « Nation apprenante », qui indiquera les émissions de télé ou de radio en rapport avec les programmes scolaires. « Cela peut aider les enfants à ne pas perdre complètement pied, mais c'est quand même très limité », commente Ghislaine Umhauer, à la tête d'une classe de CE2-CM1 dans le Haut-Rhin, qui veille à sélectionner des exercices abordables et faciles à lire, aussi bien sur un ordinateur ou une tablette que sur un smartphone.

Enfin, un courrier collectif signé par différents acteurs syndicaux et associatifs et envoyé à Jean-Michel Blanquer le 18 mars dernier insiste sur l'impact de la fragilité économique et des conditions de vie difficiles de certaines familles : « Comment assurer à son enfant un climat de travail serein dans un logement trop petit,

surpeuplé, insalubre ou très précaire ? » L'impossibilité d'accéder à la cantine scolaire, qui offrait au moins un vrai repas équilibré par jour, est également très inquiétante. « Bien sûr que nous y pensons, soupire l'enseignante Aline Becker. Mais autant nous pouvons être inventifs et réfléchir à des solutions pour maintenir notre rôle pédagogique, autant nous ne pouvons pas tout résoudre. »

Al l'ensemble de la société de se retrouver les manches. Car si les enfants sont relativement épargnés par le coronavirus, beaucoup d'entre eux en seront les victimes indirectes. Et le fossé scolaire entre les plus favorisés et les autres continuera à se creuser. *

Détention

Les prisons au bord de l'implosion

Dans les établissements surpeuplés, la peur de l'épidémie et la suspension des parloirs échauffent les esprits.

Chaque jour, la même scène se répète. Des détenus refusent de réintégrer leur cellule après la promenade. A Lyon-Corbas, Grenoble, Nantes, Bois-d'Arcy et Argentan, ils ont protesté contre les conséquences du coronavirus en prison, au premier rang desquelles l'arrêt des parloirs. Parfois, les forces spéciales sont même obligées d'intervenir, comme à Grasse, dans les Alpes-Maritimes, ou à Uzerche, en Corrèze. Des mutineries ? Plutôt des « incidents », nuance l'administration pénitentiaire, qui redoute pourtant un scénario à l'italienne – 12 morts chez les prisonniers, une quarantaine de blessés côté gardiens et 11 fugitifs dans la nature.

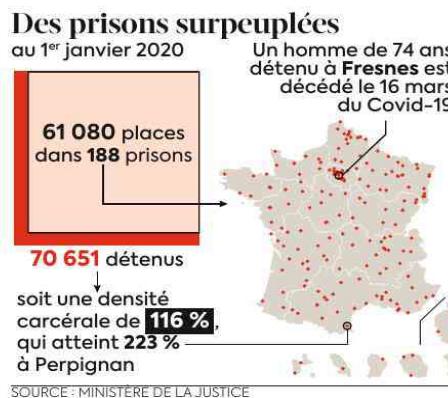
L'épidémie de Covid-19 pose aux mai-sons d'arrêt un double défi, sanitaire et sécuritaire. Dans un monde clos où promiscuité et surpopulation sont la norme, comment endiguer la propagation du virus ? Comment éviter que les esprits s'échauffent quand la plupart des activités et contacts sont restreints ? Comment contenir les rumeurs qui se répandent comme une traînée de poudre, telle la fausse information sur l'interruption de la « cantine », cette possibilité offerte aux détenus d'acheter de la nourriture, du tabac, ou de louer une télévision ?

► « Cela passe par beaucoup de pédagogie », affirme Laurent Ridel, directeur interrégional des services pénitentiaires d'Ile-de-France. Et par le choix soigneux des mots employés. Les parloirs avec les familles, les interventions extérieures – cours, ateliers, formations... – ne sont pas « supprimés » depuis le 17 mars, mais « suspendus ». Les mauvaises nouvelles sont délivrées progressivement, au rythme des annonces gouvernementales. Et le message national est martelé : ces mesures visent à les protéger eux-mêmes, ainsi que le personnel et leurs proches. « On leur demande d'être des citoyens comme les autres », résume Laurent Ridel, qui reconnaît que la situation est « compliquée, mais sous contrôle. Nous sommes habitués à gérer les crises ».

Au moindre doute médical, c'est la mise en quarantaine. En début de semaine, environ 230 prisonniers – sur quelque 70 000 – étaient placés en confinement sanitaire. Parmi eux, une centaine rien qu'à Fresnes, près de Paris, où Mohamed M., 74 ans, est mort le 16 mars. Une semaine plus tard, cinq autres détenus avaient été testés positifs. La situation peut évoluer très vite, avec une surpopulation carcérale dénoncée comme un « problème structurel » par la Cour européenne des droits de l'homme qui, pour ce motif, a condamné la France le 30 janvier dernier. Avec un taux d'occupation des établissements de 116 % en moyenne, le respect des règles de « distanciation sociale » relève d'une douce utopie.

Face à l'urgence, les appels à réduire le nombre de détenus se multiplient : Défenseur des droits, contrôleur général des lieux de privation de liberté, Observatoire international des prisons, collectifs de chercheurs, de magistrats et d'avocats se sont mobilisés. La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a, dans un premier temps, demandé aux juridictions de « différer la mise à exécution des courtes peines ». Résultat, selon la Chancellerie : une trentaine d'entrées en prison par jour, contre 200 habituellement. Le 23 mars, la garde des Sceaux a annoncé qu'elle souhaitait la libération anticipée des détenus ayant presque fini de purger leur condamnation. 5 000 personnes pourraient être concernées. « Nous œuvrons déjà en ce sens, assure Cécile Dangles, présidente de l'Association nationale des juges de l'application des peines. Mais nous ne sommes pas des irresponsables. C'est du cas par cas. Nous repérons les personnes proches de la sortie ou les « bons dossiers ».

Les avocats placent également



sur des demandes de mise en liberté massives, arguant d'une « crise sanitaire sans précédent » qui rend le maintien en détention « incompatible avec la préservation de l'intégrité physique ». Quelques heures avant que le confinement général soit décreté, lundi 16 mars, M^e Morgane Le Hir a obtenu la libération de dix prévenus dans un dossier de proxénétisme nigérian qui ne « présentaient pas de risque pour la sécurité publique ». Les six autres, sans adresse fixe, n'ont pas eu cette chance. Pour l'avocate, c'est « clairement les condamner à mort ». *

CLAIRE HACHE

RETOUR DE FLAMME

Les saints protecteurs invoqués contre le Covid-19

Les catholiques implorent ici le Christ noir ou là, la Bonne Mère, de les préserver de la maladie et de délivrer le pays de l'épidémie.

chez les catholiques, l'approche de Pâques marque toujours un regain de ferveur religieuse. Cette année, pourtant, il n'y aura ni rassemblement ni prière collective. En revanche, une forme ancienne de dévotion fait son grand retour dans le quotidien des croyants : celle de l'invocation des saints patrons pour qu'ils tiennent la maladie à distance.

Quelques heures avant le confinement, le Christ noir de Calvi, en Corse, est ainsi sorti de la chapelle de la cathédrale Saint-Jean-Baptiste, qu'il ne quitte qu'en de très exceptionnelles occasions. Il a été porté sur les remparts de la citadelle où l'abbé, à l'initiative de cette procession, a imploré « le seigneur par le Christ noir afin qu'il protège Calvi, la Balagne et toute la Corse. Nous avons prié pour les malades et leur famille, pour le personnel soignant et pour ceux qui sont partis », comme l'écclesiastique l'a raconté à *Corse-Matin*.

Quelques jours plus tard, Ajaccio rendait, à son tour, hommage à sa sainte patronne, Notre-Dame de la Miséricorde ou la Madunnuccia. Cette fois, confinement oblige, la statue fleurie n'a pas été promenée dans les rues de la ville, mais l'évêque de Corse

a supplié la sainte lors de sa messe transmise via Facebook. A Marseille, un cierge a été allumé à Notre-Dame de la Garde afin de demander l'intercession de la Bonne Mère contre le coronavirus. A Lyon, plusieurs recteurs de sanctuaires mariaux, dont celui de Notre-Dame de Fourvière, ont lancé un appel à la prière pour adjurer Marie de « délivrer le monde de cette grande épidémie en 2020 ».

Par ces pratiques, les autorités catholiques renouent avec une tradition ancestrale, parfois à l'origine même de la construction de l'église de leur ville. Ainsi, à Marseille, comme à Ajaccio ou à Lyon, on rend hommage à des saintes qui, raconte-t-on, ont préservé les cités des grandes pestes moyenâgeuses. Dans la première, les nombreux ex-voto témoignent de la reconnaissance toujours vive que les habitants vouent à la « Bonne Mère ». Une ferveur que l'Eglise de France entend bien entretenir en ces temps troublés. Mercredi 25 mars, à l'occasion de l'Annonciation, les évêques ont invité chacun, en allumant une lumière, à rendre hommage aux soignants et victimes du Covid-19, mais aussi à réfléchir à un autre monde. Catholique, de préférence. *

AGNÈS LAURENT



FONCTIONS VITALES

Sauver l'économie, quoi qu'il en coûte

Mêmes vides, le ministère du Travail et Bercy bataillent pour éviter l'arrêt total de l'appareil productif du pays et limiter la casse.

PAR FANNY GUINOCHE



« Je me sens comme une cantinière », confie Agnès Pannier-Runacher. Ce vendredi soir 20 mars, au téléphone, la secrétaire d'Etat à l'Economie peine à cacher sa fatigue. Elle se compare à ces femmes, petites mains anonymes qui, pendant les conquêtes napoléoniennes, procuraient aux soldats de quoi tenir le siège : « Nous assurons les fonctions vitales de notre économie pendant que les soignants sauvent des vies. »

Alors que la France confinée mène la guerre au Covid-19, à Bercy et au ministère du Travail, un petit commando est en état d'alerte. Sa mission : éviter que l'économie ne sombre. Ministres, conseillers,

directeurs d'administration centrale... Cette quinzaine d'hommes et de femmes se bat, jour et nuit, pour éviter l'arrêt total de notre appareil productif, limiter au maximum les faillites d'entreprises, rassurer les marchés.

Acoups de mails et d'appels, ces lieutenants de la République colmatent les brèches : là, mobiliser un transporteur pour acheminer des masques d'une entreprise vers un hôpital; ici, veiller à ce qu'une centrale EDF ne s'interrompe pas faute d'agents; ailleurs, vérifier que les réseaux numériques tiennent face à l'affluence.

Mais leur rôle ne se limite pas à gérer ces challenges quotidiens. C'est à eux, aussi, que revient la lourde tâche de

- P. 33. Sauver l'économie, quoi qu'il en coûte
- P. 34. « Un pont aérien de cash » pour les entreprises

définir, au niveau macroéconomique, une politique en lien avec nos partenaires européens. De caler, au fur et à mesure que le pays s'enfonce dans la crise sanitaire, la stratégie à adopter pour préserver notre industrie et nos services.

Dès la fin février, la cellule de continuité économique, qui gère en temps réel l'impact de l'épidémie sur les différents secteurs, a été réactivée. La structure a fait ses preuves lors de l'épidémie de H1N1 ou lors de la crise des gilets jaunes, mais aujourd'hui, elle est débordée. Aérien, commerce, automobile, événementiel, BTP... tous les secteurs appellent à l'aide. « On ne sait plus où donner de la tête, raconte un conseiller. En 2008, la crise était surtout financière, là, des filières entières s'arrêtent de tourner. » D'où ces solutions qu'il faut déployer sur-le-champ. « Pour que les supermarchés soient réassortis la nuit, par exemple, nous avons autorisé la grande distribution à travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre... La légalité du texte est fragile mais sinon, il y aurait eu des pénuries alimentaires », justifie-t-on Rue de Grenelle.

Sans attendre les premiers signes de récession, le commando a dégainé ses munitions : chômage partiel à foison, report de charges patronales, création d'un fonds d'indemnisation pour les TPE, prêts garantis par la BPI... « Il suffisait de voir la situation italienne pour prévoir un tsunami économique. Depuis mi-février, nous échafaudions notre plan de bataille », révèle un haut fonctionnaire. Non sans consulter un groupe d'experts. Le 4 mars, Bruno Le Maire réunit le gratin des économistes français : Laurence Boone, de l'OCDE, Agnès Benassy-Quéré, de l'Ecole d'économie de Paris, Gilbert Cette, de la Banque de France, Xavier Timbaud, de l'OFCE, Elie Cohen, du CNRS, ou encore Jean Pisani-Ferry, ancien inspirateur du programme économique d'Emmanuel Macron... Depuis, le ministre de l'Economie consulte régulièrement cette équipe de choc. « Pour gérer la situation sanitaire, le président s'est entouré d'un conseil scientifique. Nous, nous prenons les avis des analystes », justifie son entourage. Et les avis sont unanimes : il faut frapper vite et fort. Au prix de milliards d'euros injectés. « Quoi qu'il en coûte ! » reprendra le président, le 12 mars.

► Pour gagner en rapidité, au sommet de l'Etat, les procédures de décision ont volé en éclats. Plus de parapheurs, de toute façon, les huissiers ne sont plus là pour les porter. Exit les multiples validations, les allers-retours avec Matignon ou l'Elysée. Les directives se dictent à l'oral ou par SMS. « On décide en chaîne courte », résume Bruno Le Maire.

C'est ainsi que les 300 milliards d'euros de garanties des prêts bancaires ont vu le jour, en moins de vingt-quatre heures, entre le 14 et le 15 mars. Le dimanche, Bruno Le Maire appelle le Premier ministre, alors au Havre pour les municipales : « Edouard, il faut ces milliards pour rassurer les banques. » Entre le bureau de vote et sa voiture, le chef du gouvernement donne son feu vert. Reste le « go » final d'Emmanuel Macron. Une note adressée par mail, une validation par téléphone... Deux heures plus tard, l'affaire est bouclée. Le lendemain, le 16 mars, dans son allocution depuis l'Elysée, le président annonce aux Français ce plan de sauvetage historique. Les services de Bercy et du ministère du Travail s'attellent alors à l'écriture du projet de loi de finances rectificative. Il est bouclé dans la nuit du lundi au mardi. Le Haut Conseil des finances publiques, puis le conseil d'Etat peuvent le valider dans les délais. Mercredi 18 mars, le texte est présenté en conseil des ministres, en un temps record.

« Cette crise, qui ne ressemble à aucune autre, nous oblige à être agiles », confirme Odile Renaud-Basso, la directrice générale du Trésor. Pas simple quand la plupart des collaborateurs sont confinés et les secrétariats, en effectif réduit. Seuls les ministres, leurs directeurs de cabinet et quelques conseillers continuent de venir au bureau. Tous respectent les gestes « barrière » : gels hydroalcooliques partout, pas plus de cinq personnes en réunion, une chaise au moins entre chacun. Les conversations d'antan ont laissé place aux vidéoconférences, aux SMS, aux boucles WhatsApp. Les visiteurs entrent au compte-gouttes. A Bercy, personne ne pénètre sans s'être soumis au test de température.

Même l'agence France Trésor, chargée de placer la dette de l'Etat sur les marchés, a pris des mesures draconiennes. Elle s'est organisée « en bordées », qui alternent leur présence dans les locaux. Le neuvième étage du bâtiment Colbert du ministère des Finances, où se déroulent des opérations cruciales pour le pays, est quasi vide. Mercredi 18 mars, cette organisation

virtuelle n'a pas empêché la France d'emprunter 6 milliards d'euros grâce à ces « traders » d'Etat officiant de chez eux.

Dans l'urgence, il y a forcément des bugs. Comme ce lundi 16 mars, où le site du ministère du Travail qui recueille les demandes de chômage partiel des entreprises a explosé face au flot de connexions. Les équipes techniques ont bataillé pour passer de 300 à 3000 enregistrements par minute. Près de 560 000 salariés sont déjà inscrits. Dans quelques semaines, ils risquent d'être plusieurs millions.

Face au désastre redouté, une seule question obsède ces soldats défenseurs de notre économie : « Comment le pays va-t-il tenir ? » Bruno Le Maire ne cache pas son inquiétude : « On peut basculer dans une grande récession comme en 1929. » *

Pare-chocs

« Un pont aérien de cash » pour les entreprises

La Banque publique d'investissement a la lourde charge de maintenir à flot des millions de sociétés.

Nicolas Dufourcq hésite quelques secondes. Doit-il filer la métaphore médicale ou emprunter le langage militaire pour décrire sa mission ? Après tout, Emmanuel Macron, lors de son allocution télévisée du 16 mars, a répété six fois que la France était en guerre. Alors, le patron de Bpifrance se lance : « Nous, notre job, c'est de construire un pont aérien de cash. » Faire en sorte qu'aucune entreprise française ne mette la clef sous la porte dans les prochaines semaines, faute d'argent frais. Pour le commun des mortels, la Banque publique d'investissement ne signifie pas grand-chose. L'institution, détenue à 50-50 par la Caisse des dépôts et par l'Etat, s'est surtout fait connaître ces dernières années pour avoir soutenu l'élosion de « la start-up nation ». Aujourd'hui, elle est en première ligne afin de maintenir hors de l'eau des millions d'entreprises, petites ou grosses. Car les 300 milliards d'euros de garanties de crédits de trésorerie promis par Bercy vont passer par son intermédiaire.

« Depuis cette annonce, on reçoit en moyenne de 6000 à 7000 appels au secours par jour. Certains patrons sont perdus,

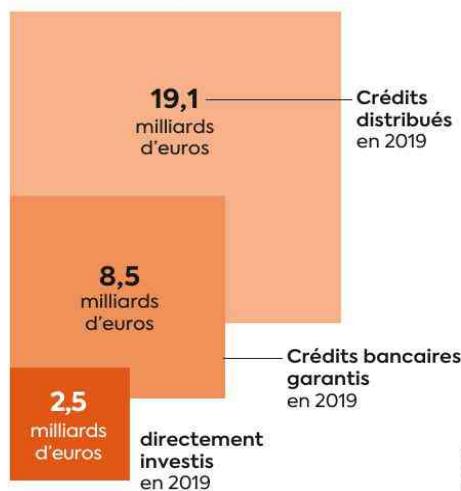
d'autres craquent au téléphone », témoigne Anne Guérin, la directrice du financement de Bpifrance. L'arsenal anti-faillite ? Le report d'emblée des échéances de prêts pendant six mois pour les entreprises déjà clientes et, pour toutes, l'octroi de nouveaux crédits pouvant se monter à 30 millions d'euros, ainsi que la garantie de tous les autres prêts bancaires accordés, à hauteur de 25 % du chiffre d'affaires annuel.

Arié Benayoun, le patron des marques de vêtements Zapa et Tara Jarmon, n'a pas hésité. Du jour au lendemain, ses 180 points de vente ont fermé. « En trois jours, j'avais l'accord pour un prêt d'un peu plus de 5 millions d'euros. » Sébastien Peter, le patron de Cooptalis, dont les activités sont quasiment à l'arrêt, a, lui aussi, toqué à la porte : « J'ai eu une réponse positive en vingt-quatre heures. Aujourd'hui, le temps, c'est primordial. Ça permet d'alléger le stress des salariés en leur disant qu'on va pouvoir passer le cap des six prochains mois. »

Dans l'urgence, Bpifrance a formé 300 collaborateurs volontaires au siège pour répondre à l'afflux d'appels. Et, comme à l'hôpital, Anne Guérin commence à trier ses entreprises « malades ». Celles pour lesquelles il faut débloquer l'argent en moins d'une semaine et les autres qui peuvent attendre quelques jours de plus. « Il faut absolument que toutes les boîtes puissent payer leurs fournisseurs, sinon la contagion sera terrible », s'inquiète la jeune femme. Avant de conclure : « De toute façon, on n'a pas le choix. » *

BÉATRICE MATHIEU

Bpifrance, la petite banque qui devient grande



SOURCE : BPIFRANCE



JEAN-FRANÇOIS MARTIN/COSTUME 3PIÈCES

ALLEMAGNE

Cacophonie dans les Länder

Une certaine confusion règne dans la gestion de la crise sanitaire outre-Rhin. En cause : un système politique très décentralisé.

PAR CHRISTOPHE BOURDOISEAU (BERLIN)

L'Allemagne, c'est un peu l'Europe en miniature. Depuis le début de la crise du coronavirus, Berlin se retrouve parfois avec ses 16 Länder dans la même position que Bruxelles avec les 27 membres de l'Union européenne : spectatrice. « Chacun reçoit de l'argent d'en haut. Mais les chefs de région ne veulent pas qu'on se mêle de leurs affaires », résume Frank Baasner, directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, dans le Bade-Wurtemberg.

Le général de Gaulle estimait impossible de gouverner un pays qui compte 258 variétés de fromage. Angela Merkel pourrait lui répondre qu'il est tout aussi difficile de diriger une nation formée de 16 régions autonomes (« Länder », qui signifie littéralement « pays »). Caractéristique du fédéralisme allemand, le principe de subsidiarité montre ses limites face à la « plus grave crise du pays depuis la Seconde Guerre mondiale », selon les mots de la Chancelière. Une vraie cacophonie ! Quand la puissante Bavière a décrété l'état de catastrophe

naturelle, le 18 mars, les Berlinois, à 600 kilomètres au nord, profitent des aires de jeux avec leurs enfants. Lorsque la capitale a fermé ses clubs de nuit, les fêtards se sont déplacés en banlieue. La région périphérique de Berlin, le Brandebourg, estimait qu'il était encore trop tôt pour faire de même. C'est un peu comme si les Parisiens, a priori confinés dans leurs appartements, allaient faire la fête en douce à Montreuil...

Le ministre fédéral de la Santé n'a aucun pouvoir pour imposer l'annulation des événements culturels, la fermeture des cinémas ou des bars. Au mieux peut-il préconiser de telles mesures. Il en va de même pour la ministre de l'Education. Elle peut recommander la fermeture des écoles, mais seuls les Länder décident en dernier ressort. Berlin a ainsi laissé ses établissements scolaires ouverts quand d'autres régions suivaient le gouvernement dans ses recommandations. Face à la pandémie, les autorités fédérales n'ont même pas le droit de décréter l'état d'urgence ! « La situation actuelle ne l'autorise pas, il faudrait un blocage parlementaire, confirme

► **P. 35. Allemagne : cacophonie dans les Länder**

P. 36. Belgique : le royaume rassemblé

► Sabine Kropp, politologue à l'université libre de Berlin, spécialiste des questions de fédéralisme. Chez nous, le partage des pouvoirs prime. »

La loi de 2001 sur la prévention des infections permet à Angela Merkel de prendre des mesures sanitaires nationales. Ainsi la Chancelière, qui s'est elle-même placée en quarantaine après avoir été en contact avec une personne testée positive, a interdit les rassemblements publics de plus de deux personnes. Cependant, c'est aux régions de mettre en œuvre les décisions. « Contrairement aux Français, qui vivent dans un pays centralisé depuis plusieurs siècles, les Allemands ont gardé une forte identité régionale », explique le Pr Baasner. A la veille de la Révolution de 1789, ces derniers se répartissaient sur 350 entités politiques autonomes (royaumes, électorats, duchés, principautés, villes libres, seigneuries), qui reconnaissaient l'autorité suprême de l'Empereur. Par la suite, les expériences prussiennes, la République de Weimar, le nazisme puis le communisme en RDA ont ruiné la confiance des Allemands dans toute forme de centralisme.

Quelques dates

1949
Le fédéralisme est ancré dans la Constitution.

1990
Rattachement des « Länder » de l'ex-RDA à l'Allemagne de l'Ouest.

2006
Le pouvoir des Länder est en partie réduit.

qui reconnaissaient l'autorité suprême de l'Empereur. Par la suite, les expériences prussiennes, la République de Weimar, le nazisme puis le communisme en RDA ont ruiné la confiance des Allemands dans toute forme de centralisme.

Ils se sont adaptés aisément au système fédéral imposé par les Américains après la guerre. Chaque Land possède sa police et son programme d'éducation. Les manuels scolaires diffèrent à Cologne et Hambourg, deux villes distinctes aux niveaux culturel et religieux. Le baccalauréat n'a pas la même valeur partout : quand les études de médecines sont soumises à un numerus clausus à Berlin, le bac bavarois, qui comporte plus de matières, peut représenter un avantage déterminant face à son équivalent du Schleswig-Holstein, région située à la frontière danoise.

Cette décentralisation est considérée comme un atout à préserver, en particulier parce qu'elle stimule la concurrence entre Länder. « Après cette crise sanitaire, personne ne remettra en cause le fédéralisme en tant que système, et les régions garderont leur pouvoir politique, insiste la politologue Sabine Kropp. Néanmoins, il faudra réfléchir à une nouvelle transmission de compétences en cas de nouvelle épidémie. » Car le fédéralisme allemand a montré certaines

limites, en particulier lors de la « crise des réfugiés ». Dans le chaos de 2015, lorsque 10 000 demandeurs d'asile passaient chaque jour la frontière bavaroise, les régions n'ont pas réussi à se coordonner pour recenser rapidement cette nouvelle population de 1 million de personnes, qui s'est déplacée librement dans le pays. Faute de centralisation des données, un réfugié enregistré à Berlin restait inconnu des services administratifs à son arrivée à Hambourg.

« A chaque crise importante, les régions peinent à se coordonner », affirme Sabine Kropp. Cette défaillance a éclaté au grand jour lors du procès de l'organisation terroriste NSU (2013-2018). Dans les années 2000, ce groupuscule néonazi clandestin

avait exécuté sept commerçants turcs et un grec dans différentes régions d'Allemagne. « L'absence d'une banque fédérale de données n'a pas permis son arrestation assez tôt », confirme la politologue.

Le terroriste Anis Amri a lui aussi profité des faiblesses du fédéralisme allemand. L'islamiste tunisien avait réussi à se faire délivrer 14 identités différentes par autant d'administrations régionales. Il n'a, du coup, jamais été inquiété lors des contrôles et il a pu toucher des allocations sans être démasqué. Sans les défaillances du fédéralisme, Anis Amri n'aurait sans doute pas commis l'attentat au camion-bélier qui a tué 12 personnes, le 19 décembre 2016, sur un marché de Noël à Berlin. *

BELGIQUE

Le royaume rassemblé

L'épidémie de Covid-19 a mis en veilleuse la crise politique ouverte en 2018. Une entente qui suscite un espoir prudent.

« On dirait un tableau de Magritte », commente, tout sourire, un député belge. Immortalisée le 17 mars, cette scène, en effet surréaliste, a fait le tour du royaume. Elle figure les membres du gouvernement et le monarque Philippe, droits comme des « i », tous séparés par une bânce d'un bon mètre. Soit la distance pour éviter la contamination au Covid-19. Insolite, le cliché l'est aussi pour une seconde raison : sur les marches du palais royal, ô miracle, se tient une Belgique unie.

Depuis le début de l'épidémie, le pays refrène ses penchants naturels pour l'empoignade politique et les querelles intestines. Contraints par la crise, les clivages gauche-droite et francophones-flamands s'adoucissent, alors qu'ils empoisonnent habituellement les débats. Mieux : en l'espace d'une petite semaine, 10 partis se sont mis d'accord pour valider un gouvernement d'urgence et adoubier la Première ministre par intérim, Sophie Wilmès (MR, droite francophone). Cerise sur le gâteau, celle-ci se voit dotée de pouvoirs spéciaux, pour trois mois renouvelables, afin de combattre le virus... « La Belgique est en pleine innovation politique, analyse Caroline

Sägesser, chercheuse au Centre de recherche et d'information sociopolitiques. Voir un gouvernement d'affaires courantes converti en plein exercice, soutenu par l'opposition et doté des pouvoirs spéciaux... c'est une triple première ! »

Sevrés de gouvernement de plein exercice depuis quinze mois, les Belges peuvent se mettre à rêver : le royaume guérira-t-il de sa crise politique grâce au virus ? La prudence s'impose, tant l'unité nationale relève de la gageure en Belgique. « Le pays a un gouvernement stable pour les six prochains mois, estime Vincent Scheltens, historien au Centre d'histoire politique de l'université d'Anvers. Mais la « grande union » prônée par la Première ministre va devoir résister aux assauts de la N-VA [nationalistes flamands], qui a décidé de ne pas la soutenir et cherche sans relâche à la déstabiliser. » « Paradoxalement, il faudrait que la crise sanitaire dure pour que s'installe l'apaisement politique... », ajoute Caroline Sägesser. Une fois guérie du Covid-19, la Belgique pourrait en effet céder de nouveau à la fièvre de la division. *

BENJAMIN LECLERCQ (BRUXELLES)



Johnson, Trump : “in viro veritas”

Les deux dirigeants populistes, aveuglés par le sentiment de supériorité nationale, ont parié sur la faiblesse du virus au lieu de tenter de l'endiguer.

Marion Van Renterghem

Boris Johnson et Donald Trump ont décidément bien des points communs. Ces deux totems blonds et triomphants du nationalisme-populisme occidental sont en train de connaître, à l'occasion de l'épidémie de coronavirus, leur première épreuve de vérité. L'un et l'autre jouent gros. Le Premier ministre britannique a tout misé sur la réussite du Brexit : il a juré que son pays enfin libre s'envolerait vers la prospérité. Le président américain, lui, a tout misé sur la bonne situation économique en vue de sa réélection à l'automne. L'épidémie mondiale est donc priée de ne pas déjouer leurs plans et de s'arrêter à leurs portes.

Un laxisme stratégique, calculé

Face au coronavirus, le déni de réalité n'est certes pas leur monopole. Les Européens ont lamentablement cafouillé – la France en tête – avant de se ressaisir. La Suède et les Pays-Bas ont joué les originaux. Mais ce qui distingue Johnson et Trump est leur laxisme stratégique, calculé : par leur sentiment de supériorité nationale, ces deux dirigeants que les nationalistes mondiaux érigent en modèles sont les seuls à avoir parié sur la faiblesse du virus et délibérément laissé faire – avant d'opérer ensuite un virage sur l'aile.

Johnson a oublié que le Brexit était non pas une réalité géographique mais une construction idéologique : la sienne.

Il a voulu croire que le Royaume-Uni bénéficiait sur la planète d'un statut d'exception tel que cela l'autorisait à se distinguer des autres, y compris face à une pandémie mondiale. Une fois de plus, comme lorsqu'il a joué le Brexit à pile ou face et décidé de militer pour après s'être préparé à batailler contre, il s'est lancé dans un pari fou : plutôt que de tenter d'enrayer l'épidémie, il a choisi de l'encourager. Sa théorie : ne rien faire. Aucune mesure, ni fermeture d'écoles ni interdiction de rassemblements, rien que des recommandations floues et des promesses d'aides non chiffrées. Il n'y avait qu'à laisser le virus contaminer tranquillement 60 % de la population, ce qui certes en éliminerait quelques-uns au passage (les plus faibles) par centaines de milliers, mais aurait pour avantage de déclencher à terme une « immunité collective ». Outre le cynisme du raisonnement, la fameuse « immunité » n'a rien de garanti : aucun médecin n'a jamais affirmé qu'être infecté une fois par ce virus inconnu empêchait de le contracter à nouveau ensuite. Face au tollé mondial, les épidémiologistes l'accusant de « jouer à la roulette russe », Johnson fait désormais marche arrière.

Un « virus de l'étranger »

Pourquoi ces recours à l'incantation vaudoue ? Trump avait aussi promis un « miracle du printemps », ajoutant la magie aux mensonges. Cette épidémie serait enrayée par la venue des beaux jours. Elle était une « fake news », puis un « virus de l'étranger » face auquel il suffirait de fermer ses frontières à l'Union européenne – Royaume-Uni exclu, bien sûr : le virus imaginaire de Trump et Johnson, sage et discipliné, ne rate rien de l'actualité politique et s'arrête aux frontières du Brexit. Ce déni insensé n'a qu'une explication, et elle est politique : pour éviter la catastrophe économique, il faut mentir sur la catastrophe sanitaire.

Pour ne pas tuer les marchés boursiers, on peut tuer un peu de population. Une réélection et un Brexit « réussi » valent bien quelques sacrifices.

Johnson et Trump avaient oublié cet autre point commun : un système de santé dont ils mesurent aujourd'hui la nécessité et la déficience, après avoir eux-mêmes contribué à le détruire. Trump a anéanti l'assurance sociale mise en place par Obama. Johnson a longtemps approuvé les coupes budgétaires infligées par le Parti conservateur au Service national de santé (NHS). Le Royaume-Uni et les Etats-Unis disposent de moins de lits en soins intensifs par habitant que la plupart des autres nations occidentales, France et Italie comprises. Le Brexit aggrave le cas Johnson. Au nom de la « souveraineté retrouvée » et de la « reprise du contrôle », Londres a perdu l'Agence européenne des médicaments et la participation au programme d'urgence de l'UE pour le développement des vaccins. Et si le NHS s'est vidé de son personnel soignant, c'est qu'il était composé très largement par les immigrés intra-européens – ceux-là mêmes que le Brexit a promis de chasser. *In viro veritas* : la vérité ne sort pas seulement d'un bon vin, mais même d'un sale virus.

Breaking news : Michel Barnier et David Frost, les négociateurs français et britannique du Brexit, sont atteints par le coronavirus. « *Brexitus interruptus*. » Un rêve s'éteint. « *Post coitum, animal triste*. » Johnson, le populiste latiniste, traduira. *

Marion Van Renterghem, grand reporter, lauréate du prix Albert-Londres, auteur d'une biographie de Merkel et d'un essai autobiographique sur l'Europe.



ÉTATS-UNIS

Anthony Fauci, le médecin au chevet de l'Amérique

Spécialiste des épidémies, cet immunologue est le visage de la lutte contre le coronavirus dans le pays. Omniprésent, il est le seul expert que Donald Trump accepte d'écouter.

PAR CORENTIN PENNARGUEAR (NEW YORK)



Le scientifique (ici, à la Maison-Blanche, le 16 mars) est dépeint comme étant sans doute « le meilleur communicant au monde en matière de santé publique ».

Un échec. C'est un échec. » Les mots claquent, tellement ils sont rares dans la bouche des autorités américaines ces jours-ci. Mais le Dr Anthony Fauci n'est pas du genre à se déflorer. « Dans une crise, le plus important, pour un scientifique, c'est la crédibilité », a l'habitude de dire le directeur de l'Institut national des maladies infectieuses, nommé médecin en chef de la « task force » contre le

coronavirus. Et de fait, quand il est interrogé sur la pénurie de tests de dépistage, l'immunologue ne s'enferme pas dans le mensonge ou les promesses, mais reconnaît l'évidence : l'Amérique n'était pas prête à lutter contre le Covid-19.

Précis et ne maniant pas la langue de bois, Anthony Fauci accompagne les Etats-Unis dans la plus grave crise sanitaire de leur histoire. Tel un médecin de famille, il ne prend pas de gants pour annoncer les pires nouvelles. Mais il l'assortit toujours

d'un : « On va tout faire pour vous sortir de là. » Et on le croit. « C'est un trésor national, nous assure Lawrence Gordin, professeur de médecine à l'université de Georgetown (Washington) et collègue d'Anthony Fauci depuis trente ans. Nous avons de la chance d'avoir dans notre « task force » un scientifique de classe mondiale, admiré par toute la profession. Et il est sans doute le meilleur communicant au monde en matière de santé publique. »

Depuis un mois, Anthony Fauci montre l'étendue de ses talents. A 79 ans, il a la réputation de travailler dix-neuf heures par jour, entrecoupées d'un footing de 5 kilomètres. Entre les réunions de crise et les audiences au Congrès, il court aussi les plateaux télé. Ce médecin est l'un des rares Américains capables de passer le matin sur la chaîne MSNBC (anti-Trump), avant d'intervenir le soir sur Fox News (pro-Trump) et de faire à chaque fois l'unanimité. Partout, il martèle le même message : « Il n'est pas trop tard pour limiter les dégâts du coronavirus, mais le pire est à venir. » La vie de plusieurs millions d'Américains est en jeu.

Le docteur Fauci n'en est pas à sa première crise. Fils d'un pharmacien de Brooklyn, diplômé des meilleures écoles du pays, il fait partie de l'équipe de scientifiques qui découvre en 1981 une étrange maladie dévastant le milieu homosexuel à Los Angeles : la lutte contre le sida sera le combat de sa vie. A la tête de l'Institut national des maladies infectieuses, il conseille, dans les années 1980, Ronald Reagan, un président qui minimise l'épidémie et la surnomme « le cancer des homos ». Anthony Fauci, lui, alerte l'opinion, multiplie les interviews, mobilise le Congrès sur les dangers du sida. Et finit par obtenir un budget de 300 millions de dollars, en 1985, pour lutter contre l'épidémie.

Mais pour les militants LGBT, Fauci ne va pas assez vite, pas assez loin. A l'époque, le médecin est critiqué parce qu'il ne donne pas accès à des traitements expérimentaux, alors que des centaines de milliers de personnes meurent de la maladie dans les années 1980 et 1990. « Je l'appelle héros ou meurtrier, selon la semaine », explique alors le metteur en scène Larry Kramer, figure de la lutte contre le sida, dans une interview au *New York Times* en 1994. Depuis, les deux hommes

— P. 38. Anthony Fauci, le médecin au chevet de l'Amérique

— P. 39. Mexique : double peine pour les pauvres

sont devenus amis. Et Fauci a juré qu'il ne prendrait pas sa retraite avant qu'un vaccin contre le sida n'ait été mis au point.

Après Ronald Reagan, Anthony Fauci a conseillé les cinq présidents suivants, républicains comme démocrates. Aussi discret que précieux. « Tony est très en vue aujourd'hui, mais il a déjà traversé toutes les crises sanitaires précédentes, du Sras au H1N1, en passant par Zika et Ebola », rappelle Lawrence Gordin. En 2015, le *Financial Times* l'avait d'ailleurs surnommé « le pire ennemi d'Ebola ». C'est lui qui a convaincu Barack Obama d'envoyer l'armée américaine au Liberia pour empêcher la propagation du virus hors des frontières du pays.

Avec Donald Trump, la relation est moins fluide. Le président actuel se méfie des scientifiques, comme il l'a répété en boucle lors de sa campagne. « Les experts sont nuls, expliquait le candidat Trump dans ses meetings en 2016. Nous avons des experts partout, mais nous sommes dans une situation pourrie ! » En 2018, la Maison-Blanche a fermé le bureau d'alerte sur les pandémies, placé sous son autorité, et, depuis le début de la crise, Trump n'a cessé de minimiser l'importance du coronavirus. « C'est juste une grippe, ça passera », assurait encore le président américain au début du mois de mars.

Fin diplomate, Anthony Fauci est le seul en mesure de corriger Donald Trump en direct. Quand le président se permet de dire que « tout est sous contrôle » et qu'un vaccin sera trouvé « très vite », le scientifique rectifie le tir devant les caméras : il n'y aura pas de vaccin avant au moins un an et « la situation ne va faire qu'empirer dans les prochaines semaines aux Etats-Unis ». Bras croisés, Trump, qui dépasse Fauci de deux têtes, ne peut qu'approuver en silence. Malgré leur différence de taille, le président a trouvé quelqu'un qu'il ne peut pas prendre de haut.

Le mélange de rigueur et de bienveillance du Dr Fauci semble porter ses fruits : Donald Trump a déclaré l'état d'urgence contre le coronavirus le 14 mars et commence à prendre la mesure des risques pour l'Amérique. « C'est très, très compliqué, parce qu'il faut dire la vérité aux Américains sans les affoler, expliquait récemment Anthony Fauci à *Politico*. Il est indispensable de rester crédible, mais sans partir en guerre contre le président. Pour continuer à dire la vérité, il faut trouver le juste milieu. » Un défi à sa hauteur. *

Mexique

Double peine pour les pauvres

Marchands ambulants et employées de maison sont les plus vulnérables face à l'épidémie de Covid-19.

« Voici tout mon gagne-pain... », dit Marín Pérez en disposant morceaux de viande et oignons sur le gril graisseux de son stand de tacos, au centre de Mexico. Comme des millions de Mexicains, ce petit homme au tablier blanc taché par une matinée de labeur travaille dans la rue sept jours sur sept et dix heures par jour. « Quatre de mes huit enfants dépendent de ma paie quotidienne », explique-t-il. Envisage-t-il de cesser le travail si le virus se propage dans l'agglomération de 22 millions d'habitants ? Marín Perez attrape une assiette en plastique et y aligne une rangée de tacos, en pestant contre « ces informations qui rendent malade »...

Dans ce pays, 56 % des actifs sont des travailleurs informels, sans contrat ni couverture sociale. Pour eux, suspendre leur activité, ne fût-ce qu'un jour, paraît inconcevable. D'ailleurs, face à la progression lente mais régulière du coronavirus (les cas sont encore relativement rares), les autorités n'osent toujours pas adopter de mesures de confinement, par crainte de plonger dans la misère une grande part des 130 millions de Mexicains.

Le président Andrés Manuel López Obrador, élu en 2018 sur un programme de justice sociale, n'y est lui-même pas prêt. « Certains disent : "Fermez tout !" Mais nous ne disposons pas tous d'un salaire assuré. Il faut penser à ceux qui gagnent leur vie dans la rue au jour le jour. » Mais si le coronavirus se propage aussi vite qu'en Europe, il n'y aura pas de miracle. « Le tissu économique se compose à 95 % de microentreprises et de petits commerces informels », rappelle l'économiste José Luis de la Cruz. Médecin épidémiologiste de l'Université nationale autonome de Mexico (Unam), Nora Martínez ajoute : « Obliger les petits commerçants à stopper leur activité paraît difficile. Mais ils pourront demander à leurs clients de ne pas s'agglutiner autour de leurs stands. »

En attendant, le Covid-19 affecte déjà les 2,4 millions d'employées de maison. « Beaucoup de patrons les ont renvoyées chez elles sans les payer », explique María de la Luz Padua. Le Syndicat national des travailleuses domestiques, dont elle est une dirigeante, exhorte les employeurs à garantir leurs revenus aux femmes de ménage tout en leur permettant de rester chez elles.

Ces employées domestiques vivent généralement dans les banlieues pauvres et effectuent de longs trajets dans les transports publics, ce qui les expose à la contagion. Leur espoir, c'est le soleil : en mars, à Mexico, la température frise souvent les 30 degrés. La chaleur peut-elle enrayer la transmission du virus, comme l'ont évoqué certains épidémiologistes ? Rien ne le prouve, mais tout le monde veut y croire. *

EMMANUELLE STEELS (MEXICO)



Malgré les risques, les autorités se refusent à stopper l'activité des petits commerçants.



SÉNÉGAL

Poussée de fièvre anti-française

Touché par la pandémie, le pays a annulé les festivités du 60^e anniversaire de l'indépendance. Et le rejet de l'ex-puissance coloniale se ravive.

PAR SÉBASTIEN HERVIEU (ABIDJAN)

« La France "coronise" le Sénégal ? » Le titre s'étale, ce 4 mars, à la Une du populaire quotidien sénégalais *L'Évidence*. Avec un sous-titre très accusateur : « Traite négrière, colonisation économique, colonisation épidémiologique... ? » Pour certains commentateurs locaux, adeptes des théories du complot, le responsable de l'arrivée du virus en Afrique de l'Ouest est tout trouvé. Deux jours plus tôt, le premier cas répertorié dans le pays était celui d'un Français installé à Dakar, testé positif à son retour de vacances dans le Massif central. Et trois des quatre premiers malades détenaient un passeport de l'ex-puissance coloniale.

Afin d'enrayer l'épidémie (une soixantaine de cas recensés au 21 mars), les autorités ont rapidement pris des mesures strictes : fermeture des frontières et des écoles. Le Sénégal, qui compte 16 millions d'habitants, a été, avec l'Afrique du Sud, l'un des premiers pays d'Afrique subsaharienne touchés par le coronavirus. Sur le continent, l'épidémie progresse et l'inquiétude grandit en raison de la faiblesse des systèmes de santé locaux.

Comme plusieurs de ses voisins francophones, le Sénégal s'apprêtait pourtant à faire la fête. Le 4 avril, plusieurs milliers de militaires et de civils devaient défiler à Dakar sur le boulevard du Général-de-Gaulle pour célébrer le 60^e anniversaire de l'indépendance. Mais le président, Macky Sall, a dû se résoudre à tout annuler. Comme un symbole teinté d'amertume.

Au pays de la *téranga* (« hospitalité », en wolof), la relation avec l'ex-colonisateur

reste problématique, en particulier chez les jeunes générations. Quand Edouard Philippe, en visite à Dakar en novembre dernier, signe de nouveaux accords de coopération, en tant que premier bailleur et investisseur économique, certaines dents grincent. Des graffitis « France dégage » barrent les murs pour l'occasion, tandis que Macky Sall est parfois caricaturé en « sous-préfet de la France ». Un mouvement de contestation à l'égard de la persistance de la domination française s'est affirmé ces dernières années. Une entreprise hexagonale a cristallisé les



La défiance d'un quotidien de Dakar.

critiques : Auchan. L'enseigne de grande distribution affiche une santé insolente au Sénégal, où elle dispose d'une trentaine de points de vente.

« Face à sa puissance et à ses prix bas, les petits commerçants de nos quartiers doivent mettre la clef sous la porte. On doit protéger nos entreprises locales », proteste Abdoulaye Seck, porte-parole du Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (Frapp), à l'origine de la campagne « Auchan dégage ». Cette petite organisation, influente auprès de l'opinion publique, critique « un néocolonialisme plus discret que l'ancienne colonisation, mais tout aussi dangereux ». Plus de 250 sociétés françaises sont implantées au Sénégal. Un chiffre trompeur, car les parts de marché tricolores déclinent, en raison de la concurrence de la Chine, de l'Inde, de la Turquie ou du Maroc.

La France serait-elle devenue le bouc émissaire de tous les maux sénégalais, à commencer par le chômage de masse ? « Il n'y a pas un sentiment spécifiquement anti-français, tempère Gilles Yabi, directeur du laboratoire d'idées Wathi, à Dakar. On assiste plutôt à l'affirmation d'une volonté d'indépendance économique et politique réelle. » Une évolution liée à un changement de génération au sein des élites locales. « Auparavant, tous les futurs cadres allaient étudier en France, poursuit l'analyste. Mais ils sont de plus en plus nombreux à faire leurs études supérieures aux Etats-Unis ou au Canada. Ils en reviennent avec une plus grande indépendance d'esprit. »

La polémique sur le franc CFA, héritage de la colonisation, a également rebondi ces derniers mois. Fin décembre, Emmanuel Macron a annoncé le changement de nom de cette monnaie commune (désormais appelée « éco »), ainsi que le départ des représentants français des instances de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). « Les symboles gênants ont été retirés pour que les mouvements panafricains se calment, note l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla. Mais c'est une réforme cosmétique, car la parité fixe avec l'euro n'a pas été supprimée. »

Le sentiment d'humiliation demeure, selon lui, et la crise du coronavirus en fournit une nouvelle illustration. « En Europe, aux Etats-Unis, les dirigeants n'hésitent pas à creuser leur déficit pour faire face à la récession, observe-t-il. Mais, ici, on n'aura même pas le droit de dévaluer notre monnaie pour relancer notre économie... » *



TONWEN JONES/COLAGENE

EN SURCHAUFFE

Eviter à tout prix la pénurie alimentaire

Ruée vers les grandes surfaces, logistique aux abois, absentéisme croissant : la filière est déjà sous pression. Et se demande si elle pourra tenir.

PAR EMMANUEL BOTTA, AVEC LUCAS MEDIAVILLA

Cols blancs, ouvriers et étudiants voisinant dans les champs pour récolter fraises, tomates et autres asperges ? C'est un scénario très sérieusement envisagé par le gouvernement. Les frontières européennes ayant été fermées pour enrayer la propagation du Covid-19, les

agriculteurs manquent de bras : ils ne peuvent plus compter sur les saisonniers qui viennent habituellement en nombre du Maghreb et des pays de l'Est. « Les récoltes ne peuvent pas attendre, au risque de pourrir sur pied. Le ministère du Travail imagine donc de permettre aux salariés en chômage partiel de disposer d'un double contrat », annonce Christiane Lambert,

- P. 41 Eviter à tout prix la pénurie alimentaire
- P. 43 Le blues des cow-boys du schiste
- P. 43 Libra : les dessous du rétropédalage de Facebook

présidente de la FNSEA. Le vivier est large : le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a estimé que la crise sanitaire mettra au moins 8,5 millions de Français au chômage partiel dans les deux prochains mois.

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Bien sûr, la France est encore loin d'être en pénurie alimentaire, mais la ruée vers les hypermarchés et les « drive » a déjà mis sous pression l'ensemble de la filière agroalimentaire. Si l'on peut espérer qu'après avoir bourré placards et celliers nos concitoyens finiront par retrouver un comportement rationnel, se posent désormais des questions inquiétantes : quelle sera l'ampleur de la vague de contaminations ? Y aura-t-il demain assez de salariés pour faire tourner les fermes, les usines de transformation, les magasins ? Jusqu'à quand ces collaborateurs accepteront-ils de prendre le chemin du travail, alors que toute la France se calfeutre ?

► Si personne ne veut imaginer le pire, depuis une dizaine de jours, une cellule de crise envisage tous les scénarios possibles. « Nous faisons un point quotidien sur la situation avec les ministres de l'Economie, de l'Agriculture et des Transports, aux côtés des distributeurs, des agriculteurs et des transporteurs », raconte Richard Girardot, président de l'Ania, l'Association nationale des industries alimentaires.

Dans l'immédiat, il s'agit avant tout de faire face à la furie accumulatrice des Français. Selon l'institut Nielsen, le vendredi 13 mars, au lendemain de l'annonce par le président Macron de la fermeture des écoles, les ventes de pâtes ont été multipliées par 5 par rapport à un vendredi classique ! Ouverture des entrepôts la nuit et le dimanche pour recevoir les commandes des industriels, transfert de salariés vers les sites sous tension, heures supplémentaires en pagaille... Pour assurer l'approvisionnement, les distributeurs ont dû dégainer un plan de crise en un temps record.

Depuis une dizaine de jours, une cellule de crise envisage tous les scénarios possibles

Côté industriels, le choc a été tout aussi violent. « Nous avons dû stopper la production des petits formats pour nous concentrer sur les conditionnements les plus rapides à produire », raconte Philippe Heimburger, PDG des Pâtes Grand'Mère, une PME du Bas-Rhin. Une stratégie de quantité également suivie par nombre de boulangeries qui peinent à faire face, malgré l'arrêté gouvernemental leur permettant d'ouvrir sept jours sur sept pendant un mois. « La plupart des collègues ont déjà réduit leur variété de pains pour privilégier le volume, et si la situation venait à empirer, on pourrait très bien faire un seul et même pain pour tout le monde », assure Dominique Anract, président de la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie française. Personne ne veut aller jusqu'au rationnement, qui alimentera la panique ambiante, mais le mot n'est déjà plus tabou. « Il n'y a aujourd'hui aucun risque de pénurie, mais si les choses

venaient à dégénérer, bien sûr, nous n'hésiterions pas », explique à L'Express le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume.

La vraie grande angoisse du gouvernement, c'est que l'absentéisme soit tellement massif qu'il mette la France à l'arrêt. « Les conséquences seraient alors pires que le virus lui-même », souffle-t-on du côté de Bercy. On est encore loin de ce scénario catastrophe. Selon les secteurs et les territoires, le taux d'absence au travail oscille aujourd'hui entre 5 et 15 % des effectifs. Mais dans les régions les plus touchées, comme dans le Grand Est, il serait plus proche des 25 %. Il y a ceux qui ont des enfants de moins de 16 ans et qui n'ont pas la possibilité de les faire garder, il y a ceux qui souffrent d'une maladie chronique et qui ne doivent prendre aucun risque avec un virus aussi virulent, il y a ceux dont un proche est malade et qui doivent rester confinés et, enfin, il y a tous ceux qui ont peur d'être contaminés et se font délivrer des certificats de complaisance. Ces derniers, qui pourrait les juger ?

Le problème, c'est que cela pourrait bien n'être qu'un début. « Les salariés sont de plus en plus inquiets, alerte Pascal Saeyvoet, délégué syndical central FO. Chez Nestlé, par exemple, il y a déjà eu plusieurs mouvements de débrayage. » Côté grande distribution, la situation se tend aussi. « A 1200 euros par mois, toutes les caissières ne prendront pas le risque de s'exposer au virus », lâche un délégué syndical CFTC. D'autant que les protections se font parfois attendre. « Nous travaillons pour faire en sorte que tous les salariés de la grande distribution soient équipés de masques », nous assure le ministre de l'Agriculture. Dans le même temps, le gouvernement manie la carotte et le bâton pour décider des arrêts. D'un côté, on agite une prime Macron de 1000 euros remise au goût du jour. De l'autre, « nous avons reçu un courrier nous rappelant que nos employés ne peuvent exercer leur droit de retrait qu'en cas de menace imminente, ce qui n'est pas avéré tant que les mesures sanitaires sont respectées », raconte le patron d'une PME de l'alimentaire.

Autre bataille majeure, celle de la logistique. Chaque jour, près de 300 000 transporteurs arpencent les routes de l'Hexagone pour livrer particuliers et professionnels. Un ballet au millimètre absolument vital pour notre économie. « Le printemps arrive, il faut que nous soyons livrés en semences et en produits phytosanitaires si nous voulons pouvoir produire en quantité

suffisante », s'alarme la présidente de la FNSEA. Dans l'industrie laitière, l'inquiétude est encore plus forte. « Le lait doit être collecté et analysé chaque jour. Si les chauffeurs venaient à manquer, les éleveurs pourraient être contraints de jeter leur lait », prévient Caroline Le Poultier, présidente du Cniel, le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière.

Or les camions se font déjà rares. « Face à l'avancée du virus, de nombreux chauffeurs venus des pays de l'Est ont préféré

« A 1200 euros par mois, toutes les caissières ne prendront pas le risque de s'exposer au virus »

rentrer chez eux. Si nous parvenons à fonctionner normalement, c'est essentiellement grâce à la solidarité de notre réseau local », se félicite le PDG des Pâtes Grand'Mère, qui explique néanmoins que, du côté des moulins, la matière première arrive déjà en pointillé. On dit souvent que lessoubresauts de l'histoire révèlent la vraie nature des hommes. C'est manifeste. « Certains transporteurs profitent de ce qu'on soit pris à la gorge pour faire grimper les prix, enrage Richard Girardot. Nous avons demandé au gouvernement d'intervenir. » Celui-ci travaille déjà à faire redescendre la pression exercée face à la demande. « Jusqu'à la mi-avril, et à titre exceptionnel, les camions auront le droit de rouler le dimanche pour livrer les enseignes alimentaires », souligne-t-on du côté du secrétariat d'Etat aux Transports. Et le dernier Conseil européen est venu échafauder les futures procédures aux frontières, afin de faciliter les échanges de marchandises sans augmenter les risques de propagation du coronavirus.

L'occasion aussi, peut-être, de rappeler à l'ordre certains pays qui commenceront à limiter leurs exportations alimentaires pour se concentrer sur leur marché intérieur. Ça serait notamment le cas de l'Espagne, avec ses fruits et légumes. Inquiétant ? Si elle le voulait, la France pourrait tout à fait être autosuffisante », assure le ministre de l'Agriculture. Bientôt, sur les balcons, des applaudissements pour remercier, aussi, ceux qui nous nourrissent ? *

A sec

Le blues des cow-boys du schiste

Lourdement endettés, les producteurs américains subissent l'effondrement des cours du pétrole.

Au Texas, si les chevalets de pompage ne sont pas encore à l'arrêt, les trépans et autres tubes de forage ont, eux, été remisés en espérant des jours meilleurs. Dans le Bassin permien s'étendant à l'ouest de l'Etat et devenu en 2019 la plus importante région de production d'hydrocarbures au monde, les cow-boys du schiste ont le blues. En l'espace de trois semaines, les cours de l'or noir ont quasiement été divisés par 2.

La première secousse est venue de Chine, où la paralysie de l'activité a provoqué l'effondrement de la demande mondiale en pétrole. Puis c'est l'échec des négociations entre Moscou et Riyad pour réguler la production, le 7 mars dernier, qui a précipité les prix dans le vide. A moins de 28 dollars le baril de brent de la mer du Nord, les cours sont au plus bas depuis dix-huit ans.

Une situation intenable pour bon nombre de compagnies pétrolières américaines qui ont fleuri ces dernières années en exploitant le filon du pétrole de schiste. Avec ces prix-là, seule une poignée d'entre elles est en capacité de couvrir ne serait-ce

que les coûts d'exploitation. Traumatisant pour les producteurs américains, cet effondrement est vu d'un bon œil par Moscou.

En faisant pression à la baisse sur les prix, le Kremlin voit une opportunité de contrebalancer les sanctions américaines sur certaines de ses sociétés pétrolières en éliminant les petits producteurs d'outre-Atlantique. Lesquels n'ont d'autre choix que d'allumer des pare-feu. Pas un jour sans qu'une compagnie n'annonce le renvoi temporaire des salariés chez eux, une coupe drastique dans les dépenses d'investissements ou une baisse de ses dividendes (- 86 % pour le leader, Occidental Petroleum). Sur les 10 900 nouveaux puits qui devaient être creusés en 2020 aux Etats-Unis, seuls 5 100 pourraient finalement l'être, selon la société de conseil Rystad Energy.

Autre problème, ce choc arrive dans un moment déjà critique pour l'industrie, qui est lourdement endettée. Les compagnies pétrolières nord-américaines devront rembourser 200 milliards de dollars à leurs créanciers dans les quatre prochaines années, dont 40 milliards rien que pour l'année 2020, selon une étude récente de Moody's.

Tout sauf une promenade de santé pour une industrie historiquement déficiente. « Malgré leurs efforts pour réduire les coûts après la chute des prix en 2014, les entreprises du schiste n'ont, dans leur ensemble, pas dégagé un seul trimestre de bénéfices depuis 2008 », résume Benjamin Louvet, expert en matières premières chez OFI Asset Management.

Ce déficit tient aux spécificités de ce pétrole dit non conventionnel. Le taux de déplétion (d'épuisement) d'un puits de schiste peut atteindre jusqu'à 40 % après une année de production, contre de 5 % à 6 % pour un puits conventionnel, estime le cadre d'une société pétrolière. « C'est une activité qui a besoin de réinvestir à un rythme effréné en forant en permanence de nouveaux puits pour maintenir la production. »

Découverte dans les années 1950, la fracturation hydraulique qui permet de remonter le pétrole des roches mères a longtemps été jugée trop chère pour justifier un déploiement à grande échelle. Ce n'est qu'à partir de 2008, avec un baril au-dessus des 100 dollars et la baisse massive des taux d'intérêt, que le schiste a pris son essor, installant les Etats-Unis comme premier producteur mondial de pétrole en l'espace de dix ans.

Mais cette ruée vers l'or noir semble aujourd'hui atteindre ses limites. La réticence des banques et des fonds d'investissement à accorder de nouvelles lignes de crédit pourrait envoyer au tapis bon nombre de producteurs dans les prochains mois. Déjà, en 2019, 42 compagnies nord-américaines du secteur se sont déclarées en faillite, selon le baromètre d'un cabinet d'avocats américain.

La riposte s'organise dans les Etats américains producteurs, où certains sénateurs ont demandé à Donald Trump d'imposer un embargo sur le pétrole russe et sur celui des pays de l'Opep, afin de faire remonter les prix. Le président a, lui, laissé entendre qu'il s'impliquerait au « moment opportun » pour soutenir les cours, affirmant qu'il cherchait encore un « terrain d'entente » dans cette guerre des prix. *

LUCAS MEDIAVILLA

Démonétisé

Libra : les dessous du rétropédalage de Facebook

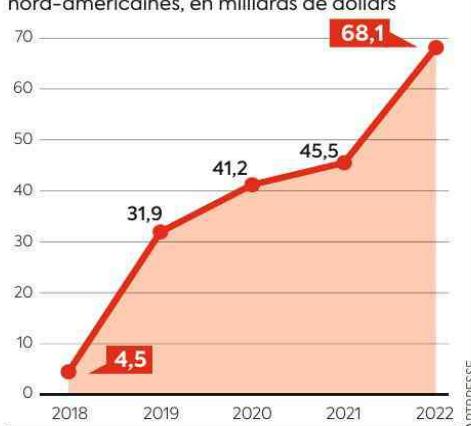
Mis sous pression par les Etats, le géant américain a revu à la baisse ses ambitions pour son projet de devise virtuelle. Au moins temporairement.

C'est un immeuble chic de Genève, à deux pas du lac et de son célèbre jet d'eau. Au moment où l'armée suisse se déploie dans la ville pour activer le plan de crise anticoronavirus, ici, sur un étage entier, quelques salariés dont personne ne soupçonne l'existence travaillent sur Libra, la future cryptomonnaie de Facebook. L'ambiance est studieuse dans l'*open space*. Enfin, au moins en apparence. Car, depuis plusieurs semaines, le petit groupe composé de développeurs et de commerciaux est en plein questionnement, alors que les rumeurs vont bon train sur l'avenir du projet.

A quoi ressemblera la future Libra ? C'est la question que se pose la planète Finance et à laquelle les têtes pensantes du projet ne savent même plus quoi répondre. Sera-t-elle une devise numérique supranationale ? Une simple monnaie numérique réservée à un club de quelques géants du numérique ? Si, officiellement, l'association qui pilote le projet n'a pas renoncé

Le couperet de la dette

Remboursement prévu de la dette des entreprises pétrolières et gazières nord-américaines, en milliards de dollars



SOURCE : MOODY'S INVESTORS SERVICE

► à ses ambitions et travaille toujours sur une « monnaie numérique globale » indexée sur un panier de devises comprenant du dollar, de l'euro, du yen..., officieusement, les choses sont bien différentes.

Après le tir de barrage des Etats qui ont vu dans la Libra une atteinte directe à leur souveraineté monétaire, le géant américain et sa vingtaine de partenaires, parmi lesquels Uber et Spotify, sont en effet en train d'ajuster leur plan. Et pas qu'un peu. Fini, au moins provisoirement, leur rêve mégalo de mon-

Développer plusieurs cryptomonnaies en partenariat avec les banques centrales

naie pour 7 milliards d'individus. « Ils ont peut-être eu les yeux plus gros que le ventre », euphémise un bon connaisseur du dossier.

L'association, qui réunit en Suisse ses 22 membres, privilégierait désormais un système de monnaie numérique « nationale », comme l'a révélé Bloomberg début mars. Une information confirmée par plusieurs sources à L'Express. « C'est plus simple politiquement de mettre en place des monnaies par zones géographiques », souligne de son côté Hugues Morel-Lab, patron de Finnegana, un cabinet de conseil spécialisé dans les services financiers. L'idée de Facebook serait ainsi de développer plusieurs cryptomonnaies en partenariat avec les banques centrales : une Libra indexée sur le dollar, une autre indexée sur l'euro et ainsi de suite...

Surtout, le géant américain aurait décidé de se concentrer sur l'infrastructure, c'est-à-dire le système de paiement en lui-même. Une sorte de nouveau PayPal qui espère, à terme, attirer une centaine de membres. « Avant de faire rouler des camions, c'est bien d'avoir les routes pour les faire circuler », s'amuse un bon connaisseur des cryptomonnaies. La future architecture serait compatible avec toutes les monnaies numériques et non pas seulement avec la future Libra. Signe du changement, même les devises des Etats, qui travaillent eux aussi sur leurs projets de monnaies numériques, seraient compatibles...

Comment expliquer un tel revirement ? Tout a démarré le jour même de l'annonce

du projet, le 18 juin 2019. Facebook et ses partenaires n'ont même pas le temps de savourer leur coup d'éclat que les principales puissances de la planète montent toutes au créneau. Washington demande à Facebook de « suspendre » le projet en attendant d'en savoir plus. L'Europe, notamment par la voix de Bruno Le Maire, est sur la même ligne : « Nous ne pouvons pas autoriser le développement de Libra sur le sol européen », explique alors le ministre de l'Economie et des Finances français, qui pousse pour un projet de cryptomonnaie « publique ». C'est une question de « souveraineté monétaire », martèle-t-il, très vite rejoint par Berlin et Rome.

Le G7 se mobilise également et appelle à un moratoire sur la question des monnaies numériques d'entreprises. Les Etats savent que, s'ils ne réagissent pas au plus vite, d'autres géants de la tech comme Amazon ou Google pourraient être tentés par une aventure similaire. A leur initiative, plusieurs groupes de réflexion internationaux sont montés, notamment au sein de la Banque centrale européenne.

L'offensive est lourde, et surtout coordonnée. Bien qu'ils s'en défendent officiellement, la charge des Etats déstabilise les partenaires du projet Libra, surtout ceux qui ont le plus à perdre, comme Visa ou MasterCard. « Quand vous avez tous les Etats face à vous, c'est

très compliqué de ne pas en tenir compte », souligne une source à Bercy.

A Genève, en interne, les choses se fissurent. Selon plusieurs témoignages recueillis par L'Express, les dissensions fracturent l'équipe, et deux camps émergent rapidement : il y a ceux qui veulent maintenir le projet coûte que coûte et les autres, ceux qui sont prêts à l'éduquer pour avancer et éviter la vindicte des Etats. Mais comment trouver un compromis sans donner l'impression d'une défaite en rase campagne ? Sans doute en se concentrant sur l'aspect le plus consensuel du projet. « C'est à ce moment-là que l'idée du système de paiement est revenue sur la table », confirme une bonne source.

Les discussions sur une réorientation de la future Libra sont allées vite. Même très vite à l'échelle d'une entreprise d'une telle ampleur. Le « rétropédalage » est acté à la fin de l'été. Lancer un système qui accepterait toutes les monnaies paraît beaucoup plus simple, plus balisé. Techniquement aussi. Ainsi, les Etats « n'ont pas le sentiment de devoir faire face à un nouveau concurrent », explique Hugues Morel-Lab. C'est encore eux qui maîtrisent les monnaies.

Mais tous les partenaires ne sont pas d'accord. A l'automne, plusieurs poids lourds quittent le navire : Visa, MasterCard, PayPal, Stripe... Tous ces groupes spécialisés dans le paiement ne voient pas l'intérêt de rester dans le projet et d'y injecter des dizaines de millions de dollars au risque de créer un monstre qui les phagocytterait.

Ces départs en cascade alimentent évidemment les rumeurs sur la déroute du projet. Qu'importe, Facebook trace sa route et va même chercher de nouveaux compagnons, comme le canadien Shopify, principal concurrent d'Amazon. « Ils progressent bien, contrairement à ce que l'on pourrait penser », explique une source au fait de l'avancée du projet. Ces dernières semaines, les premiers tests de la blockchain ont été effectués avec succès.

Est-ce à dire que le géant du Web a abandonné son idée de monnaie supranationale ? Pas si sûr. De l'avis général, il a surtout reculé pour mieux sauter. « Rien n'indique qu'il a laissé tomber son plan initial », confirme une source proche de Bercy. La reculade de Facebook est surtout motivée par la volonté de gagner du temps pour se faire un peu oublier. Et se trouver de nouveaux alliés. Les développeurs de Genève sont prévenus. *

RAPHAËL BLOCH





Quand on arrive en ville

Génératrice d'inégalités, la métropolisation montre ses limites à la lumière de la crise actuelle.

Robin Rivaton

Acelles et ceux qui livrent à domicile, qui sortent les poubelles, qui s'occupent des enfants, qui prennent soin des grands-parents, qui désinfectent les rues, qui construisent les hôpitaux, qui tiennent les caisses, qui assurent la sécurité et le respect des lois, à vous tous, merci. Ceux que les métropoles chassaient au loin, mais dont la crise sanitaire aura remis en lumière l'extrême utilité des emplois.

Un tremplin social qui n'est plus

La métropolisation a accentué les inégalités comme jamais. Avec deux conséquences. D'un côté, la stagnation des salaires. La bascule dans la tertiarisation a privé les moins qualifiés d'une identité qu'on aurait autrefois qualifiée d'ouvrière. Surtout, l'émergence du travail indépendant et non posté a affaibli les possibilités de négociation collective. Une étude publiée en 2018 par l'économiste star du Massachusetts Institute of Technology, David Autor, a fait grand bruit. Il y affirmait que les grandes villes n'offraient plus d'avantage salarial aux travailleurs peu qualifiés. Elles n'étaient plus les tremplins sociaux qu'elles furent naguère.

De l'autre, ça a été la hausse des prix immobiliers qui repoussait ces salariés toujours plus loin en périphérie. Aux Etats-Unis, un récent rapport du Joint Center for Housing Studies de l'université Harvard

estimait à 11 millions le nombre de locataires consacrant plus de la moitié de leurs revenus à leur logement en 2018, soit 1 locataire sur 4, et surtout 6 millions de plus qu'en 2001. Ce mouvement d'exclusion a parfois même été encouragé par les autorités locales. En 2018, à Shanghai, le planificateur a décidé de limiter la ville à 25 millions d'habitants, écartant implicitement les populations les plus modestes. Les remplaceraient fast-foods robotisés, livraisons par drones, caisses ou dépose-bagages automatiques, qui feraient que seules les professions intellectuelles supérieures seraient nécessaires en ville. Sous couvert de progrès technologiques, certains rêvent secrètement de métropoles réservées aux seuls « cerveaux », débarrassées des individus les moins qualifiés.

L'emploi de service, une épine dorsale

La réalité est encore plus sombre. La technologie ne permettant pas de réaliser ce fantasme endogame, les services sont peu à peu déshumanisés, comme ces livraisons sans contact qui se sont répandues en Chine pendant le confinement. Mais cela s'inscrit dans un schéma plus large d'« invisibilisation », comme ces magasins prétendument sans caisses mais surveillés vingt-quatre heures sur vingt-quatre par des opérateurs en Inde ou ces robots de livraison dont l'intelligence était bien artificielle puisque le pilotage était assuré par des travailleurs colombiens pour 2 dollars de l'heure. Les emplois de service sont l'épine dorsale des grandes villes. Pour qu'ils soient mieux réalisés, il faut mieux les rémunérer. Depuis quelques années, dans les grandes métropoles américaines, des actions ont porté leurs fruits. L'association Fight for \$15 a obtenu que le salaire minimum des 60 000 travailleurs des fast-foods new-yorkais soit fixé à 15 dollars de l'heure. En 2013, il était de 7,25 dollars. A Seattle, entre 2015 et 2025, il passera de 11 à 18 dollars.

Des mesures d'exception

Ce combat avait jusqu'à présent un goût d'inachevé. En effet, parce que ces emplois se sont développés après le consensus de l'économie fordiste, ils ont été les grands oubliés de la protection sociale. La crise du coronavirus nous donne l'occasion de mieux les protéger. Partout, les gouvernements des pays développés ont adopté des mesures d'exception pour combattre la récession économique. Pour la première fois, sans doute marqués par la contribution essentielle de travailleurs d'ordinaire si invisibles, ces gouvernements ont pris en compte les travailleurs indépendants, les autoentrepreneurs, les journaliers. En France, un droit au chômage partiel a été ouvert pour les emplois à domicile. Aux Etats-Unis, où 1 travailleur sur 4 n'a pas de congé maladie payé, la Chambre des représentants a ouvert deux semaines de couverture pour tous, y compris les travailleurs indépendants. Faisons-en sorte que ce mouvement de reconnaissance ne soit qu'un début. La sophistication de la vie urbaine est précaire. Il faut lire Henri Heine sur Paris ravagée par le choléra en 1832 pour le saisir. On a tout fait de s'en retirer. De se confiner. De fuir. Alors, la vie en ville ne tourne plus autour de ses éminents entrepreneurs, artistes ou politiciens mais repose sur les femmes et les hommes qui la font fonctionner au quotidien. *

Robin Rivaton, essayiste, gérant d'un fonds d'investissement dans les nouvelles technologies de la mobilité, l'énergie et le bâtiment.



GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO

Accéder à la propriété reste un rêve pour des milliers de foyers français.

ACHATS

L'euphorie résistera-t-elle au coronavirus ?

Le cap du million de ventes a été dépassé en 2019. Après un début d'année sur la même tendance, la crise sanitaire laisse entrevoir un ralentissement du marché dans les mois à venir.

PAR MARIE PELLEFIGUE

Record battu ! En 2019, contre toute attente, le nombre de transactions a franchi pour la première fois, en France, le cap du million, avec 1 059 000 ventes enregistrées sur tout le territoire. Cette excellente conjoncture est surtout due aux taux de crédit historiquement bas, qui ont contribué à doper le pouvoir d'achat des acheteurs. « En moyenne, les ménages ont pu emprunter à des taux compris entre 1,1 et 1,2 % l'an dernier, soit moins que l'inflation », confirme Philippe Taboret, directeur associé du courtier Cafpi. Mais les particuliers ont aussi été nettement plus nombreux à s'intéresser à l'investissement locatif. L'an passé, près d'une transaction sur quatre a été réalisée dans cet objectif. La raison : beaucoup de ménages voulaient garantir une stabilité à leur patrimoine et profiter d'une rentabilité moyenne de 2 à 5 %. Des taux largement plus intéressants que ceux offerts par les produits financiers à risque modéré.

Mais face à cette demande en forte hausse, le nombre de vendeurs a continué de diminuer dans les zones les plus recherchées. A Paris, la pénurie qui frappe le marché depuis plus de deux ans s'est accentuée. Le prix du mètre carré dans la capitale a donc flambé, avec une hausse de 6,2 % en moyenne l'an dernier selon les notaires. La barre psychologique des 10 000 € le mètre carré a même été dépassée, sans que l'appétit des acheteurs s'émousse. Le phénomène d'attraction de la capitale a aussi été constaté dans le haut de gamme. « L'an dernier, nous avons noté beaucoup plus de transactions de 3 à 7 millions d'euros qu'en 2018 », confie Alexander Kraft, président-directeur général de Sotheby's Realty France-Monaco. Phénomène nouveau : la frénésie

- P. 46. L'euphorie résistera-t-elle au coronavirus ?
- P. 47. Le marché du neuf s'enrhume
- P. 48. Les conditions d'emprunt restent très favorables
- P. 48. Des loyers qui augmentent moins vite que l'inflation
- P. 50. Meublés : l'option méconnue du bail mobilité
- P. 52. Paris : les prix toujours plus hauts
- P. 54. Ile-de-France : les acheteurs misent sur les villes en périphérie
- P. 55. Province : les grandes métropoles flambent, pas les villes moyennes

immobilière s'est largement diffusée dans toutes les grandes métropoles de Province, avec les mêmes conséquences. « De mois en mois, le manque de biens à vendre s'accentue dans tous les quartiers de l'hypercentre et leur proche couronne », observe Philippe Descampiaux, directeur des agences Descampiaux-Dudicourt, à Lille. La conjoncture est identique à Lyon, à Nantes ou à Rennes, et le marché se tend dans les hypercentres et les quartiers huppés d'autres grandes agglomérations, comme Montpellier, Nice ou Toulouse. Pour les autres villes, le constat est légèrement différent, car si le marché a retrouvé de la vigueur, les acheteurs trouvent encore leur bonheur sans trop de difficultés. « Nous avons un marché nettement plus dynamique que les années précédentes, les transactions se réalisent plus facilement et plus rapidement », constate Stéphane Vachot, directeur de Carré Mans dans la préfecture sarthoise. La conséquence de ce regain d'activité s'est fait ressentir sur les prix, mais pas de la même façon. Contrairement aux grandes agglomérations, les villes moyennes et les zones rurales ont connu une évolution un peu différente. Après des années de crise, avec des tarifs qui dégringolaient de mois en mois faute d'un nombre suffisant d'acheteurs, 2019 a été une année de redressement. « Notre marché retrouve son équilibre et les acheteurs sont de nouveaux là ; en face, il y a suffisamment de biens à vendre, globalement les prix restent donc stables », constate Jean-François Buet, gérant de Buet Immobilier, à Dijon.

Au niveau de la pierre, une France à trois vitesses est donc en train de voir le jour. Car, au fil du temps, les écarts de prix entre les zones très recherchées et les autres s'accroissent nettement. Selon MeilleursAgents, ces cinq dernières années, les tarifs ont progressé en moyenne de 5,1 % en France, mais en détail, la hausse a été de 29,4 % à Paris, de 19,4 % dans les dix plus grandes métropoles, et de seulement 2,7 % en zones rurales.

Reste à savoir si cette configuration va se confirmer en 2020. De début janvier à mi-mars, les acheteurs sont restés très présents et actifs dans les villes dynamiques. A Paris, les acquéreurs poursuivent leurs recherches. « Nous vendons même des appartements sans avoir à passer d'annonces tant notre fichier d'acquéreurs est important », confie Gilbert Chouchana, directeur des agences Laforêt Paris XIV^e. Même constat dans les

grandes agglomérations. « Dans les secteurs recherchés, les beaux appartements ont continué à se vendre en quelques jours sans aucune négociation », constate Stéphanie Spay, directrice d'Orpi

Les écarts de prix entre les zones très recherchées et les autres s'accroissent nettement

Tête d'Or, à Lyon. L'attrait pour le Grand Ouest produit des phénomènes identiques à Rennes ou à Nantes, mais aussi à Brest, à La Rochelle, comme sur la côte basque, où les prix augmentent de mois en mois.

Seul bémol : début janvier, le gouverneur de la Banque de France, reprenant les préconisations du Haut Conseil de la stabilité financière, a demandé aux banques d'être plus vigilantes dans l'octroi

de crédits. Désormais, il devient plus compliqué, pour certains profils, d'obtenir un prêt. « Nous avons calculé que près de 200 000 ménages finançables en 2019 ne trouveront pas de crédits en 2020 », prédit Maël Bernier, porte-parole du courtier Meilleurtaux.com. Sans cet accès facile au financement, qui a contribué à doper le pouvoir d'achat des acquéreurs et, par ricochet, à accroître les prix, le nombre de ménages solvables va diminuer. Ce qui devrait ralentir la hausse tarifaire et le dynamisme immobilier. A moins que ce dernier ne marque le pas après la période de confinement imposée par le gouvernement. Car, depuis le 16 mars, toutes les agences immobilières sont fermées au public. « Un ralentissement du marché est à prévoir, car le retard enregistré pendant cette période ne sera pas rattrapé », affirme Philippe Descampiaux. Pour le moment il est difficile de mesurer l'impact sur l'évolution du marché immobilier, tout dépendra de la durée de la crise sanitaire. Une chose est sûre : l'année 2020, qui bien avait démarré, sera plus perturbée que prévu. *

CONSTRUCTION

Le marché du neuf s'enrhume

Déjà à la peine, le secteur du BTP risque d'être fortement impacté par la mise en confinement du pays.

L'an passé, après plusieurs années de hausse, le secteur de la construction a enregistré un léger repli. Ce dernier s'explique essentiellement par une baisse de l'offre de logements à vendre, habituelle les années de municipales. Comme, en parallèle, les accédants à la propriété et les investisseurs ont continué de vouloir acheter, un déséquilibre s'est créé. Immanquablement, il a poussé les prix à la hausse. Selon la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI), ils ont augmenté en moyenne de 4,6 % en 2019. Une hausse non négligeable pour le budget des acquéreurs, qui devaient sur un an débourser 9 000 € de plus pour un logement de 60 mètres carrés en province et 12 000 € supplémentaires s'il était situé en Ile-de-France.

Mauvaise nouvelle : au début de l'année, les permis de construire ont diminué de 6,7 %. Cela implique que moins de logements vont être mis en chantier au premier semestre, et donc mis en vente ensuite, ce qui risque de faire à nouveau augmenter les prix et... de peser sur le pouvoir d'achat des acheteurs. Pour éviter cet effet, beaucoup attendaient la fin de la période électorale avant d'envisager une relance des projets urbains. Hélas, la crise sanitaire que traverse la France, le confinement général et les arrêts des chantiers risquent de porter un coup dur au secteur de la construction. Les ventes de logements neufs, qui avaient été de près de 160 000 en 2019, selon la FPI, s'annoncent donc nettement moins nombreuses cette année. *

M. P.



GETTY IMAGES

Contracter un prêt pour investir dans la pierre n'a jamais été aussi intéressant.

Financement

Les conditions d'emprunt restent très favorables

Malgré la pression des autorités, les banques n'ont encore que timidement resserré le robinet du crédit. Les taux restent au plancher.

Et si ce encore le moment de financer l'acquisition d'un appartement ou d'une maison ? Après une année 2019 historique, les emprunteurs se posent la question. Et la réponse se trouve directement dans les plaquettes des banques et des courtiers : bien que les autorités veuillent éviter la surchauffe, les conditions d'emprunt restent extrêmement favorables. « La fenêtre est encore bien ouverte », confirme un courtier.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En février, les taux d'emprunt étaient encore à 1,17 % en moyenne en décembre 2019, soit leur plus bas historique, selon les données de la Banque de France, qui compile tous les dossiers. Ceux de l'Observatoire Crédit Logement/CSA (seulement 40 % des dossiers) sont encore plus bas, avec un taux moyen inférieur à 1,15 % en janvier.

A ce niveau, les taux sont six fois moins élevés qu'au début des années 2000 et quatorze fois moins qu'à la fin des années 1980 ! « Ce sont des conditions

exceptionnelles », souligne un banquier. Comment est-ce possible ? A la faveur de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), les banques prêtent à tour de bras et avec des taux au plancher pour garder les clients.

Contrairement à la volonté des autorités, la croissance de l'encours s'est même accélérée en février, d'après les chiffres publiés par la Banque de France : le crédit à l'habitat aux particuliers a ainsi augmenté de 7 % en janvier (contre + 6,8 % en novembre et en décembre), avec une production de 23,5 milliards d'euros sur le mois. Pour l'année 2019, la production avait déjà atteint 250 milliards d'euros.

La période 2020 sera-t-elle bénéfique pour tous ? Pas si sûr, car ces conditions très avantageuses ne profitent plus à tous les emprunteurs. Les recommandations du Haut Conseil de stabilité financière (HCSF), en faveur du respect d'un taux d'effort de 33 % et d'une durée maximale de vingt-cinq ans pour les crédits, semblent commencer à porter leurs fruits. Selon Crédit Logement, les prêts à plus de vingt-cinq ans se font ainsi de plus en plus rares : la durée moyenne des emprunts se stabilise à 228 mois en février (après une baisse de quatre mois en janvier). Idem pour le taux d'effort.

De l'avis de tous les experts, la production de crédits immobiliers a, en effet, commencé à baisser pour les primo-accédants et les investisseurs locatifs. De combien ? S'il est encore trop tôt pour le chiffrer, certains courtiers le constatent

et expliquent que la production globale devrait s'établir aux alentours de 200 milliards d'euros en 2020, soit une baisse de plus de 50 milliards d'euros en un an.

Fin janvier, les banques ont fait savoir, par la voix de l'Observatoire des crédits aux ménages, que les restrictions du HCSF auraient un impact sur le nombre de ménages pouvant accéder au crédit immobilier. Au total, ce sont 10 % des dossiers, soit environ 100 000 ménages, qui seraient affectés, notamment les primo-accédants (sans apport), note cet institut proche de la Fédération bancaire française.

Une projection contestée par Bercy, qui rappelle que jusqu'à 15 % de la production pourrait s'écartier du strict respect de ces critères, dont les trois quarts réservés exclusivement aux primo-accédants et aux acquéreurs de leur résidence principale. Mais la réalité est là. Si les conditions d'emprunt devraient rester très favorables dans les mois à venir, tout le monde ne pourra pas en bénéficier : « C'est le grand changement par rapport à 2019, explique un courtier. C'est toujours très avantageux d'acheter, mais tout le monde ne peut pas le faire. » *

RAPHAËL BLOCH

Location

Des loyers qui augmentent moins vite que l'inflation

La hausse des quittances est contenue pour les baux en cours. Les propriétaires se rattrapent lorsqu'ils remettent leur bien sur le marché, en dépit des contraintes réglementaires.

La rentabilité locative s'effrite pour les nouveaux investisseurs. La faute au niveau des loyers, qui augmentent beaucoup moins vite que les prix d'achat de l'immobilier dans les grandes villes. Selon les derniers chiffres livrés par l'Insee, calculés sur un panel relativement faible de 5 000 biens, à la fin de septembre 2019, l'évolution des quittances dans le secteur libre se limitait en moyenne à + 0,9 % sur un an (+ 1,3 % en régions et + 0,8 % en agglomération parisienne), tandis que le

REPRENEZ **LE POUVOIR** SUR VOTRE **BUDGET**



Avec **ARC AGIP**
vous pouvez réaliser des **économies⁽¹⁾**
sur votre contrat assurance emprunteur.

La souscription peut s'effectuer
en **moins de 20 minutes** auprès
d'un conseiller AXA.

(1) Economies réalisées par un couple de cadres de 50 et 42 ans, non-fumeurs, qui emprunte 428 860 € sur 15 ans à un taux d'intérêt du crédit de 1,2 % avec une date d'effet au 30/09/2016. La reprise se fait au 30/09/2018 pour un capital restant dû de 396 166 € sur 13 ans à un taux d'intérêt du crédit de 1,2 % avec une date d'effet au 30/09/2018.

Pour en savoir plus, rencontrez un conseiller AXA.

AGIPI est une association d'assurés pour la retraite, l'épargne, la prévoyance et la santé, partenaire d'AXA. En rejoignant AGIPI, vous bénéficiez de solutions personnalisées et adaptées à vos besoins. Au 31 décembre 2019 : 580 000 adhérents, 18,8 Md€ d'épargne confiée en gestion.

AGIPI - 12 avenue Pierre Mendès France - 67300 Schiltigheim
Registre des Associations du Tribunal d'instance de Schiltigheim
Siren 307 146 308

SUIVEZ-NOUS SUR  
RETRouvez-NOUS SUR aqipi.com

The logo for AGIP, featuring the word "AGIP" in a bold, black, sans-serif font, with a blue swoosh graphic above and below the text.

► prix de la pierre croissait de 3,2 % sur la même période.

La réglementation restreint la marge de manœuvre des bailleurs quand il s'agit de majorer les quittances. L'augmentation annuelle des baux en cours est en effet limitée par l'indice de référence des loyers (IRL) publié trimestriellement par l'Insee. Indexée sur l'inflation (hors tabac et hors loyers) depuis 2008, la progression de l'IRL est toutefois inférieure à cette dernière depuis quatre ans. Elle est de 0,95 % en 2019, et celle des prix à la consommation de 1,1 %.

La fixation du loyer n'est libre qu'à la première location d'un bien. Et à l'occasion d'un changement de locataire ? Egalemen... sauf dans les villes privilégiées par les investisseurs ! Dans près de 1150 communes des 28 principales agglomérations – zones dites tendues en raison d'une offre locative insuffisante au regard de la demande –, le propriétaire doit appliquer au nouveau locataire le dernier loyer facturé à son prédecesseur. Seules façons d'échapper à cette contrainte : ne pas avoir loué le logement depuis au moins dix-huit mois, avoir réalisé d'importants travaux d'amélioration ou justifier d'un loyer manifestement sous-évalué.

Différents freins permettent de modérer l'appétit des propriétaires

A ces freins modérant l'appétit des propriétaires s'ajoute le retour du plafonnement des loyers prévu par la loi Elan dans les municipalités désireuses de l'appliquer. Paris et Lille ont déjà franchi le pas. Les bailleurs ont toutefois la possibilité d'appliquer un complément de loyer au plafond si le logement présente des caractéristiques de localisation ou de confort le justifiant. « La loi ne précisant pas ces caractéristiques et en l'absence de décision de justice, il règne un véritable flou juridique », indique Hélène Le Gall, directrice générale de l'agence départementale de l'information sur le logement de Paris.

Les bailleurs s'engouffrent dans les différentes brèches permettant de déroger aux règles d'encadrement des loyers. « Cela explique en partie quel l'évolution des loyers

ACCÈS AU LOGEMENT

Meublés : l'option méconnue du bail mobilité

Instauré par la loi ELAN en 2018, ce contrat s'adresse aux étudiants et jeunes en formation ou mutation professionnelle. Les propriétaires le boudent encore.

Trouver un toit peut relever du casse-tête pour les plus jeunes et les précaires.

Faciliter l'accès au logement des étudiants et favoriser la mobilité professionnelle : tel était le double objectif du bail mobilité, une nouvelle forme juridique de contrat de location instaurée par la loi Elan, réservée aux biens loués meublés. Caractérisé d'abord par sa courte durée, comprise entre un et dix mois, il ne peut être ni renouvelé ni reconduit. Sa longévité est toutefois modifiable une fois, par avenant, sans que la durée totale du contrat dépasse dix mois. Le locataire a la possibilité de le rompre à tout moment, sous réserve d'un préavis d'un mois. Pour bénéficier d'un tel contrat, le candidat locataire doit pouvoir

justifier d'être en formation professionnelle, en mutation professionnelle ou en mission temporaire ; en études supérieures ; en stage ou en contrat d'apprentissage ; ou encore en engagement volontaire dans un service civique. « Ce bail est boudé par les propriétaires bailleurs, car ils ne peuvent pas exiger du locataire un dépôt de caution », commente Eric Allouche, directeur exécutif du réseau d'agences immobilières ERA. Ils peuvent en contrepartie inciter leurs candidats locataires à adhérer à la garantie d'Etat Visale (Visale.fr), gratuite et protectrice pour les loueurs en cas d'impayés. *

G. M.

proposés dans les petites annonces que nous publions soit bien supérieure à l'inflation dans certaines villes pourtant situées en zones tendues », commente Michel Léchenault, responsable éditorial du groupe SeLoger. Selon le baromètre mensuel de la plateforme, les loyers des nouveaux baux sont en hausse sur un an de 0,8 % en moyenne nationale, mais progressent de 4,9 % à Marseille ou de 5,3 % à Lille. Ils décroissent dans quelques villes,

notamment à Brest (- 5,6 %), Clermont-Ferrand (-3 %) ou encore Limoges (-0,6 %). A noter que les loyers des meublés augmentent plus rapidement que ceux des logements nus – de 2,8 % à Nice, par exemple –, pour un montant moyen de 640 euros par mois, contre 1,10 % pour les biens loués nus, à 604 euros par mois en moyenne seulement. L'eldorado de la location saisonnière de courte durée au tarif non encadré ! *

GILLES MANDROUX



rêver,
créer,
ériger



SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS 94 - En co-réalisation avec Excelya

LES BELLES ADRESSES D'EMERIGE DONNEZ PLUS D'ESPACE À VOTRE CONFORT

Découvrez nos emplacements de choix, nos appartements spacieux et bien agencés, aux surfaces adaptées aux besoins de toute la famille.



RUEIL-MALMAISON 92



CLAMART 92



En co-réalisation avec Séquoia Résidentiel

BOBIGNY 93

Toutes nos offres sur emerige.com

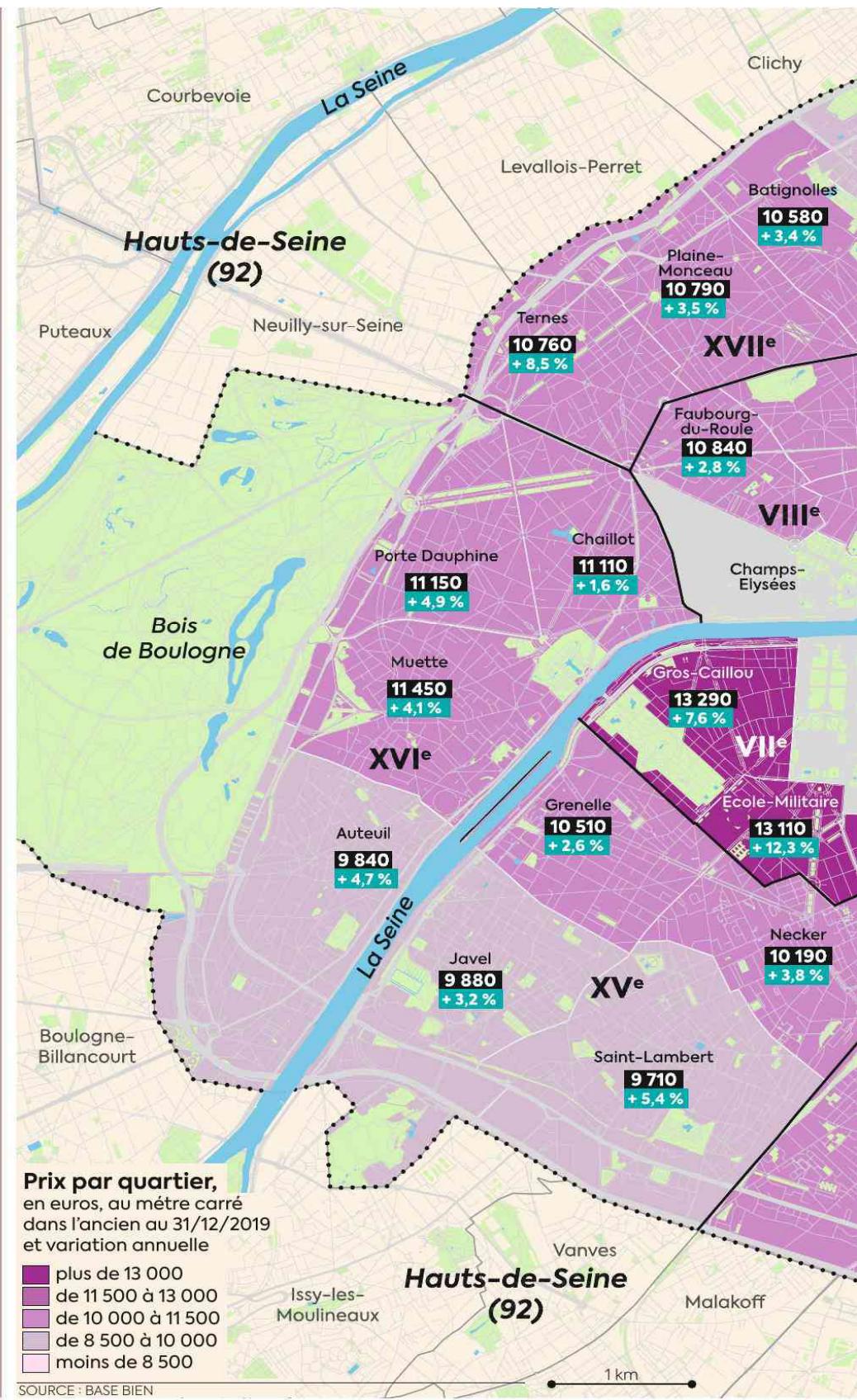
01 78 05 45 07

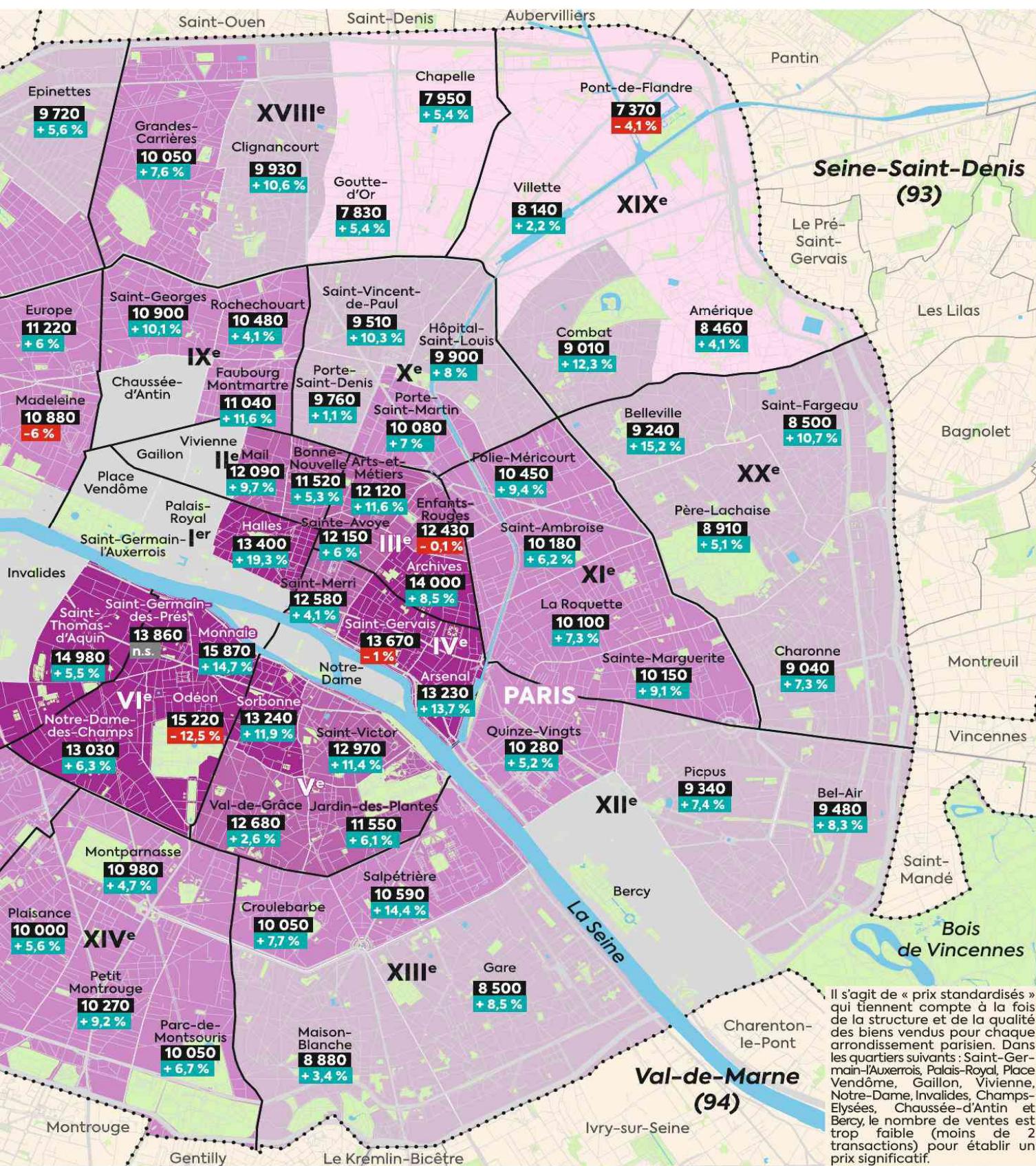
FLAMBÉE

Paris, les prix toujours plus hauts

Les tarifs des appartements parisiens atteignent des niveaux records dans tous les arrondissements.

L'an dernier, selon les notaires, le tarif moyen des appartements parisiens a progressé de 6,2 %. La ruée vers la capitale, qui dure depuis plus de trois ans, a entraîné une forte hausse de la demande alors que les logements mis en vente étaient toujours moins nombreux. Conséquence : une large part de la population est aujourd'hui exclue du marché. « En 2019, les cadres supérieurs et moyens ont représenté près de 85 % des acheteurs, et les employés et ouvriers seulement 4,9 %, contre 12,2 % il y a dix ans », constate Laurent Vimont, président de Century 21 France. Désormais, il faut compter 10 936 €/m² en moyenne pour devenir propriétaire dans la capitale. Avec un écart de près de 60 % entre le XIX^e, l'arrondissement le moins cher à 8 580 €/m², et le VI^e, le plus onéreux à 13 700 €/m². Autre constat : désormais, un prix moyen inférieur à 10 000 €/m² se trouve dans seulement sept arrondissements, et les XIX^e et XX^e sont restés les seuls en dessous de 9 000 €/m², probablement plus pour longtemps puisque, en 2019, la hausse des prix y a été de 7,3 et 8,7 %. M. Pe. *





ÎLE-DE-FRANCE

Les acheteurs misent sur les villes en périphérie

Les prix des biens dans les communes des petite et grande couronnes parisiennes s'envolent.

La forte pénurie de biens à vendre dans la capitale a poussé de nombreux acquéreurs à passer le périphérique pour devenir propriétaires. En parallèle, les perspectives du Grand Paris ont incité les investisseurs à acheter des appartements anciens dans les communes en devenir. Conclusion : en un an, les prix ont fortement augmenté en première couronne. Selon les notaires, les progressions moyennes atteignent 5,8 % dans les Hauts-de-Seine, 5,5 % en Seine-Saint-Denis et 4,3 % dans le Val-de-Marne. Avec des pics dans certaines villes de l'ouest, comme à Neuilly-sur-Seine où les prix dépassent les 10 000 € le mètre carré. Dans les quatre départements de seconde couronne, les hausses de prix ont été plus modérées : 3 % en moyenne pour les appartements et 0,4 % pour les maisons. En revanche, « le nombre de transactions a été nettement plus élevé en seconde couronne et le rythme des ventes s'est accru en fin d'année », confie la Chambre des notaires du Grand Paris. Le phénomène a été davantage marqué pour les appartements (+ 13 % de ventes) que pour les maisons (+ 6 %). M. Pe. *

Les prix en Ile-de-France

PRIX AU MÈTRE Carré STANDARDISÉ DANS L'ANCIEN AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET VARIATION SUR UN AN.

Villes	APPARTEMENTS		MAISONS	
	€/m ²	%	€	%
SEINE-ET-MARNE	2 680	2,9	238 900	-0,6
Avon	2 260	8,2		
Bailly-Romainvilliers			457 500	0
Boissy-le-Châtel			241 100	0
Brie-Comte-Robert	3 090	10,8		
Brou-sur-Chantereine	2 500	0		
Bussy-Saint-Georges	3 650	4,2	478 000	5
Cesson			282 800	9,9
Champs-sur-Marne	2 980	3,5	394 400	9
Chelles	2 760	-3	321 300	4,8
Claye-Souilly	3 470	0	335 600	-1,5
Combs-la-Ville	2 480	6,3	262 500	-0,4
Coulommiers	2 670	12,5	212 200	3
Country			309 800	7,6
Dammartin-les-Lys	2 140	-8,8	229 000	-6
Emerainville	3 200	-3,1	331 800	0
Esbly			273 300	7,4
Forémoutiers			227 600	0
Fontainebleau	3 650	12,9	484 100	2,6
Fontenay-Trésigny			263 200	6,4
La Ferté-sous-Jouarre			200 700	-0,1
Logny-sur-Marne	3 610	7,5	369 800	16,9
Le Mée-sur-Seine	1 570	5,8	230 200	9,1
Lieusaint	2 830	1,4		
Longnes	3 240	5,7		
Meaux	2 480	2,5	255 600	9,3
Melun	2 270	4,8	253 900	13,1

Villes	APPARTEMENTS		MAISONS	
	€/m ²	%	€	%
Mitry-Mory			268 400	8,9
Moissy-Cramayel	2 520	3,4		
Montévrain	3 910	3,2		
Montry			281 400	10
Moret-sur-Loing			261 100	8,5
Mormant			204 400	0
Mouroux			234 800	5,2
Nanteuil-lès-Meaux			235 300	0
Nemours			164 200	-12,4
Nolisiel	2 630	3,9		
Ozoir-la-Ferrière	3 350	0	349 200	0,0
Pontault-Combault	3 400	5,6	322 300	3,4
Quincy-Voisins			293 000	0
Roilisy-en-Brie	2 720	3,5	317 300	8,3
Saint-Fargeau-Ponthierry	2 200	8,9	305 300	-10,9
Saint-Thibault-des-Vignes			330 700	0
Savigny-le-Temple	2 280	-2,5	237 100	-1
Serris	4 360	1,9		
Thomery			259 100	0
Thorigny-sur-Marne	3 060	0	339 300	0
Torcy	2 900	-0,1		
Vaires-sur-Marne	3 010	8,2	333 400	-8,3
Vaux-le-Pénil			260 400	0
Villenoy	3 080	0		
Villeparisis	2 730	2,8	264 300	4,7
YVELINES	3 930	3,9	378 500	1,1

Villes	APPARTEMENTS		MAISONS	
	€/m ²	%	€	%
Achères	3 190	2,7	353 800	8,7
Andrésy	2 710	3,1	357 700	-12,2
Aubergeriville	1 840	-2,3		
Beynes			348 900	0
Bois-d'Arcy	3 100	0		
Bougival	3 940	1		
Carrières-sous-Poissy	3 120	0,1	289 900	1,2
Carrières-sur-Seine	3 980	-9,6		
Chambourcy	3 290	-2,7		
Chatou	4 690	7,2	684 200	-7,1
Conflans-Sainte-Honorine	2 920	1,2	336 000	-1,6
Croissy-sur-Seine	4 930	2,6	937 900	3,8
Elancourt	2 590	1	344 600	0,2
Epône			261 700	1,8
Fontenay-le-Fleury	3 040	14,6		
Guyancourt	3 690	5,8		
Houilles	4 430	11,5	460 900	2,9
La Celle-Saint-Cloud	3 750	6,5		
Le Chesnay	4 870	2,8		
Le Mesnil-Saint-Denis			352 800	-4,6
Le Pecq	3 970	6,9		
Le Perray-en-Yvelines			375 200	21,9
Le Port-Marly	3 910	-3,3		
Le Vésinet	5 070	-0,4	1103 400	1,5
Les Clayes-sous-Bois	2 580	-6,1	375 200	-4,9
Les Essarts-le-Roi			333 100	0

Les prix en Ile-de-France

PRIX AU MÈTRE Carré STANDARDISÉ DANS L'ANCIEN AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET VARIATION SUR UN AN.

Villes	APPARTEMENTS		MAISONS	
	€/m ²	%	€	%
Les Mureaux	1570	-5,9	207 400	-4,8
Louveciennes	3 430	-13,9		
Maisons-Laffitte	4 980	2	811 600	6,4
Mantes-la-Jolie	2 610	25,3		
Marly-le-Roi	3 480	-1,6		
Maurepas	2 770	1,6	334 700	0,9
Meulan	2 280	-0,6		
Montesson	3 780	0,4	487 700	1,7
Montigny-le-Bretonneux	3 540	-1,9	500 800	8,4
Orgeval			540 700	14,7
Plaisir	2 710	-0,4		
Poissy	3 380	0,3	446 400	3,4
Rambouillet	3 240	-4,5	435 600	8,4
Saint-Cyr-l'Ecole	3 560	6,9		
Saint-Germain-en-Laye	5 820	-1,1		
Saint-Kéry-les-Chevreuse			494 600	1,9
Sartouville	3 420	-2,4	374 400	-5,5
Troppes	2 280	-1,6		
Triel-sur-Seine	2 910	0	341 200	2,8
Verneuil-sur-Seine	2 820	14,9	409 000	0
Vernouillet			399 800	11,2
Versailles	6 120	1	954 100	-0,2
Villepreux			369 600	4,1
Viroflay	5 340	11,6		
Voisins-le-Bretonneux	3 900	0		
ESSONNE	2 670	2,5	291 300	0,5
Arpajon	2 740	-21,5	233 600	0
Athis-Mons	2 670	0	306 600	5,1
Bondoufle			284 300	-5,1
Boussy-Saint-Antoine	2 470	0		
Brétigny-sur-Orge	2 750	-2	302 700	2,3
Brunoy	2 650	-5	355 600	4,9
Chilly-Mazarin	2 420	2,2	292 400	0
Corbeil-Essonnes	2 120	1,1	230 800	2,7
Courcouronnes	2 110	2,5		
Crosne	2 360	-8,5		
Draveil	2 430	-1,9	299 800	-6,4
Épinay-sur-Orge	3 100	0		
Étampes	2 010	4,5	217 500	-7,2
Evry	1 870	1,1		
Gif-sur-Yvette	3 580	-3,2	455 500	2,7
Juvisy-sur-Orge	3 000	-3,0	293 600	0
La Ville-du-Bois			275 700	0
Les Ulis	2 130	1,7		
Longjumeau	2 400	9,4	359 600	0
Massy	3 540	5,8		
Montgeron	2 860	-3,1	330 500	-6,2
Monthéry			371 600	0
Morangis			313 700	5,1
Morsang-sur-Orge	2 540	7,2	323 200	5,8
Orsay	3 990	-4,2	481 300	1,6
Palaiseau	3 450	10,7	423 400	-6,8
Quincy-sous-Séhardt			273 600	5,9
Ris-Orangis	1 800	6,3	250 900	5
Sainte-Geneviève-des-Bois	2 450	-2,8	298 500	4,9
Saint-Germain-lès-Arpajon			279 400	0
Saint-Michel-sur-Orge	2 200	3,9	275 600	-2,3
Saint-Pierre-du-Perray			287 300	-4,8
Savigny-sur-Orge	2 400	-0,4	294 300	3,5
Vigneux-sur-Seine	2 800	10,9	264 900	-2,6
Villebon-sur-Yvette	3 250	0		
Viry-Châtillon	2 670	1	286 300	11,1
Wissous	3 590	-3,4		
Yerres	2 670	-5,7	348 500	7,4
HAUTS-DE-SEINE	6 090	5,8	625 500	0,3
Antony	4 810	5,6	573 000	-0,8
Asnières-sur-Seine	6 180	5,4	810 700	3,1
Bagneux	4 600	10,8		
Bals-Colombes	5 770	4,1		
Boulogne-Billancourt	8 620	6,5		
Bourg-la-Reine	5 070	6,3		
Châtenay-Malabry	4 300	13,4		
Châtillon	5 340	0,3	589 600	-3,3

Villes	APPARTEMENTS		MAISONS	
	€/m ²	%	€	%
Chaville	5 280	9,6	733 800	-2,5
Clamart	5 220	8,2	696 200	-0,7
Clichy	6 560	7,4		
Colombes	4 600	6,3	632 100	5,7
Courbevoie	6 790	5,8		
Fontenay-aux-Roses	4 390	4,0		
Garches	5 240	9,1		
Gennevilliers	4 000	6,5		
Issy-les-Moulineaux	7 510	6,1		
La Garenne-Colombes	6 510	6,3	937 900	0
Le Plessis-Robinson	4 860	1,5		
Levallois-Perret	9 440	9,1		
Malakoff	6 510	4,9		
Meudon	5 080	-14		
Montrouge	7 220	9,6		
Nanterre	4 950	5,3	571 900	5,2
Neuilly-sur-Seine	10 530	9		
Puteaux	7 060	6,9%		
Rueil-Malmaison	5 190	-0,6	767 100	-8,1
Saint-Cloud	6 480	6,8		
Sceaux	6 090	8,3	1005 500	0
Sèvres	5 380	2,9		
Suresnes	6 630	9,6	787 600	-12,2
Vanves	6 520	8,6		
Vauresson	5 300	8,9		
Ville-d'Avray	5 610	10,5		
Villeneuve-la-Garenne	3 070	0		
SEINE-SAINT-DENIS	3 640	5,5	285 000	0,4
Aubervilliers	3 600	10,7		
Aulnay-sous-Bois	2 860	3,8	285 800	0,9
Bagnol	4 390	0,3		
Bobigny	2 760	-2,5	272 400	-0,4
Bondy	2 730	4,3	277 200	4,1
Clichy-sous-Bois	1 990	14,6		
Drancy	2 780	4,6	262 300	2,6
Dugny	2 450	0		
Epinay-sur-Seine	2 500	9,2		
Gagny	2 840	4,9	312 900	2,5
Gournay-sur-Marne			369 900	-4,7
La Courneuve	2 530	-8,1		
Le Blanc-Mesnil	2 690	-6	287 800	6,4
Le Bourget	3 260	18,3		
Le Pré-Saint-Gervais	5 970	10,2		
Le Raincy	3 590	-6,6		
Les Lilas	6 110	5		
Les Pavillons-sous-Bois	2 830	1,8	306 300	9,3
Livry-Gargan	2 540	2,7	284 800	0
Montfermeil			247 500	-7,1
Montreuil	5 790	10,2	500 000	6,3
Neuilly-Plaisance	3 810	8,7	421 000	7,8
Neuilly-sur-Marne	2 600	-2,2		
Noisy-le-Grand	3 520	0,7	399 000	2,2
Noisy-le-Sec	3 260	9,3	385 400	15,1
Pantin	5 550	9,2		
Pierrefitte-sur-Seine	2 420	6,6	238 600	-5,6
Romainville	5 010	14,2		
Rosny-sous-Bois	3 340	4,1	404 800	9
Saint-Denis	3 540	3		
Saint-Ouen	5 810	14,2		
Sevran	2 260	12,9	256 900	1,5
Stains	2 220	4,9		
Tremblay-en-France	2 460	5,9	258 600	0,7
Vaujours	3 020	0		
Villenomble	3 060	-3,4	387 800	3
Villepinte	2 360	10,1	239 400	-3,7
VAL-DE-MARNE	4 660	4,3	372 900	0,3
Ablon-sur-Seine	2 420	0		
Alfortville	4 660	9,7		
Arcueil	5 320	10,2		
Boissy-Saint-Léger	2 610	5,5	332 800	6,5
Bry-sur-Marne	4 200	3	514 200	0
Cachan	4 840	2,5		
Chamigny-sur-Marne	3 200	1,3	375 600	-0,9
Charenton-le-Pont	7 720	3,6		
Chennevières-sur-Marne	3 040	4,7		
Chevilly-Larue	3 070	-0,2		

Villes	APPARTEMENTS		MAISONS	
	€/m ²	%	€	%
Châlons-le-Roi	3 200	1,3		
Créteil	3 330	0,2	448 000	-4,8
Fontenay-sous-Bois	5 330	3,1	615 500	7,7
Fresnes	3 140	5,5		
Gentilly	5 900	4,8		
Irvy-sur-Seine	4 850	8,3		
Joinville-le-Pont	5 390	7,5		
Le Kremlin-Bicêtre	6 020	8,1		
Le Perreux-sur-Marne	4 950	6,4	672 800	15,7
Le Plessis-Trévise	3 250	2,9	672 800	15,7
L'Haÿ-les-Roses	3 680	6,8	491 700	-2,9
Limé-Brevannes	2 950	6,7	316 700	1,2
Maisons-Alfort	5 290	4,4	948 800	0
Nogent-sur-Marne	5 580	-3,7		
Orly	3 000	32,5	311 600	0
Rungis	3 400	0		
Saint-Mandé	8 060	-2,3		
Saint-Maur-des-Fossés	5 300	4,7	651 900	4,4
Saint-Maurice	5 750	8%		
Sucy-en-Brie	3 130	3,5	375 400	-8,7
Thiais	3 220	3,5		
Villejuif	4 770	9,3	445 800	6
Villeneuve-le-Roi	2 870	-0,9	269 000	-17
Villeneuve-Saint-Georges	2 420	0,4	256 300	11,4
Villiers-sur-Marne	3 110	-0,8	382 100	-7,3
Vincennes	8 640	5,4		
Vitry-sur-Seine	3 560	2,1	427 800	5,3
VAL-D'OISE	2 760	2,9	282 100	0,6
Argenteuil	2 830	4,2	310 800	5,8
Arpajon	2 580	7,2	262 100	7,3
Auvers-sur-Oise			368 000	24,2
Beauchamp			343 000	0
Bezons	3 220	11	324 500	0,1
Boissy-Saint-Léger			332 800	6,5
Cergy	2 790	3,5	310 900	2,5
Champagne-sur-Oise			322 100	0
Chamigny-sur-Marne			375 600	-0,9
Cormeilles-en-Parisis	3 510	1,4	412 800	0
Courdimanche	2 970	0		
Deuil-la-Barre	2 960	0,7	368 300	11,4
Dormont	2 780	8,3		
Eaubonne	3 030	8,7	373 600	8,1
Enghien-les-Bains	5 090	4,5		
Eragny	2 660	14,4	283 200	-11,2
Ermont	3 120	3,2	395 900	6,7
Ezanville	2 720	10,3	321 700	4,3
Fosses			222 500	-5,3
Franconville	2 680	5,1	369 300	6,8
Garges-lès-Gonesse	2 110	11,2	255 700	3,2
Gonesse	2 480	3,5	238 400	0,6
Goussainville			229 100	2,1
Herblay	3 160	0,3	345 300	6,3
Jouy-le-Moutier			276 000	-1,7
La Frette-sur-Seine			365 200	-7
L'Isle-Adam	3 520	5,2	418 900	-6,2
Louvres	3 440	0		
Méry-sur-Oise	2 770	0	337 700	4,9
Montigny-lès-Bormes	2 070	-11,2	311 300	5
Montmagny	2 360	-2,5		
Montmorency	3 280	-4,3	497 600	7,6
Orry			302 500	-1,3
Parigny			333 600	-1,3
Pontoise	2 580	-5,1	321 000	-3,9
Presles			308 200	0
Saint-Brice-sous-Forêt	2 760	-3,4	374 200	6,1
Saint-Gratien	3 530	11,4		
Saint-Leu-la-Forêt	2 730	1,1	350 500	-4
Saint-Ouen-l'Aumône	2 440	1,2	288 100	3,9
Saint-Prix			491 700	0
Sannois	2 960	3,2		
Sarcelles	1 860	-1,2	272 700	0,7
Soisy-sous-Montmorency	3 040	1,4	405 300	-1,6
Taverny	2 690	1,6	355 000	10,5
Vauréal	3 230	0	306 600	8
Villiers-le-Bel	1 890	2,4	256 700	0

PROVINCE

Les grandes métropoles flambent, contrairement aux villes moyennes

Nantes, Lyon ou Rennes ont connu des hausses des prix spectaculaires. Une euphorie loin d'être partagée ailleurs.

En dernier, les jeunes acheteurs, secondes accédants et investisseurs ont été très actifs en province, mais l'évolution du marché y a été contrastée. Les métropoles ont attiré nettement plus d'acquéreurs. Certaines ont connu des augmentations de prix spectaculaires sur un an : c'est le cas à Nantes (+ 11,6 %), Lyon (+ 10,7 %) ou Rennes (+ 9,2 %). Dans d'autres, la hausse a été plus modérée, comme à Strasbourg (+ 2,7 %), Bordeaux (+ 1,9 %) ou Toulon (+ 1,6 %). Hors de ces métropoles, des cités balnéaires dynamiques du Grand Ouest (Biarritz, La Rochelle, Saint-Malo, Vannes...) ont elles aussi enregistré des pics de demande. En revanche, aucune euphorie n'a été constatée dans les villes moyennes et les zones enclavées dans des régions mal desservies ou éloignées des pôles d'activité pourvoyeurs d'emplois. Même si les transactions s'y réalisent plus rapidement, les prix ont peu progressé. Selon Meilleurs agents, en 2019, les tarifs de l'immobilier dans les 50 plus grandes villes de France ont augmenté deux fois plus que dans les zones rurales. *** M. Pe.**

Les prix dans 620 villes de France

PRIX MÉDIANS AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET VARIATIONS SUR UN AN

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
AIN						
Bourg-en-Bresse	1390	2,6			183 700	13,3
Divonne-les-Bains	4 920	1,2	6 480	2,4		
Ferney-Voltaire			5 580	3,6		
Gex	3 710	1,6	5 100	-10,4		
Miribel			3 550	-9,8		
Prévessin-Moëns			4 820			
Saint-Genis-Pouilly			5 190	19,1		
AISNE						
Chaulnes					84 600	-8,8
Saint-Quentin					76 000	7
ALLIER						
Montluçon					96 000	12,9
Vichy	1 180	1,2			129 300	-3,5
ALPES-MARITIMES						
Antibes	4 100	1,8	5 570	-3,5	542 500	-1,4
Beausoleil			8 160			
Cagnes-sur-Mer	3 820	-0,8	5 470	-1,1	451 300	1,4
Cannes	4 450	3	5 480	0,7	470 000	-4,1
Carros			4 820	6		
Grasse	2 460	2,3	4 150		365 000	-5,1
Le Cannet	3 200	2,6	5 340	2,1		
Mandelieu-la-Napoule	4 050	2,5	5 410			
Menton	4 150	1,9	5 420	-4,6		
Mougins	3 810	-0,1	5 760	13,5	602 400	-4,5
Nice	3 830	4,1	5 610	3,9	552 000	5,3
Roquebrune-Cap-Martin	5 160	-0,9				
Saint-Laurent-du-Var	3 920	1,7	5 260	2,2		
Vallauris	3 580	7,9	6 130	-4,3		
Vence	3 500	4,2				
Villefranche-sur-Mer	4 740	2,5	6 090			

Pour lire les tableaux, île-de-France mise à part, 7 départements ne sont pas représentés, car le nombre de transactions y était statistiquement insuffisant. Par ailleurs, pour chaque type de bien (appartement ancien, appartement neuf, maison ancienne) ont été retenus les chiffres des villes qui ont enregistré le plus de mutations. Si l'évolution par rapport à l'année précédente n'est pas indiquée, c'est qu'elle n'était pas significative. Les départements sont classés par ordre alphabétique et non minéralogique.

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
ARDÈCHE						
Guilherand-Granges	1 740	0,9				
ARDENNES						
Charleville-Mézières	1 000	-1,2			118 800	3,3
ARIÈGE						
Pamiers					117 100	4,1
AUBE						
Troyes	1 210	-0,8	3 210	-1,2	145 500	-3,6
AUDE						
Carcassonne	860	-1,9			124 000	7,8
Gruissan	2 530	3,2			138 900	2,9
Narbonne	1 850	15,9	3 170	-1,7	180 000	-5,3
AVEYRON						
Millau	1 200	11,8			197 400	14,8
Rodez	1 390	-1	2 690			
BAS-RHIN						
Bischwiller	2 020	0,2	3 580	9,6		
Brumath			3 430	4,8		
Haguenau	1 950	1,7	3 080	-3,9	214 600	-2,5
Illkirch-Graffenstaden	2 420	5,2	3 830	0		
Lingolsheim	2 030	7,6	3 510	18		
Oberhausbergen			3 920	5,5		
Obernai			4 060	6,8		
Ostwald			3 360	2		
Schiltigheim	2 170	0,7	3 910	6,5		
Strasbourg	2 700	2,7	4 610	-0,5	352 500	9,6
HAUT-RHIN						
Hœnheim			2 980	-4,1		
BOUCHES-DU-RHÔNE						
Aix-en-Provence	4 020	2,6	5 540	6,8	590 200	9
Allauch					380 000	2,7
Arles					220 000	3,3
Aubagne	2 410	2,3	4 650	3,4	373 000	11,1

Les prix dans 620 villes de France (suite)

PRIX MÉDIANS AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET VARIATIONS SUR UN AN

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
Châteauneuf-les-Martigues			3370			
Châteaurenard					248 300	3
Fos-sur-Mer					260 500	8,5
Gardanne	2700	7,1	3990	9,6		
Istres	2360	0,1	3240	-1,8	243 600	-2,6
La Clotat	3740	0,7	4850	2,1		
Les Pennes-Mirabeau					331 200	8,6
Marignane	2000	0,8	3760	7,8	301 000	5,6
Marseille	2380	3,2	4190	6,1	320 000	1,6
Marseille I	2270	1,4	3830	10,8		
Marseille II	2510	4,4				
Marseille III	1350	2,9				
Marseille IV	2070	4	3880	8,7		
Marseille V	2490	3,9				
Marseille VI	2810	5	5000			
Marseille VII	3290	3				
Marseille VIII	3270	0,6	5110	-0,6		
Marseille IX	2320	0,2	4430	1,3		
Marseille X	2050	-0,7	3880	0		
Marseille XI	2240	14	4090	4,6	349 300	7,5
Marseille XII	2600	4,5	4360	2	444 200	15,6
Marseille XIII	1960	-3,8	3930	8,4	300 000	-3,2
Marseille XIV	1360	-0,3	3370			
Marseille XV	1290	3,6			223 400	-6,9
Marseille XVI	2430	7,4				
Martigues	2380	9,4	4170	0,3	319 100	8,8
Meyreuil			4120	3,1		
Miramas	1970	-3,8	2810	-1,8	234 000	3,5
Roquevaire			4430			
Saint-Martin-de-Crau					252 000	4,5
Salon-de-Provence	2160	1,7	3240	6,9	300 000	5,3
Simiane-Collongue					442 000	8,6
CALVADOS						
Bayeux	1680	14,9				
Caen	2100	8,3	3850	4,2	265 000	11,8
Colombelles			3680			
Hérouville-Saint-Clair	1210	3				
Honfleur			4050	-1,1		
Lisieux	1250	2,4				
Mondeville			3390	5,1		
Ouistreham					224 000	12,2
CHARENTE						
Angoulême	1140	5			114 100	-3,6
Cognac					116 300	0,6
CHARENTE-MARITIME						
La Rochelle	3850	8,9	4 510	2,1	293 500	8,3
Rochefort	1670	-2,7			160 000	0
Royan	2820	-1,1	4 080	17,6	257 500	3,2
Saintes	1530	-3,2			149 500	5,2
Saint-Georges-de-Didonne	3140	1,3			255 000	2
Saint-Jean-d'Angély					94 000	8
Saint-Pierre-d'Oléron					224 400	5,8
Saujon					171 800	1
CHER						
Bourges	1220	4,2			135 000	2,3
Vierzon					65 000	-3
CORRÈZE						
Brive-la-Gaillarde	1290	6,2			131 800	-1,7
CÔTE-D'OR						
Beaune	1910	12,1			190 000	1,6
Chenôve			3360			
Dijon	2030	3,6	3 610	4,5	230 000	-0,3
Fontaine-lès-Dijon			3420			
Longvic			3 060	11,1		
CÔTES-D'ARMOR						
Dinan					218 500	11,5
Lanvion					146 500	1
Le Mené					69 500	-0,7
Paimpol					181 200	3,5
Perros-Guirec					188 000	4,4
Plérin					165 000	0,6

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
Saint-Brieuc	1050	-2,7			125 000	-0,6
Binic-Etables-sur-Mer					190 500	6
Lamballe-Armor					146 200	-11,4
DEUX-SÈVRES						
Bressuire					125 000	12,1
Mauléon					110 000	-4,3
Niort	1270	-1,7			135 000	4,7
Parthenay					82 500	13
Thouars					61 500	-11,5
DORDOGNE						
Bergerac					121 200	6,3
Montpon-Ménestérol					110 000	5,5
Périgueux	1440	11,2			144 400	-3,7
DOUBS						
Besançon	1640	1	3 280	-11,6	230 000	1,3
Pontarlier	2140	6,8				
DRÔME						
Bourg-lès-Valence	1440	8,4				
Crest			2 740			
Montélimar	1300	-3,9			206 200	9,7
Romans-sur-Isère	1250	2,4				
EURE						
Evreux	1410	3,3			143 000	-4,7
Louviers					138 500	-0,4
EURE-ET-LOIR						
Chartres	2 040	-1,3	3 690		195 500	8,6
Dreux	1 430	4			133 500	-4,6
Lucé			3 010	-8,9		
Mainvilliers			3 380			
FINISTÈRE						
Brest	1 300	6,2	2 940	-0,4	166 300	3,9
Concarneau	2 150	9,4	3 260	3	180 500	-2,3
Crozon					168 000	7
Douarnenez	1 260	-6,7			125 000	2,9
Landerneau					165 000	16,4
Moëlan-sur-Mer					175 000	8,7
Morlaix	850	-9,8			103 500	-14
Penmarch					150 000	15,4
Pont-l'Abbé					147 000	3,5
Quimper	1 360	1,5			150 000	-3,2
Rosporden					128 500	
GARD						
Alès	1 190	10			140 000	-5,1
Le Grau-du-Roi	3 640	-0,7				
Nîmes	1 670	3,2	3 730	7,5	208 300	4,2
Villeneuve-lès-Avignon			4 070			
GIRONDE						
Andernos-les-Bains			4 270	5,1	375 000	2,2
Arcachon	5 970	9,4				
Bassens			3 650	1,2		
Bègles	3 120	3,9	3 770	0	338 700	7,4
Bordeaux	4 310	1,9	4 580	6,6	470 000	6
Bruges	3 200	9,4	4 030	-1,8		
Cenon	2 100	4,8	3 900	6,9		
Eysines			3 760		329 900	3,1
Gujan-Mestras			4 150		370 800	
La Teste-de-Buch			4 670	2,5	369 000	2,5
Le Bouscat	3 280	5,1	5 070	-0,1	457 700	-4,1
Lège-Cap-Ferret					745 000	11,8
Libourne	1 900	18,2			185 000	2,8
Lormont			3 490	3,8		
Parempuyre			3 580	2,7		
Pessac	3 080	9,3	4 520	8,9	363 300	1,9
Saint-Médard-en-Jalles			4 480	0,1	322 600	0,8
Talence	3 560	1	4 420	4,8	398 500	2,7
Villenave-d'Ornon			4 060	3,9	303 200	4,5
HAUTE-GARONNE						
Aucamville			4 100	14		
Beauzelle			3 710	3,8		
Blagnac	2 550	3,4	3 950	1,5		
Castanet-Tolosan			4 320	2,9		
Colmiers	2 120	1,5	3 740	21	261 900	-0,2

Les prix dans 620 villes de France (suite)

PRIX MÉDIANS AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET VARIATIONS SUR UN AN

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
Cornébarrieu			3580	5,0		
Cugnaux			3780	4,8		
Fenouillet			3860	15,8		
Frouzins			4160			
Launaguet			3600			
Muret	1790	4,3			211200	2,4
Plaisance-du-Touch			3700		277200	0,4
Ramonville-Saint-Agne	2440	4,1				
Revel					173000	15,3
Saint-Jory			3750	5,5		
Saint-Orens-de-Gameville			3990	9,3		
Toulouse	2770	5,7	4140	2,2	363300	10,6
Toumefeuille			3970	-1,0	326100	-1,2
HAUTE-LOIRE						
Le Puy-en-Velay	1060	-0,4				
HAUTE-MARNE						
Saint-Dizier					94500	13,5
HAUTES-ALPES						
Briançon	2100	8,9	3740	-9,3		
Gap	1880	-0,8	3070	-6,4	256200	-4,2
HAUTE-SAÔNE						
Vesoul	940	-3,5				
HAUTE-SAVOIE						
Annecy	4030	4,7	5470	8,1	510000	9,6
Annemasse	2810	-0,1	4400	3,5		
Bonneville	2230	2,4	3750	1		
Bons-en-Chablais			4200	5,6		
Chamonix-Mont-Blanc	6990	7,7				
Cluses	1830	-2,9	4230			
Epagny Metz-Tessy			4540	-1,5		
Evian-les-Bains	3520	1,3	4870	0,3		
La Balme-de-Sillingy			4030			
La Roche-sur-Foron			3610	-5,3		
Poisy			4330	2		
Saint-Gervais-les-Bains	3500	0,6				
Saint-Jorioz			4450	2,2		
Saint-Julien-en-Genevois			4470	0,8		
Saint-Pierre-en-Faucigny			3880	0,2		
Sallanches	2640	-4,6	3680	-3,9		
Thonon-les-Bains	2690	-0,9	4110	0,9		
Vétraz-Monthoux			4820			
HAUTES-PYRÉNÉES						
Tarbes	1060	4,8			132000	3,1
HAUTE-VIENNE						
Limoges	1220	5,3			145000	1,6
HAUT-RHIN						
Colmar	1940	9,2	3610	3,2		
Huningue			3770	1,9		
Mulhouse	1040	0,5				
HÉRAULT						
Agde	2720	-2,4	5070		216000	1,7
Baillargues			3710	-4,2		
Balaruc-les-Bains	3720	-2,3				
Béziers	1160	11,6	3000	-4,5	155000	5,8
Castelnau-le-Lez	2580	2,5	4410	2,3		
Clapiers			4100			
Frontignan	2350	-9,5			242700	7,4
Juvignac			4080	0,3		
La Grande-Motte	3980	3,5				
Lunel					208000	5,6
Mauguio	3530	5,2			324300	5,8
Montpellier	2660	2,7	4510	4,5	294600	3,5
Palavas-les-Flots	4110	0,5				
Saint-Gély-du-Fesc			4620			
Saint-Jean-de-Védas			4090	1,8		
Sérignan			3650	-3,5		
Sète	2370	11	3540	2,7	322500	0,2
Vias			3580	6,3		
ILLE-ET-VILAINE						
Betton			3290	5,1		

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
Cancale					3020	-7,3
Cesson-Sévigné					3970	3,5
Chantepie			2420	0,5	3670	-13,9
Chartres-de-Bretagne					2890	-4,8
Dinard			3870	3		
Fougères			1110	7		
Rennes			2820	9,2	4460	9,2
Saint-Grégoire					4840	
Saint-Jacques-de-la-Lande			2020	2,5	3350	-12,5
Saint-Malo			3400	6,5	4170	4,3
Vitré						
INDRE						
Châteaurox			790	2		
INDRE-ET-LOIRE						
Chambray-lès-Tours					3370	
Joué-lès-Tours			1430	3,9	3230	0,2
Montlouis-sur-Loire						
Saint-Avertin						
Saint-Cyr-sur-Loire			2130	6,4	3980	4,8
Saint-Pierre-des-Corps					332400	19,4
Tours			2240	1,1	3580	5
ISÈRE						
Bourgoin-Jallieu			1900	8	3210	1
Domène					3400	3,9
Echirolles			1590	-7,9		
Eybens			2460	4,7		
Grenoble			2200	3,9	4070	0,1
L'Isle-d'Abée					3150	9,1
Le Pont-de-Claix			1400	-1,1		
Meylan			2910	1,2	4260	2,7
Saint-Egrève			2280	8,8	3540	-3,8
Saint-Martin-d'Hères			1880	0,1	3390	
Saint-Martin-le-Vinoux					3440	
Seyssinet-Pariset			1990	-0,7		
Tignieu-Jameyzieu					2940	
Villefontaine					2880	
Voiron			1760	0,5	3150	-6,4
JURA						
Dole			1200	6,5		
LANDES						
Biscarrosse			2760	7,7	3810	-1,5
Capbreton			4460	-2,2	3620	-0,7
Dax			1870	6,8		
Mont-de-Marsan						
Saint-Paul-lès-Dax			1980	11,6		
Saint-Vincent-de-Tyrosse					3550	
Soustons					3290	-9
LOIRE						
Riorges						
Roanne			870	4,1		
Saint-Chamond			1040	3,6		
Saint-Etienne			940	8,5	3150	13,5
LOIRE-ATLANTIQUE						
Bouguenais					180500	3,8
Carquefou					3750	-6,3
Châteaubriant						
Chaumes-en-Retz						
Couëron					3630	8,3
Guérande						
La Baule-Escoublac			4580	9,1		
La Chapelle-sur-Erdre						
Nantes			3210	11,6	4630	10
Orvault			2030	8,8	3970	-1,5
Pontchâteau						
Pornic						
Pornichet			4360	0,1	4230	-3
Rezé			2160	3,4	3610	5,7
Saint-Brevin-les-Pins						
Sainte-Luce-sur-Loire					3970	0,2
Saint-Herblain			1900	11,2	3810	1,6

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
CHACUN DEVRAIT AVOIR L'ASSURANCE
DE PRÊT IMMOBILIER QUI LUI CORRESPOND.



CARDIF LIBERTÉS EMPRUNTEUR.

Une offre individualisée, un tarif adapté à vos besoins, une souscription rapide et des garanties qui répondent aux exigences de votre banque.

www.cardif.fr

APPEL GRATUIT **0 801 02 00 55**

et chez les courtiers partenaires



CARDIF
GROUPE BNP PARIBAS

L'assureur
d'un monde
qui change

Les prix dans 620 villes de France (suite)

PRIX MÉDIANS AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET VARIATIONS SUR UN AN

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
Saint-Michel-Chef-Chef					221 000	9,1
Saint-Sébastien-sur-Loire	2 680	16,1	3 820	-3,2	258 500	3,4
Vallet					203 200	3,3
Vertou			4 030	2,2	302 500	7,1
LOIRET						
Fleury-les-Aubrais	1 190	-1,7			180 000	6,4
Montgiscard	990	3,9				
Olivet	1 750	8,1			255 000	5,4
Orléans	2 020	5,1	3 360	-4,4	206 700	-1,2
Saint-Jean-de-Braye	1 690	8,8	3 260	1,3	190 000	9,8
Saint-Jean-le-Blanc			3 580	8,6		
Sarre			2 890		179 000	5,6
LOIR-ET-CHER						
Blois	1 380	0,7			143 800	0,6
Romorantin-Lanthenay					96 000	-2
LOT						
Cahors					126 000	-12,4
LOT-ET-GARONNE						
Agen	1 200	-0,4			115 000	-8,9
Marmande					125 000	5,9
Tonneins					90 000	-4,3
Villeneuve-sur-Lot					95 200	-8,4
MAINE-ET-LOIRE						
Angers	2 000	5,1	3 560	5,8	243 300	7,2
Avrillé			3 200	2,4		
Beaupréau-en-Mauges					134 000	11,7
Chemillé-en-Anjou					137 800	
Cholet	1 240	0,8	3 010	-0,1	145 000	2,8
Loire-Authion					178 300	3,6
Montrevault-sur-Evre					113 800	-5,5
Saumur	1 120	4,4			136 000	3,9
Sèvremoine					145 000	3,6
Segré-en-Anjou Bleu					120 000	0
MANCHE						
Cherbourg-en-Cotentin	1 350	0,1			159 000	3
Granville	2 680	11,6				
Saint-Lô	1 150	5,3			143 000	14,4
MARNE						
Châlons-en-Champagne	1 090	-2,1			147 300	-3,1
Epernay	1 440	-0,4			150 000	-1,3
Reims	2 010	-1,7	3 670	1	216 000	1,5
MAYENNE						
Château-Gontier-sur-Mayenne					131 800	19,8
MEURTHE-ET-MOSSELLE						
Dombasle-sur-Meurthe					131 200	-7
Laxou	1 610	4,2				
Nancy	1 880	3,3	3 450	-2,2	255 000	5,3
Saint-Max			3 170			
Villers-lès-Nancy			4 420			
Vandoeuvre-lès-Nancy	1 290	9,7				
MORBIAN						
Auray	2 430	13,2			250 000	6,3
Hennebont					155 000	4,7
Lanester					164 000	-2,4
Larmor-Plage			3 980	-1,7		
Lorient	1 580	6,7	3 420	2	180 000	-5,3
Plomeur					271 000	8,4
Pluvigner					177 000	-4,3
Pontivy					123 000	2,5
Sarzeau			3 980	2	270 000	14,4
Séné			3 180	-1		
Vannes	2 630	11,6	3 600	13,3	330 100	12
MOSELLE						
Metz	1 810	0,2	3 350	-0,8	230 000	6
Montigny-lès-Metz	1 920	2,9				
Moulins-lès-Metz			3 190	-3,2		
Thionville	1 910	7,7	3 320	2,9		
NIÈVRE						
Nevers	740	-7,3				
NORD						
Aniche					95 500	0,5

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES			
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%		
Armentières					120 000	-7,2		
Baillieu					183 800	5		
Cambrai					102 500	1,5		
Caudry					77 000	2,7		
Coudekerque-Branche					136 800	10,3		
Croix					178 500	1,7		
Denain					65 000	8,3		
Douai	1 210	4,7			120 500	6,6		
Dunkerque	1 570	3,4	3 400	0,4	149 000	2,8		
Faches-Thumesnil					180 000	1,6		
Halluin					165 000	1,3		
Haubourdin					160 000	-5,9		
Hautmont					72 500	-11,6		
Hazebrouck					145 000	1,4		
Hem					217 500			
La Madeleine	2 670	8,7	4 020	1	247 700	11,6		
Lambersart	2 420	2,8			258 000	1,6		
Leers					210 500	2,7		
Lesquin					4 060	9,1		
Lille	3 160	1,4	3 690	-3,3	183 200	4,9		
Loos					3 780	161 000	2,2	
Lys-lez-Lannoy					3 410	180 000	-7,7	
Marquette-lez-Lille					3 550	0,5		
Maubeuge						89 500	3,8	
Mouvaux						260 000	-2	
Neuville-en-Ferrain						222 100	4,7	
Ronchin						190 900	5,2	
Roncq					3 480	231 500	1,5	
Roubaix	1 560	3,5	3 470	0,6	111 600	6,3		
Saint-Amand-les-Eaux						125 400	-7,1	
Saint-André-lez-Lille					4 020	8		
Seclin						171 000	0,4	
Sin-le-Noble						110 500	0,5	
Somain						107 000	1,9	
Tourcoing	1 400	6,1	2 930	-6,5	127 500	1,2		
Valenciennes	1 620	7,6	3 340	1	125 000	8,2		
Villeneuve-d'Ascq	2 010	4,4	4 670	1	268 500	7,4		
Wasquehal						239 000	7,7	
Wattignies					4 000			
Wattrelot						143 700	2,7	
Annoeullin						173 000	5,6	
Marcq-en-Barœul	2 710	6,6				340 000	9,6	
Mons-en-Barœul						197 000	7,5	
OISE								
Beauvais	1 620				3 860	169 300	-1,4	
Chantilly	3 570	-0,1	4 650	0,6				
Compiègne	2 060	-3,6				242 000	-7,8	
Creil					3 400			
Senlis	2 950	13,9				369 600	-6,1	
ORNE								
Alençon	910	4,4				115 000	4,5	
Fiers						74 700	-3,6	
PAS-DE-CALAIS								
Arras	1 820	-2,1	3 360	-2,1	140 000	-2,7		
Berck	2 220	6,3	3 630	-5,9	137 800	-5		
Béthune						107 800	-11,1	
Boulogne-sur-Mer	1 180	2,2				120 000	-2,4	
Brugy-la-Buissière						90 000	-12,6	
Calais	1 340	-7,4				115 000	0	
Carvin						132 000	-7,2	
Hénin-Beaumont						100 000	-14,3	
Lens					3 440	0,7	110 000	-2,1
Liévin						114 000	2	
Outreau						120 000	-4	
Noeux-les-Mines						117 000	6,4	
PUY-DE-DÔME								
Chamalières	1 890	-0,4						
Clermont-Ferrand	1 700	-0,2	3 390	6	200 000	9,8		
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES								
Anglet	3 730	5	4 980	3,9	530 000			
Bayonne	3 000	7,3	3 540	-5,1				

Maintenant,
c'est facile
de changer
mon assurance
de prêt
immobilier.



La Macif
s'occupe
de tout
10 000 €
d'économies*



Changer mon assurance emprunteur pour optimiser
le coût total de mon prêt immobilier, c'est simple !

En choisissant le contrat Garantie Emprunteur de la Macif,
j'ai économisé 10000€ tout en bénéficiant de meilleures garanties
En plus, la Macif s'est occupée de toutes les démarches auprès
de la banque avec le mandat de résiliation.

Vous avez signé votre offre de prêt immobilier ?
N'attendez pas pour changer d'assurance emprunteur*.

Calculez vos économies au [04 78 62 60 00](tel:0478626000) **
ou sur www.garantie-emprunteur-macif.fr

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi



* Changement d'assurance sous conditions. Exemple d'économies selon profil de l'emprunteur au 31/01/2020. Pour un couple de 34 ans, chacun employé, non-fumeur, et assuré à 100 % en Décès/Incapacité/Invalidité, empruntant ensemble 170 000 € au taux de 1,20 % sur une durée de 20 ans. Le coût moyen d'une assurance emprunteur proposée par la banque est de 19 040 € sur la durée du prêt (soit un TAEA de 0,99 % pour le couple). Le coût total de la Garantie Emprunteur Macif s'élève à 7 678 € sur la durée du prêt (TAEA de 0,44 % pour le couple). Économie réalisée supérieure à 10 000 €, soit l'équivalent de plus de 0,50 % de taux de crédit.

** Coût selon opérateur.



Le contrat Garantie Emprunteur proposé par la Macif est assuré par Macif-Mutualité, mutuelle régie par le livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française. SIREN : 779 558 501. Siège social : Carré Haussmann - 22/28 rue Joubert 75435 Paris Cedex 9.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERCANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied-de-Fond 79000 Niort. Intermédiaire en opérations de banque et services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° Orias 13005670 (www.orias.fr).

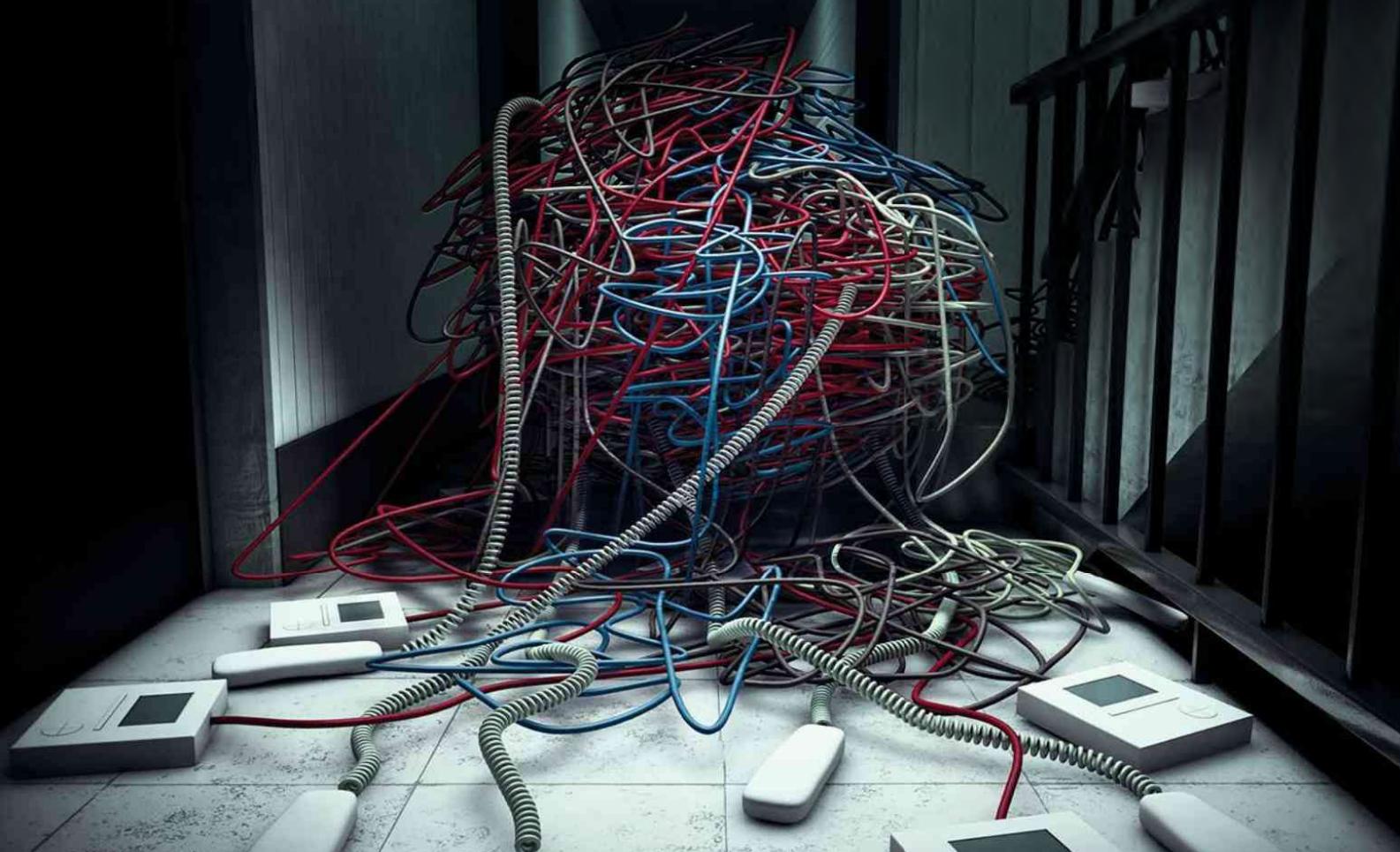
Les prix dans 620 villes de France (suite)

PRIX MÉDIANS AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET VARIATIONS SUR UN AN

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
Biarritz	5 710	11,8				
Billère	1 580	10				
Hendaye	3 570	14,8				
Pau	1 490	3,3	3 400	5,5	210 000	5,5
Saint-Jean-de-Luz	5 030	15,8				
Saint-Pée-sur-Nivelle			2 800			
Ustaritz			3 300	1,1		
PYRÉNÉES-ORIENTALES						
Canet-en-Roussillon	2 850	3,4	3 990		211 500	-10,8
Le Barcarès	2 250	-2,6				
Perpignan	1 150	2	3 190	2	160 200	-1,1
RHÔNE						
Bron	2 210	3,8	4 140	-0,3		
Caluire-et-Cuire	3 390	6,9	5 210	4,6		
Chassieu			4 070	-2,8		
Craponne			4 580	1		
Dardilly			4 760	-5,8		
Décines-Charpieu	2 410	6,9	4 070	7,6		
Ecully	3 230	9,1	4 910	-10		
Fontaines-sur-Saône	2 540	0				
La Mulatière	2 370	5,8				
Lyon	4 370	10,7	5 510	4,2	556 000	0,6
Lyon I	5 170	14,1				
Lyon II	5 370	4,9				
Lyon III	4 280	11,2	5 640	2,1		
Lyon IV	4 980	11	7 770			
Lyon V	3 480	12,3	5 540	-7,4		
Lyon VI	5 620	12,4	7 330			
Lyon VII	4 270	8,9	5 370	4,1		
Lyon VIII	3 590	18,7	5 460	6,7		
Lyon IX	3 280	5,3	4 640	-7,7		
Meyzieu	2 750	6,6	4 000	-6	310 400	2,6
Neuville-sur-Saône			3 850	2,8		
Oullins	2 470	6,6				
Pierre-Bénite			4 540			
Rillieux-la-Pape	2 230		3 230	2,5		
Sainte-Foy-lès-Lyon	2 740	5,7				
Saint-Fons	1 800	4				
Saint-Genis-Laval	2 790	9,8				
Saint-Laurent-de-Mure			3 580	-3,5		
Sathonay-Camp			3 920			
Tassin-la-Demi-Lune	3 290	3,5	5 000	0		
Vaulx-en-Velin	2 220	6,5	3 660	6,9	268 000	16,5
Vénissieux	1 950	6,8	3 980	9,7		
Villefranche-sur-Saône	1 860	5,3	3 820	-8	219 000	0
Villeurbanne	3 150	12,4	4 770	4,5		
SAÔNE-ET-LOIRE						
Chalon-sur-Saône	980	2,3				
Le Creusot					88 600	-8,6
Mâcon	1 140	3,3			178 700	4,8
Montceau-les-Mines					69 000	-7,4
SARTHE						
Le Mans	1 290	1,3			145 000	0
SAVOIE						
Aix-les-Bains	3 100	5	4 170	0,1		
Albertville	1 670	5,1	3 050	18,5		
Basseins			3 870	5,5		
Bourg-Saint-Maurice	3 390	6,8	3 710	2,1		
Chambéry	2 170	2,7	4 070	8,3	298 500	0
La Motte-Servolex	2 610	-2,9				
La Ravoire			3 390	1,1		
Saint-Alban-les-Ysses			3 580			
SEINE-MARITIME						
Bols-Guillaume			3 690			
Bolbec					97 000	11,5
Déville-lès-Rouen			3 060			
Dieppe	1 410	0,4			123 000	6,4
Fécamp					124 200	5,6
Le Havre	1 710	0,6	3 690	5,5	153 400	0,6
Le Petit-Quevilly			3 060	0,9	114 000	-2,6
Mont-Saint-Aignan	1 690	12,2	3 710	3,6		
Petit-Couronne			3 620			

Villes	APPARTEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS NEUFS		MAISONS ANCIENNES	
	€/m ²	%	€	%	Prix moyen	%
Rouen	2 290	1,9			3340	-2,9
Saint-Etienne-du-Rouvray						
Sotteville-lès-Rouen						
SOMME						
Abbeville						
Amiens	2 030	2,9			3 690	5,6
TARN						
Albi	1 770	-0,7				
Gaillac						
Mazamet						
TARN-ET-GARONNE						
Moissac						
Montauban	1 390	5,4				
TERRITOIRE DE BELFORT						
Belfort	1 070	-2,8				
VAR						
Bandol	5 000	2,6				
Bormes-les-Mimosas	4 140	-5,9			5 480	0,8
Brignoles					3 820	17,4
Carqueiranne	4 290	4,5				
Cavalaire-sur-Mer	4 210	3,3			5 640	8,4
Cogolin	3 500	-3,7			4 230	-19,3
Cuers						
Draguignan	1 580	-6,6			3 430	7,2
Fréjus	3 360	-0,3			4 370	-12,3
Hyères	3 180	6			4 900	-1,5
La Londe-les-Maures	4 500	-0,1				
La Seyne-sur-Mer	2 620	0,6				
La Valette-du-Var	2 320	4,2				
Le Lavandou	5 140	8,5			4 950	-1,9
Les Arcs					3 510	
Lorgues						
Ollioules					4 440	
Puget-sur-Argens					3 870	-0,4
Roquebrune-sur-Argens	3 410	-5,8			4 380	1,3
Saint-Cyr-sur-Mer	4 770	8,1			4 850	
Sainte-Maxime	4 270	3,4				
Saint-Mandrier-sur-Mer	3 620	-0,9				
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume						
Sanary-sur-Mer	4 560	-0,9			5 490	-17,1
Six-Fours-les-Plages	4 060	8,4			4 710	-2,4
Toulon	2 090	1,6			4 460	6,1
Vidauban						
VAUCLUSE						
Avignon	1 950	2,5			3 280	0,2
Cavaillon	1 610	0,9				
Orange						
Pertuis						
VENDÉE						
Aizenay						
Challans					3 190	0,5
Château-d'Olonne					4 150	
Fontenay-le-Comte						
La Roche-sur-Yon	1 520	6,5			3 340	7,8
Les Sables-d'Olonne	3 400	-2,3			3 730	0,8
Luçon						
Olonne-sur-Mer					3 680	4,4
Saint-Gilles-Croix-de-Vie					3 440	
Saint-Hilaire-de-Riez	2 040	-6,3				
Saint-Jean-de-Monts	2 420	2,6				
Talmont-Saint-Hilaire						
VIENNE						
Châtellerault						
Poitiers	1 600	1,3				
VOSGES						
Epinal	910	-3,3				
Gérardmer	2 030	2,4				
YONNE						
Auxerre	1 200	-8,9				
Sens	1 340	8,8				

N'OUVREZ PAS LA PORTE À + DE DÉCHETS



FAITES LE CHOIX RESPONSABLE

Dans chaque logement, un combiné d'interphone c'est en moyenne :

- 200g de plastique
- 300g de composants électroniques
- 20m de câble de cuivre*

Avec Intratone, dans chaque logement, c'est 0 fil et 0 combiné.

C'est le choix responsable.

* Valeur moyenne constatée dans un immeuble de 20 logements.
Venez comparer sur www.laporteouverteamoinsdedechets.com !

INTRATONE





CELIA CALOIS

- P. 64. Le virus des arnaques contamine les réseaux
- P. 65. Les échecs de l'Etat numérique

expose davantage qu'au sein du réseau de leur entreprise, bien mieux protégé. »

Certains malfrats envoient des mails en se faisant passer pour des organismes de santé, dans le but de détourner à leur compte des campagnes de dons, alors que d'autres créent de faux sites marchands pour y vendre des équipements de protection, en particulier des masques. La police britannique a averti, ce mois-ci, que le montant du préjudice était déjà proche des 900 000 euros. En France, le service gouvernemental Cybermalveillance suspecte le même type d'escroqueries en ligne sur une adresse française et a alerté la Direction de la répression des fraudes (DGCCRF) à ce sujet. Afin de sensibiliser le grand public à ces attaques, une note a été publiée la semaine passée, appelant les internautes à la plus grande vigilance, car, depuis le 16 mars, premier jour de confinement, une forte hausse des incidents est observée. « Des sites Internet proposent ainsi de préremplir les attestations de sortie afin de récupérer des données personnelles, explique Jérôme Notin, directeur général du dispositif national d'assistance aux victimes de cybermalveillance. D'autres vont jusqu'à tenter de se faire rémunérer en ligne contre le téléchargement de ce formulaire pourtant gratuit. »

La crise actuelle devient aussi une occasion en or pour réaliser des opérations d'espionnage ciblées. L'entreprise américaine de cybersécurité FireEye note ainsi que plusieurs organismes au Vietnam, aux Philippines et à Taïwan ont déjà été pris d'assaut. Tous ont reçu dans leurs messageries des documents leurrés reprenant de vraies déclarations de leaders politiques sur l'évolution de l'épidémie, qui cachaient en réalité des logiciels malveillants. D'autres cas en Inde, en Iran et en Corée du Sud ont également été relevés. « Les assaillants profitent de la panique causée par l'épidémie pour essayer de pénétrer dans des lieux très bien protégés, en adressant des courriels personnalisés », décrypté David Grout, directeur technique Europe de FireEye. Toujours opportunistes, jamais en manque d'imagination, les criminels à la petite semaine comme les plus organisés sont de sortie. Quand le reste du monde est confiné. *

MASQUÉS

Le virus des arnaques contamine les réseaux

Les cybercriminels profitent de l'anxiété ambiante pour escroquer les internautes confinés. Cette vague inédite d'attaques peut leur rapporter gros... et vous faire perdre beaucoup.

PAR EMMANUEL PAQUETTE

L'épidémie prend un autre visage. Sous des traits numériques, elle se répand à vive allure au travers des réseaux informatiques au Japon, en Chine, en Australie, en Italie, aux Etats-Unis et, désormais, en France. Du jamais-vu. Ce virus-là s'attaque au portefeuille des internautes et exploite l'anxiété générale sous des formes diverses : un document dans un courriel détaillant un pseudo-remède miracle pour guérir du coronavirus, une application de carte interactive à télécharger pour prétdument repérer les personnes infectées autour de soi, ou encore des « recommandations » électroniques avec les nouvelles consignes de l'Organisation mondiale de

la santé. Sous des dehors de contenus d'utilité publique, tous ces faux messages et ces applications frauduleuses ne cherchent en réalité qu'à dérober des identifiants bancaires ou à paralyser les machines des internautes pour leur soutirer ensuite de l'argent, contre la promesse d'un retour à la normale. « Les criminels utilisent les moyens traditionnels pour tromper leurs victimes, mais le contexte actuel facilite leurs arnaques, analyse Loïc Guézo, secrétaire général du Club de la sécurité de l'information français (Clusif). D'une part, la peur ambiante pousse les individus à cliquer plus que d'habitude sur des liens ou à ouvrir des documents en rapport avec l'épidémie. D'autre part, le développement du travail à la maison les

E-promesses

Les échecs de l'Etat numérique

L'Institut Montaigne dresse un constat peu reluisant de l'action d'Emmanuel Macron en matière de dématérialisation.

De la start-up nation à la grande déception : l'Institut Montaigne a évalué la politique numérique du président Emmanuel Macron à mi-mandat. Dans un rapport publié ces jours-ci, le think tank critique plusieurs initiatives portées par un gouvernement pourtant jugé « volontariste » en la matière, mais dont les résultats se font attendre. De la disparition de certains mécanismes jugés pourtant efficaces pour lutter contre l'exclusion digitale (17 % de la population française est touchée par l'« illectronisme » ou illettrisme numérique, selon l'Insee) au manque d'effort pour accompagner la transformation des petites et moyennes entreprises, l'auteur du rapport, Gilles Babinet, dresse un réquisitoire contre l'action publique. « Le président de la République est dans une contradiction absolue entre un pouvoir exercé de façon verticale et les évolutions technologiques, par nature horizontales, juge le vice-président du Conseil national du numérique (CNNum). Le colbertisme fonctionne bien lorsqu'il s'agit d'engager des grands travaux, de déployer des infrastructures, mais n'est pas adapté pour enclencher la transformation numérique de l'Etat. »

L'auteur de l'étude estime que la dématérialisation des démarches administratives pour le citoyen, l'une des promesses de campagne d'Emmanuel Macron, engendre « de profondes frustrations et

suscite de réelles inquiétudes, en particulier pour ceux qui ne vivent pas à proximité immédiate d'une grande ville ». Trop complexes, insuffisamment pensés pour les utilisateurs, ces dispositifs doivent être améliorés, quand ils ne doivent pas tout simplement être créés. Dans le domaine de la justice, le site d'informations pratiques et de jurisprudences pour les citoyens et les avocats, promis depuis longtemps, n'a toujours pas vu le jour.

Un constat partagé par la Cour des comptes. Dans son rapport annuel publié en février, les sages de la Rue Cambon soulignent bien le succès du service des impôts en ligne, mais pointent aussi des dérapages. La délivrance en ligne des cartes grises « a été défaillante et a abouti à un allongement considérable des délais ». Plus généralement, l'Etat souffre d'une carence en personnel qualifié dans l'informatique qui pose problème. Pour les magistrats, des procédures aussi complexes auraient mérité un travail approfondi de simplification avant d'être lancées. « Il faudrait organiser dans les ministères des réunions en amont avec des codeurs et des designers afin de travailler ensemble à développer des solutions pour tous », ajoute Gilles Babinet.

Afin d'impulser et de piloter une telle dynamique, ce spécialiste du digital propose de créer un ministère du Numérique de plein droit, jouissant d'un large pouvoir afin d'imposer ses choix. Un tel magistère permettrait de ne pas avoir pour « bras armé qu'un secrétariat d'Etat, aux moyens [...] limités ». Le détenteur de ce portefeuille, Cédric O, appréciera la petite phrase. Enfin, l'Institut Montaigne qualifie d'« outils de communication » les prises de position sur la scène internationale du président de la République, sur des thématiques comme la lutte contre l'optimisation fiscale agressive des géants du Net avec la taxe Gafa, la régulation de l'intelligence artificielle ou encore le forum de la paix dans le cyberspace. Seule l'initiative Tech for good, destinée à engager les entreprises sur des sujets pour le bien commun (éducation, diversité, environnement...), trouve grâce aux yeux de l'auteur. La déception du think tank est d'autant plus grande que la France n'aura jamais « eu au sommet de l'Etat un si grand niveau de compétences à l'égard de l'innovation et de la technologie », souligne le rapport. Il reste encore deux ans pour rectifier le tir. Deux ans pour se mettre en marche. *

E. P.



PATRICK GEORGE/DEBUTART

LUMIÈRE BLEUE

Par Raphaël Graby

5G : le moment d'investir

Un réseau vous manque et tout est dépeuplé. Alors qu'une partie des salariés est cloîtrée à domicile, il n'a fallu que quelques heures pour craindre l'engorgement du réseau 4G. Si les infrastructures télécoms ont, dans leur majorité, tenu le choc, la marge de manœuvre est assez étroite pour que certains émettent l'hypothèse d'une limitation de la consommation de services non essentiels, poussant Netflix et YouTube, plus gros consommateurs de bande passante, à limiter la qualité d'image de leurs vidéos. A ce titre, la 5G serait-elle aussi inutile que certains le prétendent ?

La crise du coronavirus montre que nos usages de 2020 ne sont pas tous assurés dans une situation exceptionnelle. Il est probable que ceux de 2025 – potentiellement dépendants de la vidéo en 8K, de voitures autonomes ou de la réalité augmentée – le seraient encore moins avec un réseau identique.

Le cataclysme actuel nous force donc à investir massivement dans la génération suivante : la 5G pourra gérer au minimum dix fois plus de données que la 4G, tout en faisant face à une densité d'utilisateurs bien plus importante. Ses antennes seront capables de déterminer avec précision la bande passante nécessaire à chaque internaute, allouant ainsi ses ressources avec davantage de précision. Parmi les plus féroces opposants à la 5G figurent des écologistes que l'on imagine parfaitement sincères. Mais ce confinement nous renseigne sur la façon dont le monde pourrait tourner en cas de crise écologique, chacun étant obligé de réduire ses déplacements afin de faire chuter la pollution. Une situation pour laquelle l'amélioration des infrastructures télécoms apparaît plus que jamais indispensable. *



LUC MELANSON

ENVIRONNEMENT

L'urine, l'autre or jaune

Riche en nutriments, le liquide organique pourrait servir d'engrais et révolutionner les techniques d'assainissement. Des expérimentations sont en cours.

PAR LOÏC CHAUVEAU

C'est un vrai retour à la terre. En novembre 2019, les chercheurs du programme Optimisation des cycles carbone, azote et phosphore en ville (Ocapi) ont proposé à quelques habitants de Saclay triés sur le volet de goûter du pain issu de blé cultivé avec leur... urine ! Bien qu'un peu spécial, l'en-cas proposé par les scientifiques a été jugé bon.

Ce test préfigure vraisemblablement une révolution dans les techniques d'assainissement. « Jusqu'au début du xx^e siècle, les excrétaux des urbains servaient d'engrais dans les zones maraîchères et céréalier voisin, explique Marine Legrand, chercheuse à l'école des Ponts et chargée

d'animation pour le programme Ocapi. La création des égouts et des stations d'épuration a coupé ce lien. » Les villes en sont certes plus saines. Mais elles se sont aussi retirées du cycle naturel de l'azote et de sa forme assimilable par les êtres vivants, le nitrate. « Présente dans les plantes avec le phosphore et le magnésium, cette matière nourricière est ingérée par notre organisme, soit directement par les fruits et légumes, soit indirectement par les animaux, rappelle Gilles Billen, directeur de recherche à l'université Pierre-et-Marie-Curie. En réutilisant l'urine en agriculture, nous rendons directement ces éléments aux plantes. »

L'utilisation actuelle de l'azote par l'homme est polluante aussi bien pour l'environnement que pour le climat. La

— P. 66. L'urine, l'autre or jaune

— P. 67. De l'hydrogène grâce à la lumière

fabrication des engrains chimiques, inventés en 1909, par transformation de l'azote inerte de l'air (79 % de la composition de l'atmosphère) en réactif, consomme beaucoup de gaz naturel, jusqu'à représenter 2 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Al'autre bout de la chaîne, les stations d'épuration peinent à éliminer le nitrate dilué par les chasses d'eau. Un Parisien ingère 5 kilos de nitrate par an, mais les excès de la production agricole intensive et les quantités nécessaires pour l'élevage des animaux font que, en réalité, ce sont 35 kilos qui sont utilisés. Avec le système actuel, seuls 5 % sont recyclés. « Le pire dans ce gaspillage, c'est que nous utilisons de l'eau potable dans nos toilettes », s'insurge Marine Legrand.

Le gisement pourtant est à portée de main : 80 % de l'azote et 50 % du phosphore arrivant dans une station d'épuration proviennent de l'urine. Les 11 millions de Franciliens pourraient ainsi répondre aux besoins de l'agriculture de leur région. Depuis 2014, le programme Ocapi a pour ambition de reconstituer concrètement le lien entre le consommateur et la terre. Fabien Esculier, auteur d'une thèse faisant le point sur l'intérêt du recours à l'urine dans les cultures, est à l'origine du programme. « La question est à multiples facettes, s'amuse le chercheur. Il faut certes vérifier que l'urine n'a pas de conséquences néfastes sur la production, mais aussi s'assurer que sa collecte est possible. »

Le pain bouloté par les chercheurs en novembre dernier est une réponse à la première interrogation. Au contraire des matières fécales habitées par de nombreux germes, l'urine est très peu porteuse de maladies. Partenaire de l'expérimentation de Saclay, l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) a étudié la valeur nutritive du nouvel engrais. Conclusion du chef de projet Florent Levavasseur : l'urine a une qualité proche des engrains chimiques, et supérieure aux engrains organiques comme le lisier de bovins. Une question reste à trancher : les résidus médicamenteux. Cependant, une récente étude de l'université du Michigan (Etats-Unis) vient de montrer que, après plusieurs mois de stockage, l'urine ne transmet pas de résistance aux antibiotiques aux bactéries du sol.

Dans ces conditions, le principal obstacle ne serait donc pas agronomique mais plutôt humain. Comment collecter le précieux liquide ? « On voit émerger plusieurs pistes, détaille Marine Legrand. Les toilettes sèches sont la solution la plus classique. Une autre, développée par

Le principal obstacle est humain : comment collecter le précieux liquide ?

quelques industriels, imagine des cuvettes avec un émissaire à l'avant pour l'urine et un à l'arrière pour les excréments. Des urinoirs sans eau commencent à être installés dans des endroits comme les aéroports. Enfin, les toilettes sous vide des avions et des TGV pourraient être envisagées. » A Paris, la future ZAC Saint-Vincent

(43 000 mètres carrés de logements sera équipée de toilettes sélectives et Bordeaux devrait bientôt installer un réseau individuel de toilettes sèches avec collecte des matières par vélo cargo.

Reste qu'il va falloir changer les mentalités. « Aujourd'hui, on tire la chasse sans penser à ce qu'on fait, déplore Marine Legrand. Il faudra demain prendre conscience en allant au petit coin qu'on doit faire un effort pour la planète ». Au passage, Ocapa ambitionne de corriger une des grandes inégalités homme/femme : parce que les urinoirs prennent moins de place que les WC, les femmes mettent 2,3 fois plus de temps à aller aux toilettes que les hommes. La collecte sélective des urines permettrait donc de remettre les sexes à égalité. Ainsi, la designer Louise Raguet a inventé Marcelle, un urinoir adapté à la morphologie féminine qui commence à être utilisé dans les festivals de musique. La fin des priviléges de ceux qui « font » debout ne serait pas la plus mince des révolutions promises par la collecte de l'urine. *

d'un réseau électrique, ce qui oblige les entreprises à dépenser beaucoup d'argent dans le transport par camions. Dans ce contexte, notre système permettrait de réduire les coûts. D'autant qu'il peut, en théorie, fonctionner quatre ans sans qu'il y ait besoin d'en changer des composants. »

Les chercheurs japonais de l'université des sciences de Tokyo misent eux aussi sur une exploitation de leurs idées en dehors des laboratoires. Le procédé de production d'hydrogène qu'ils ont imaginé ne requiert que quelques ingrédients de base : de la lumière issue d'une lampe fonctionnant au xénon, et un type particulier de rouille (oxyde de fer)... Ce procédé ne permet pas d'obtenir autant d'hydrogène que la parabole installée à Lausanne mais il a l'avantage d'être bon marché et de pouvoir fonctionner plusieurs centaines d'heures en continu. « Les deux solutions sont complémentaires », commente un spécialiste.

« L'impact de ces avancées sur le monde de l'énergie ne se verra pas tout de suite », prévient cependant l'expert. Il faut considérer l'hydrogène comme une chaîne dans laquelle tous les maillons (production, stockage, cas d'usages) doivent progresser simultanément. Par ailleurs, la mise au point de technologies décarbonées ne se traduit pas immédiatement par un abandon des énergies fossiles. « Malgré les progrès récents, il se passera peut-être vingt ans avant que les énergies renouvelables ne pèsent vraiment dans le mix énergétique », estime Sophia Haussener. Le temps pour l'hydrogène d'entrer véritablement dans la lumière. *

SÉBASTIEN JULIAN

Ce gaz léger peut désormais être produit en continu et de façon écologique en utilisant l'énergie solaire ou des lampes artificielles.

Changer la lumière en hydrogène, un carburant incolore et inodore ne rejetant aucun polluant dans l'atmosphère : les chercheurs s'y attellent depuis des décennies. En Suisse et au Japon, leurs travaux viennent cependant de franchir une nouvelle étape avec la mise au point des premiers procédés commercialisables.

Devant les locaux de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), une étrange parabole de 7 mètres de diamètre a pris place. Pendant la journée, elle suit la course du Soleil et amplifie sa lumière un millier de fois. L'énergie récupérée traverse ensuite des cellules photoélectrochimiques, provoquant une réaction capable de séparer les molécules d'eau en hydrogène d'un côté, et oxygène de l'autre. L'avantage de ce procédé ? Il n'a pas besoin d'électricité pour fonctionner. Et l'hydrogène produit est bien « vert ». « Aujourd'hui, la quasi-totalité de l'hydrogène fabriqué par l'homme vient du vaporeformage du gaz naturel ou c'est un coproduit du

raffinage du pétrole », rappelle un expert. Il s'agit donc d'hydrogène « gris ».

Utilisée en masse – dans un champ constitué de plusieurs centaines de paraboles, par exemple –, la solution développée à Lausanne permettrait de mettre fin à ces pratiques peu écologiques. « Certes, notre procédé n'est pas encore parfait, reconnaît Sophia Haussener, professeure associée à l'EPFL. Il utilise par exemple des métaux rares comme le platine pour déclencher la réaction chimique. Mais nous recyclons une partie de la chaleur dégagée par les rayons solaires afin d'augmenter l'efficacité du processus. » Ainsi, par une journée ensoleillée, une parabole peut produire entre 0,5 et 1 kilogramme d'hydrogène. Assez en théorie pour effectuer 200 kilomètres avec une voiture adaptée. La chercheuse imagine déjà d'autres applications. « En Inde, par exemple, l'hydrogène sert à produire des engrains. Mais sa fabrication par électrolyse pose problème car le pays ne dispose pas partout





Les technologies au secours de l'autisme

De nouveaux outils permettent de mieux diagnostiquer et prendre en charge les troubles du développement de l'enfant.

Albert Moukheiber

Longtemps réduits au terme « autisme », les maux liés à cette maladie ont peu à peu été regroupés sous l'appellation « troubles du spectre autistique » (TSA). Ce changement s'est produit au fur et à mesure du développement de nos connaissances. Appréhender ce trouble comme unique et non multiple était une grossière erreur. Et ce n'est pas la seule que nous ayons commise. Nous nous sommes aussi trompés sur son origine – certaines hypothèses étant parfois dévastatrices, comme celles qui blâmaient les mères pour les maladies de l'enfant. Heureusement, depuis, nous avons fait beaucoup de chemin, grâce, notamment, aux avancées technologiques.

Des vertus du *tracking oculaire*

Des progrès notables, en premier lieu, dans le domaine de l'exploration des facteurs génétiques et épigénétiques, ainsi que de leurs causes. Cela nous est très utile : d'une part, pour mieux définir les différents troubles du spectre autistique et, d'autre part, pour contrer les théories farfelues sur l'importance de tel ou tel facteur, comme l'exemple de la mère cité précédemment, ou, plus récemment, avec la mise en cause des vaccins. Il faut également savoir que la question du pourquoi est

récurrente chez les parents. Pouvoir leur expliquer, preuves à l'appui, qu'ils n'y sont pour rien aide les soignants à créer une dynamique familiale plus saine et donc une meilleure qualité de vie. Les outils technologiques permettent également d'établir un diagnostic plus précoce et plus fin, grâce à des mesures qui n'étaient pas possibles avant. Une équipe de chercheurs de l'université de Waterloo (Canada) a ainsi développé un protocole pour reconnaître les troubles du spectre autistique en utilisant le *tracking oculaire*. Cette méthode nous donne la possibilité de suivre le regard d'une personne de manière précise. Or le regard est un facteur central de la cognition sociale, qui est souvent modifiée dans les troubles du spectre autistique. Le *tracking oculaire* se révèle donc très précieux à tous les âges, mais en particulier pour les enfants, car on peut le pratiquer sans appareillage lourd.

Robots et humains virtuels à la rescoussse

Autre avantage de ces avancées technologiques : grâce à elles, nous sommes désormais mieux à même de soigner les TSA. Le Dr Guillaume Dumas, de l'Institut Pasteur, a, par exemple, développé un jeu en réalité mixte, où les personnes atteintes de problèmes moteurs ou attentionnels doivent trouver des ballons virtuels et les faire éclater avec leurs doigts. Elles s'entraînent ainsi de manière ludique, dans un environnement sécurisé et contrôlé. Les chercheurs peuvent moduler la difficulté du jeu selon les compétences des malades, et l'ajuster au fur et à mesure du développement de leurs capacités. De même, plusieurs robots ou avatars sont aussi utilisés dans le cadre de l'apprentissage de la cognition sociale afin de mieux reconnaître les émotions et améliorer les contacts humains ; les codes sociaux que nous utilisons pouvant souvent être intégrés différemment chez les personnes atteintes de TSA. Marissa Milne, de l'université d'Adélaïde (Australie), a mis au point des humains virtuels pour faciliter l'acquisition de compétences sociales basiques comme dire bonjour, écouter, répondre. Ces jeux sont aussi performants pour l'apprentissage du langage et plusieurs formes de réalité virtuelle offrent aux enfants un accès plus aisés à des mots qu'ils auraient du mal à trouver sans aide.

éviter une exclusivité de l'offre privée

Souvent diabolisées par leur utilisation qu'en font les Gafam ou pour le rôle qu'aura l'intelligence artificielle dans notre futur, les nouvelles technologies sont aussi en train de peser, souvent de façon invisible, dans notre compréhension et notre gestion des troubles du spectre autistique. Ces outils facilitent de manière considérable la qualité des soins pour les malades, mais aussi leur prise en charge par le corps médical qui, souvent, se sent démunie. Enfin, on se doit de mentionner le poids économique à venir de ces outils car, évidemment, il y a un marché en pleine croissance. Pour cette raison, la recherche publique ne doit pas manquer le train. Il faut donc lui donner les moyens de développer des solutions qui seraient accessibles à tous, pour éviter une exclusivité de l'offre privée, souvent onéreuse, comme on peut le constater outre-Atlantique. N'oublions pas que les troubles du spectre autistique touchent environ 6 personnes sur 1000. Et ce, sans distinction de revenu. *

Albert Moukheiber, docteur en neurosciences et psychologue clinicien.

Quand les grandes épidémies dictaient la géopolitique

De la conquête du Nouveau Monde aux guerres du xix^e siècle, les désastres sanitaires ont lourdement pesé sur le cours de l'Histoire, rappelle Laurent Testot.

LAURENT TESTOT EST SPÉCIALISTE D'HISTOIRE GLOBALE, un courant né aux Etats-Unis, qui mêle les approches temporelle, spatiale et transdisciplinaire, dans l'objectif de proposer un récit cohérent des événements du passé. Auteur d'ouvrages liés aux impératifs écologiques, dont *Cataclysmes. Une histoire environnementale de l'humanité* (1), il a récemment codirigé l'essai collectif *Collapsus. Changer ou disparaître ?* (2).

Les progrès de la médecine nous l'ont fait oublier, mais les épidémies ont joué un rôle politique majeur dans l'Histoire...

Laurent Testot S'intéresser aux limites naturelles, au rôle des microbes ou des pathogènes dans l'histoire humaine permet d'expliquer un certain nombre d'énigmes. Par exemple, la raison pour laquelle les Européens se sont emparés des Amériques dès le XVI^e siècle, mais ont dû attendre le XIX^e siècle pour annexer l'Afrique. Lorsqu'ils sont arrivés en Amérique avec Christophe Colomb, en 1492, les Européens étaient porteurs d'une cohorte de germes – variole, typhus, pneumonie, rougeole, diphtérie, etc. – auxquels ils s'étaient habitués depuis des millénaires, parce que la quasi-totalité des épidémies affectant les humains trouvent leur origine en Eurasie [la région regroupant l'Europe et l'Asie].

Pour quelle raison ?

C'est en Eurasie qu'a commencé la domestication des vaches, des porcs, des poulets et autres animaux. La cohabitation animaux-humains dans cette région du monde extrêmement peuplée a favorisé un intense échange de germes. La grippe, par exemple, est apparue il y a 4 500 ans en Chine, via des interactions entre les canards et les hommes. Les Amérindiens, installés depuis entre 30 000 et 15 000 ans sur le continent et ne pratiquant que très peu la cohabitation avec les animaux, ne connaissaient aucune de ces maladies. Le premier Espagnol à avoir éternué sur une plage cubaine a donc diffusé un ensemble de microbes. Qui se sont ensuite répandus chez les habitants. En un siècle, 90 % de la population amérindienne a disparu, selon les estimations.

Cyniquement, on pourrait donc dire que ce « choc microbien », selon votre formule, a « aidé » les conquistadors ?

Oui. Certains se demandent encore comment Hernán Cortés a réussi, au XVI^e siècle, à mettre à bas la confédération aztèque, une machine étatique à faire la guerre, qui était à la tête de 17 millions de sujets. La réponse est dans la variole, qui a fauché les Aztèques par centaines de milliers. Des témoignages de conquistadors racontent comment les combattants ennemis s'effondraient sur le champ de bataille, avant même d'avoir été touchés. Les Espagnols ont cru qu'ils étaient aidés par les flèches divines

de saint Jacques et de saint Sébastien. En fait, cette providence était biologique ! Francisco Pizarro a soumis de la même manière l'empire inca, ravagé par la variole.

Al'inverse, les microbes et les virus ont retardé la colonisation de l'Afrique.

Si l'Europe a attendu le XIX^e siècle pour conquérir ce continent, effectivement, c'est parce que l'Afrique était protégée par deux maladies, véhiculées par les moustiques : la fièvre jaune et le paludisme, dans sa version la plus mortelle. Mais, par un mauvais tour de l'Histoire, ces deux pathologies ne sont pas restées là où elles étaient, elles ont fini par pénétrer ce territoire tant convoité par les Européens. Ceux-ci, ne trouvant plus de main-d'œuvre en Amérique après l'extermination biologique des Amérindiens, ont déporté par millions des Africains en recourant aux circuits de la traite négrière. Ces esclaves ont importé dans le Nouveau Monde des pathogènes inédits : la fièvre jaune et le paludisme. Et la géopolitique des XVII^e-XVIII^e siècles s'en est trouvée modifiée. Les empires du Portugal et de l'Espagne, qui avaient annexé l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, se sont affaiblis. L'Angleterre, en dépit de sa supériorité militaire manifeste, n'a pas pu s'emparer de l'Amérique du Sud, parce qu'elle s'est heurtée, elle aussi, au paludisme et à la fièvre jaune, devenus endémiques dans la région. Seules les populations natives, qui bénéficiaient de résistances immunitaires, résistaient à la maladie. Il suffisait aux habitants de se réfugier dans des fortins et de tenir tête aux Anglais, le temps que la saison des pluies réveille les moustiques. Leurs attaquants ont fini par périr les uns après les autres sous les piqûres des insectes.

Les guerres du passé doivent-elles beaucoup plus qu'on ne le pense à un assaut de germes tueurs ?

Oui. Jusqu'au XX^e siècle, les issues des conflits sont influencées par les épidémies, aggravées par de mauvaises conditions sanitaires. Lors de la campagne de Russie, en 1812, le typhus a tué plus de soldats napoléoniens que les balles russes. Près des deux tiers des troupes de la grande armée ont rendu l'âme. Mais comme cette réalité est moins glorieuse qu'une grande geste militaire, on la souligne rarement. Il faut se rappeler qu'avant le temps des vaccins, 1 enfant sur 2 mourait de maladie avant d'avoir atteint 5 ans et que la plupart des femmes succombait d'une septicémie après un accouchement. On a totalement changé d'univers microbien, grâce à l'hygiène, et on en oublie ce passé-là.

Les épidémies ont même eu un impact sur le déclin de l'influence de la civilisation arabe sur l'Occident, selon des spécialistes...

Oui, c'est la thèse d'auteurs anglo-saxons, que l'on retrouve aussi

en France chez Gabriel Martinez-Gros [NDLR : historien spécialiste du monde musulman médiéval]. Jusqu'à la grande peste, la rive sud de la Méditerranée était beaucoup plus avancée sur les plans intellectuel, artistique et scientifique. Lorsque est apparue l'épidémie, à partir de 1347, les sociétés européennes ont pris des mesures, ce qui leur a permis de mieux résister au fléau : la mise en quarantaine, l'obligation pour les condamnés de droit commun d'aller chercher les cadavres et de les inhumer, etc. Les pays musulmans, eux, sont restés beaucoup plus fatalistes,

premières inoculations volontaires réalisées en Asie vers l'an 1000. Là, les premiers vaccins sont déjà en phase de test. La vitesse de réaction de nos sociétés a considérablement augmenté, mais la diffusion du virus, elle aussi, s'est accrue à vive allure.

Nous sommes engagés dans une double course contre la mort. Vincent Mignerot, l'un des auteurs du livre *Collapsus...*, que j'ai codirigé, évoque le syndrome de la reine rouge, celle qui fait courir Alice dans le conte de Lewis Caroll. Comme Alice, nous courrons pour rester sur place. Nous accélérerons nos processus technologiques, mais nous accélérerons aussi les problèmes qui vont avec, de sorte que nous faisons du surplace tout en ayant l'impression d'accélérer.

La dégradation de l'environnement a-t-elle pu avoir un effet sur l'apparition du coronavirus ?

Cette pandémie a un lien avec la destruction des écosystèmes. Le virus affecte les pangolins et les chauves-souris, deux espèces qui disparaissent très rapidement. Pour tenter de survivre, selon le mécanisme de la sélection naturelle, il doit se trouver un nouvel hôte, et cet hôte, c'est nous. Quand on crée des déséquilibres dans les milieux naturels en détruisant les écosystèmes, on augmente le risque de ce type d'échanges. Les pathogènes coévoluent avec leurs porteurs. On le sait depuis 1950, date à laquelle on a introduit la myxomatose chez les lapins australiens qui, par leur surpopulation, menaçaient les écosystèmes de l'île. Dans un premier temps, 99 % des lapins australiens contaminés sont morts. Mais, très vite, en quelques semaines, le virus a adapté sa létalité, il a ajusté sa virulence pour ne pas tuer lui-même. La deuxième génération de lapins a vu baisser son taux de mortalité aux alentours de 60 %. Et la troisième, à 20 %.

Votre dernier livre porte sur les théories de l'effondrement – le collapsus de l'humanité serait inévitable, tant nous tardons à répondre à l'urgence climatique. Le coronavirus vous semble-t-il révélateur de cette marche accélérée vers l'apocalypse ?

Il y a deux écoles en matière d'effondrement : certains pensent que nous allons vivre une lente érosion des ressources, et d'autres pronostiquent un chaos rapide après qu'un élément eut déclenché l'engrenage. Le coronavirus peut entraîner un dérèglement massif de notre système bancaire et donc une crise systémique, qui touchera tous les domaines, bien au-delà de l'économie. Alors qu'il est beaucoup moins léthal qu'un virus comme Ebola ; il montre, en effet, la vulnérabilité extrême de nos sociétés. *

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE CHARTIER

(1) Payot, 2017.

(2) Sous la direction de Laurent Aillet et Laurent Testot. Albin Michel, 2020.



La peste de 1720 à Marseille, vue par le peintre Michel Serre (1658-1733).

Lors de la campagne de Russie, en 1812, le typhus a tué plus de soldats napoléoniens que les balles russes. Mais comme cette réalité est peu glorieuse, on la souligne rarement

le Coran recommandant simplement de ne pas fuir les épidémies. Le fait est que la dernière grande épidémie de peste en Europe remonte aux années 1720, alors que dans le reste du monde, la maladie a continué de faire des ravages jusqu'au début du XX^e siècle. Certains auteurs estiment que les précautions prophylactiques adoptées par les Européens pour contrer la peste sont les prémisses de l'Etat-providence.

Contre le coronavirus, la planète entière est contrainte d'adopter les mêmes mesures de quarantaine qu'au Moyen Age. N'est-ce pas très étonnant ?

Comparé aux épidémies du passé, le Covid-19 n'est pas très meurtrier. La peste a pu emporter les deux tiers des populations dans certaines villes et régions. Et, contrairement à nos ancêtres, nous avons les moyens technologiques de lutter. La variole a été éradiquée en 1980 à l'issue d'un millénaire de lutte, depuis les

Le confinement produit un silence minéral

Avec l'épidémie de coronavirus et l'obligation de rester chez soi, une inhabituelle absence de bruit s'est abattue sur les grandes villes françaises. Un changement brutal de notre paysage sonore.

PAR ALAIN CORBIN *

LES FRANÇAIS vivant à Paris et dans les grandes villes ont soudain redécouvert le chant des oiseaux. Certains perçoivent même parfois le bruit ancestral des cloches. C'est un changement brutal de notre paysage sonore. Le confinement produit un silence très minéral, un silence de pierre. Regardez les photographies de la place du Dôme, à Milan, ou du Trocadéro, à Paris, totalement vides. Nos villes se sont soudain transformées en sites archéologiques du futur. Le bruit de fond des voitures a disparu. L'absence de bruit n'est jamais naturelle dans une ville. A Caen, en 1953, huit ans après la guerre, je me souviens encore du silence très particulier qui régnait sur un immense terrain vague entre la gare et le centre.

La situation que nous vivons renvoie inconsciemment au silence de la campagne par nuit noire. Mais plus que l'angoisse, c'est l'ennui qu'il semble distiller. C'est le fameux silence du dimanche, lorsque les gens avaient le nez collé à la vitre sans pouvoir sortir. Pensez à la chanson de Trenet, *Les Enfants s'ennuient le dimanche*. Peut-être les Français associent-ils le confinement d'aujourd'hui à un très très long dimanche. D'ailleurs, ils éprouvent très symboliquement le besoin de le rompre, chaque soir, par les salves d'applaudissements destinés aux soignants.

Au cours de notre histoire récente, ces silences inhabituels ont souvent été associés à des épisodes tragiques. Dans les villes bombardées pendant la guerre, il existait un silence d'attente : on guettait avec crainte le bruit lointain de l'avion qui s'approche. J'ai connu ça, enfant, en Normandie, au moment du Débarquement : tout le monde tendait l'oreille entre les tirs d'obus. Dans *Rigodon*, Louis-Ferdinand Céline décrit très bien le silence particulier d'une ville qui vient d'être rasée par les bombes. Il y a aussi un silence particulier aux villes assiégées : lorsque Louis XIII et Richelieu entrent dans La Rochelle, après le siège de 1628, ils découvrent un immense charnier silencieux.

Notre perception du bruit est toujours dépendante de notre paysage sonore antérieur. Mais,

contrairement aux idées reçues, Paris est bien plus silencieuse au XXI^e siècle que jadis. C'était un tapage inouï ! Au XVII^e, Boileau évoque déjà « les embarras de Paris » et toute la fable *Le Savetier et le financier*, de La Fontaine, repose sur les nuisances sonores. La pire période en ce domaine fut la première moitié du XIX^e. Il y avait des machines (textile, imprimerie, etc.) qui tournaient dans les immeubles, y compris aux étages, car on craignait plus les « miasmes » que le bruit. Le choc du sabot des chevaux et des calèches sur le pavé, celui des animaux qu'on abattait, les artisans qui criaient en permanence (« Vitrier ! Vitrier ! »), tout cela était extrêmement bruyant. La sensibilité de l'époque s'en accommodait beaucoup mieux que celle d'aujourd'hui, même s'il y a eu, au XIX^e siècle, un mouvement teinté d'anticléricalisme contre le bruit des cloches mené par le célèbre photographe Nadar.

★ À CHAQUE ÉPOQUE SES BRUITS

Un jour, l'ami de Flaubert, Maxime du Camp, traverse le Pont-Neuf et il a une sorte d'illumination : tout semble silencieux. Il se rend alors compte que l'on est dimanche et que la ville-machine s'est arrêtée. C'est d'ailleurs sous le Second Empire que les choses évoluent. Les bourgeois trouvent que le peuple est bruyant, qu'il se hèle à tue-tête dans la rue, etc. Alors, il faut s'en distinguer par le silence, en apprenant aux enfants à se taire à table et à l'école. On se plaint aujourd'hui des sonneries de téléphones portables dans les TGV, mais du temps des compartiments, il était presque impoli de ne pas faire la conversation à ses voisins. A chaque époque ses bruits. Quand je suis arrivé à Paris, en 1952, il y avait une terrible nuisance sonore : les klaxons de voiture. Il a fallu une ordonnance du préfet de police, en 1954, pour les réduire, même s'il y en a encore un peu, c'est vrai....

Historiquement, le silence renvoie aux monastères, aux trapistes, au recueillement, à la prière, à la méditation. Des générations comme la mienne ont appris le silence à la messe. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les enfants « confinés » ne sont plus familiers du silence. Leurs jeux vidéo sont d'ailleurs bruyants. Ces dernières années, les Français étaient plutôt habitués aux fameuses « minutes de silence » dans les stades. Et encore, ils avaient parfois du mal à les respecter. Peut-être le confinement va-t-il leur rappeler que ce silence peut être synonyme d'imagination ou de rêve. *

La situation que nous vivons renvoie inconsciemment au silence de la campagne par nuit noire. Mais plus que l'angoisse, c'est l'ennui qu'il semble distiller. C'est le fameux silence du dimanche, lorsque les gens avaient le nez collé à la vitre sans pouvoir sortir

* Historien, auteur d'une Histoire du silence de la renaissance à nos jours, Albin Michel, 2016.
Dernier livre paru : *Terra incognita. Une histoire de l'ignorance*, Albin Michel, 2020.

« Mettons dès à présent en place une veille démocratique »

Les mesures sanitaires et économiques qu'impose la gestion de l'épidémie de coronavirus nécessitent un débat citoyen mondial, estiment plusieurs responsables internationaux.

PAR IRINA BOKOVA, HAKIMA EL HAITE, GEORGES PAPANDRÉOU ET JOËL RUET*

LES CHOIX PUBLICS sanitaires et économiques face au Covid-19 sont complexes. Et la démocratie exige d'en débattre sans attendre. Deux urgences coexistent : faire converger les mesures de confinement et les aides d'une part ; appréhender les conséquences économiques et sociales induites par le passage légal à l'Etat d'urgence, d'autre part.

De telles mesures, mêmes temporaires, sont porteuses d'enjeux à long terme, car l'économie et la santé sont interdépendantes. Une pandémie non contrôlée occasionne des ravages économiques ; l'économie fragilisée menace la sécurité sanitaire des pays. Le traitement séparé de ces deux dimensions précipiterait le chaos. Sur le plan économique, les argentiers ont d'abord cru cette crise plus simple à contrecarrer qu'en 2007-2008, lorsque le germe infectieux logeait au cœur même de la finance. Nous semblons revenus au temps de la fameuse formule du « quoi qu'il en coûtera », lancée par Mario Draghi, alors président de la Banque centrale européenne, en 2012. Or la contagion va déjà d'un secteur réel à l'autre et menace la finance au-delà de la Bourse.

Les premiers instruments de riposte, ciblés sur les entreprises petites et grandes, avec un effort considérable équivalent à 1 % du PIB, vont dans le bon sens. Mais il faut les approfondir, inclure les métiers et secteurs informels ou précaires, et les plus vulnérables (les sans-abri, les chômeurs disparus des listes ou non recensés, les pauvres qui ne demandent même plus le secours de l'Etat). L'accès de ces populations à l'aide économique et sanitaire déterminera la vraie sortie de crise pour tous. Une pandémie, soyons-en conscients, inclut la contagion du système social. Il reste beaucoup à faire : de l'Europe continentale à l'Amérique du Nord via le Royaume-Uni, chacun suit sa pente historique dans le traitement des inégalités.

La solidarité, c'est aussi l'équité internationale. Après 2008, nous sommes parvenus à surmonter la crise, mais en procédant de façon inique d'un pays à l'autre : certains Etats se

A l'heure du big data, certains pourraient être amenés à plaider pour l'instauration d'une carte régulant l'accès à différents espaces publics en fonction du résultat au test Covid-19. Une telle mesure exigerait d'être solidement encadrée par la société civile

sont autorisés à créer de la monnaie dans des quantités colossales, en imposant aux autres des ajustements draconiens. De nombreux pays requièrent aujourd'hui l'aide internationale. Apprenons du passé.

Deuxième urgence à débattre : « l'état d'urgence sanitaire ». Santé et économie se retrouvent étroitement imbriquées. La restriction de mouvement, de réunion, de propriété – la confiscation des stocks de masques dans les entreprises, par exemple – est conditionnée par les impératifs sanitaires. Et, inversement, les mesures sanitaires sont prises en fonction de leur impact attendu sur l'économie. Mais ces dispositifs peuvent induire des points de non-retour. Déjà, certains Etats envisagent d'étendre les écoutes votées dans le cadre des lois d'exception antiterroristes. Dire qu'il y aura « un avant et un après » ne suffit pas. Il faut dès à présent mettre en place une veille démocratique.

★ BESOIN D'INSTITUTIONS NOUVELLES

Les dirigeants, en effet, doivent garder à l'esprit que cette suspension des droits est consentie par la plupart d'entre nous parce qu'elle se présente comme temporaire. Si nous en venions à mettre en place des outils d'exception pour assurer le contrôle social dans cette période si particulière, ces solutions devraient impérativement être débattues. Ainsi, à l'heure du big data, certains pourraient être amenés à plaider pour l'instauration d'une carte régulant l'accès à différents espaces publics en fonction du résultat au test Covid-19 afin de permettre la reprise partielle du travail. Une telle mesure, qui signifierait une ségrégation entre citoyens, exigerait d'être solidement encadrée par la société civile et scientifique.

Devoir suspendre des droits dénote notre impréparation face aux crises mondiales. L'expérience concrète doit nous conduire non pas à restreindre les acquis publics ou privés, mais à approfondir la démocratie. Ce virus appelle à une citoyenneté plus engagée, informée et active, afin de répondre collectivement et de manière responsable aux crises mondiales. Il souligne le besoin d'institutions nouvelles (nationales, mondiales) pour des solutions viables. A inventer maintenant. *

* Irina Bokova, ancienne directrice générale de l'Unesco ; Hakima El Haite, ancienne ministre de l'Environnement du Maroc et présidente de l'Internationale libérale ; Georges Papandréou, ancien Premier ministre grec et président de l'Internationale socialiste ; Joël Ruet, économiste au CNRS et président du cercle de réflexion The Bridge Tank.

« J'ai envie de picaresque, de légèreté, de liberté »

L'académicien, médecin, écrivain et grand voyageur Jean-Christophe Rufin est à l'isolement, comme tout le monde. L'occasion de lire et conseiller quelques ouvrages, réparateurs ou non.

Pouvez-vous décrire l'endroit où vous lisez en cette période de confinement : canapé, chambre, cuisine, toilettes... ?

Jean-Christophe Rufin Je lis comme j'ai toujours lu ici, dans mon chalet de Saint-Nicolas-de-Véroce, en Haute-Savoie : sur un canapé, le dos à la fenêtre, sinon comment résister à l'appel des cimes enneigées. Ah, non ! c'est vrai, on est confinés... Enfin, ne le dites pas aux gendarmes, mais le confinement, en pleine forêt à 1400 mètres d'altitude face au mont Blanc, c'est un peu virtuel...

Que lisez-vous en ce moment ?

Je relis *Moll Flanders*, de Daniel Defoe. J'ai envie de picaresque, de légèreté, de liberté, d'audace. La préface de Dominique Fernandez en édition de poche est lumineuse et le livre aussi.

Le classique que vous aimeriez lire confiné ? Et pourquoi ?

La légende arthurienne, cet ensemble de textes écrits par de nombreux auteurs au Moyen Âge autour du roi Arthur, de son entourage et de la quête du Graal. Et *Le Seigneur des anneaux*, soit les trois volumes publiés par J. R. R. Tolkien en 1954-1955. Je ne suis pas sûr d'y arriver. Il va falloir que ça dure vraiment longtemps... Mais je crois que je vais plutôt reprendre *Le Guépard*, de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, et *Le Jardin des Finzi-Contini*, de Giorgio Bassani, façon de penser à une Italie qui ne meurt pas.

Celui que vous aimeriez relire ? Et pourquoi ?

Jean-Christophe, de Romain Rolland. Je lui dois mon prénom, mais chaque fois que je me suis attaqué à ce monument, j'ai plus ou moins rapidement calé. Peut-être que, sous la menace d'un virus, j'y arriverai...

Celui que vous déconseillez fortement ? Et pourquoi ?

La Bible et tous les textes sacrés du même genre, de quelque obédience qu'ils soient. Nous sommes déjà saturés de déclarations prophétiques. Il n'y a plus que cela à la télé. Des « spécialistes » qui nous prédisent l'apocalypse (on n'entend jamais les autres), des politiques qui jouent à la guerre et des commentateurs qui répandent la peur. Heureusement que la littérature est là pour nous faire oublier un peu tous les bureaucrates de l'épidémie, ceux qui n'ont prévu ni les tests diagnostics, ni les masques, ni les contrôles aux frontières quand il était encore temps et qui nous font payer leur incertitude au prix fort. Je suis un privilégié et ne me plains de rien, mais je ne veux pas oublier qu'on impose à nos concitoyens une épreuve atroce. Le jour viendra où on comptera les féminicides, les divorces, les meurtres, les dépressions graves. Avis à tous les ayatollahs du confinement, à ceux qui voudraient

encore durcir la détention : le mieux est souvent l'ennemi du bien. La résistance du peuple a des limites, et une mesure bien acceptée aujourd'hui peut demain devenir insupportable et conduire à de terribles violences. A quoi sert de guérir le malade si on l'a tué ?

Quel essai pourrait selon vous être utile aux lecteurs en cette période de crise ? Et pourquoi ?

Le *Discours de la servitude volontaire*, de La Boétie. Souhaitons que notre légitime demande de protection ne vienne pas définitivement à bout de notre esprit de liberté. La démocratie, comme Tocqueville l'avait prévu, peut, au nom du bien qu'elle nous fait, créer une dictature infiniment plus dure que celle de tous les régimes totalitaires. Réfléchir à cela en temps de confinement nous aidera à reprendre nos esprits (et nos droits) quand il sera levé.

Quel livre marquant de votre enfance recommandez-vous chaleureusement aux parents désireux d'occuper leur progéniture ? Et pourquoi ?

Je crains que les livres de mon enfance n'aient disparu, et ceux qui restent ne sont plus politiquement corrects. Pourtant *Un bon petit diable* et tous les romans de la comtesse de Ségur, *Le Général Dourakine*, *Les Malheurs de Sophie*, *Les Petites Filles modèles*, pleins de claques et de fessées, quel délice... jadis.

La Peste, de Camus, ou L'Amour aux temps du choléra, de Gabriel García Marquez ?

Nil l'un ni l'autre. Plutôt *Le Hussard sur le toit*, de Giono. Où il est dit que le pire ennemi, c'est la peur. Le choléra n'est rien et les virus pas grand-chose quand on les affronte avec la joie de vivre stendhalienne d'Angelo et de Pauline. Un secret qui s'appelle (chut !, ne le répétez pas aux croque-morts qui encombrent nos écrans) l'espérance, la confiance et l'amour.

Vous est-il, en ces temps de crise, plus facile d'écrire ou de lire ?

Je suis dans une position particulière, car le confinement a interrompu la parution d'un de mes livres (une aventure d'Aurel le consul intitulée *Le Flambeur de la Caspienne*, qui devait sortir le 25 mars). J'ai beaucoup de mal à écrire tant que mon dernier ouvrage n'est pas paru. C'est un peu comme si tout était prêt pour une traversée et que le bateau restait à quai. Je ne peux donc que lire. Et réfléchir à ce que j'écrirai quand des temps meilleurs seront venus...*

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIANNE PAYOT

Retrouvez tous les jours notre série *Lecture de confinés* sur Lexpress.fr et dans notre newsletter spéciale coronavirus.

UN GARÇON SUR LE PAS DE LA PORTE

PAR ANNE TYLER, TRAD. DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS) PAR CYRIELLE AYAKATSIKAS. PHÉBUS, 176 P., 18 C.

DÈS LES PREMIÈRES LIGNES, Anne Tyler annonce la couleur : « On se demande ce qui peut bien se passer dans la tête d'un homme comme Micah Mortimer. Il vit seul, fréquente peu de monde, suit invariablement la même routine. » Pince-sans-rire, c'est ainsi que la grande romancière américaine de 78 ans, Prix Pulitzer de la fiction 1989 pour *Leçons de conduite*, nous présente le héros de son 23^e roman, comme pour nous détourner de cet individu sans aspérités ni surprises.

Evidemment, on s'attache tout de suite à cet informaticien du nord de Baltimore d'une quarantaine d'années dont l'emploi du temps de « fée du logis », entre repassage, nettoyage et polissage, laisse peu de place aux folies. Son caractère placide prévaut également à ses activités d'entrepreneur – à la tête de Techno Crack, il vient en aide aux utilisateurs de tout âge en panne d'informatique, avec aménité et sans jamais forcer l'addition. Même les relations avec sa compagne, Cass, une professeure de collège, ont pris un rythme de croisière pépère, de sages soirées télé en week-ends convenus, le tout dans des appartements séparés. Seule anicroche à cet univers aseptisé : ses quatre sœurs, toutes serveuses et un rien déjantées, organisent des fêtes de famille gentiment déstructurées.

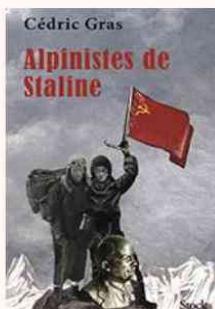
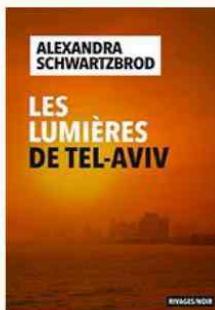
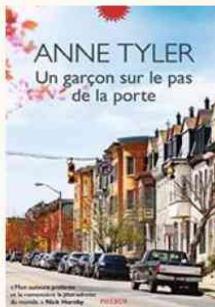
Soudain, deux événements viennent perturber la vie de Micah : Cass rompt avec lui, et Brink Adams, un jeune étudiant en fugue, débarque chez lui, persuadé qu'il est son père. Certes, Micah avait bien eu une liaison à la fac avec la mère de Brink, mais elle était restée toute platonique... Voilà. Comment dire ? Ce roman, au style impeccable, est absolument délicieux, profondément humain, psychologiquement réjouissant et étonnamment jeune. **M. P.**

LES LUMIÈRES DE TEL-AVIV

PAR ALEXANDRA SCHWARTZBROD. RIVAGES NOIR, 288 P., 20 C.

À LA RÉFLEXION, tout avait pu commencer en juillet 2018 par le vote de la loi de l'Etat-nation du peuple juif. Pour la première fois, Israël se définissait officiellement comme un Etat purement juif, niant tous ses droits à la minorité arabe. Parallèlement, en Europe, le venin de la xénophobie s'était répandu, tandis qu'aux Etats-Unis le temps du Far West était revenu. Mais c'est en Israël, ou plutôt au sein du « Grand Israël », que nous entraîne Alexandra Schwartzbrod, journaliste à *Libération*, dans ce formidable roman d'anticipation.

Le Grand Israël a donc élargi ses frontières, les Arabes ont été évacués en autocars, une coalition



d'ultra-orthodoxes et de nationalistes russes tient fermement les rênes du pouvoir. Seule poche de résistance : Tel-Aviv, réunissant Israéliens de gauche et réfractaires de toutes religions, qui tente de retrouver l'utopie des pionniers de 1948. Pour éviter les fuites vers cette bulle de liberté et de supposée luxure, les autorités ont fait ériger une muraille en béton. A partir de ce canevas, l'auteure décline ses personnages, empêtrés dans des histoires de survie et d'amour. Côté Grand Israël : Haïm, conseiller du Premier ministre, le rabbin Arie Golan ; Ana, sa femme ; Isaac, ami de Haïm, également conseiller de l'effrayant rabbin ; Moussa et Malika, deux gamins arabes en « cavale ». Côté Tel-Aviv : Eli, ancien flic, mandaté par le chef du gouvernement provisoire à la surveillance de la ville. Ajoutez à cela un effroyable plan de destruction humaine à partir de drones intelligents conçus par les Russes, et vous obtenez un roman haletant et le tableau d'un confinement idéologique et religieux des plus saisissants. **M. P.**

ALPINISTES DE STALINE

PAR CÉDRIC GRAS. STOCK, 320 P., 20,50 C.

ÉVIDEMMENT, IL Y A LE PIC LÉNINE. Et le pic Staline. Mais on trouve aussi un pic de la Guépéou, un pic des Commissaires-Rouges et même un pic Maurice-Thorez. « Cette toponymie n'est rien de moins qu'un récit national inscrit dans le paysage », écrit Cédric Gras dans l'étonnant livre qu'il consacre à deux héros de l'alpinisme soviétique, les frères Abalakov. Un peu à l'image de la conquête spatiale, les bolchéviques ont voulu démontrer au monde qu'ils étaient capables de vaincre les plus hauts sommets de leur immense territoire.

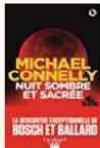
Rejetons d'une famille de négociants sibériens, Evgeni et Vitali Abalakov seront des pionniers de la Société du tourisme prolétarien (sic), hissant sur leur dos, parfois à plus de 7000 mètres, de lourds bustes de Lénine ou de Staline sur des pics du Caucase ou du Kirghizistan (Vitali y laissera des phalanges). La lourdeur bureaucratique vient s'ajouter au défi physique. Sans compter les purges staliniennes, les alpinistes étant accusés d'espionnage « géographique » au profit de puissances étrangères. Vitali Abalakov passera brutalement des neiges du Caucase aux caves de la Loubianka, avant d'en réchapper par miracle.

Familier du monde russe (il était dans le side-car de Sylvain Tesson lorsque celui-ci est parti sur la trace des fantômes de la Bérézina) et alpiniste chevronné, Cédric Gras a épluché les archives moscovites et gravi nombre des sommets conquis par les frères Abalakov. La fresque qu'il en a tirée, entre roman d'aventures et horreur stalinienne, vient combler un angle mort de la littérature de montagne, souvent focalisée sur les Alpes ou l'Everest. Les frères Abalakov méritaient ce beau tombeau de papier. **JÉRÔME DUPUIS**

PALMARÈS

Les rescapés

ILS SONT PASSÉS IN EXTREMIS. Publié avant la date fatidique du 26 mars (premier office repoussé par la plupart des éditeurs en raison de la fermeture des librairies), quelques romans attendus ont eu le temps de séduire. Ainsi du *Pays des autres* de Leïla Slimani, qui a pris la première place de notre palmarès; ou encore des deux contes de son aîné, J. M. G. Le Clézio, qui la talonne. Même fenêtre de tir serrée pour les maîtres du thriller américain, Michael Connelly et John Grisham, et pour les princesses du « *feel good book* », Aurélie Valognes et Agnès Ledig. Tandis qu'avec *Les Fleurs de l'ombre*, sorti le 12 mars, Tatiana de Rosnay réussit en beauté le lancement de son 13^e roman. Mais doivent-ils s'en réjouir alors que leurs livres ne sont plus disponibles en librairie? Oui, oserons-nous avancer. Tout d'abord parce qu'il est toujours possible de se procurer ces ouvrages dans les grandes surfaces alimentaires ou en les commandant sur Internet, ensuite parce que l'étalement à partir de mai (dans le meilleur des cas?) des centaines de titres repoussés devrait occasionner un joli encombrement. M. P.



5. Nuit sombre et sacrée

Par Michael Connelly

Ou la rencontre de l'inspectrice Renée Ballard, l'héroïne d'*En attendant le jour* (2019), et de Harry Bosch, le fameux inspecteur du LAPD apparu en 1992 avec *Les Egouts de Los Angeles*. Ce dernier, qui a repris du service au commissariat de San Fernando, se fait prendre par Ballard en train de fouiller dans des vieux dossiers. Suspicion, filature... finalement, les deux inspecteurs vont unir leur talent pour tenter de retrouver l'assassin d'une jeune fugueuse...



1. Dans les geôles de Sibérie

Par Yoann Barbereau

C'est la surprise de cette rentrée. Comment l'ouvrage d'un inconnu peut-il monter sur le podium des essais? Quelquefois, tout est simple. En l'occurrence, il aura suffi d'un très bon texte, digne des meilleurs James Bond, porté par un sympathique auteur, ex-directeur de l'Alliance française d'Irkoutsk, narrant avec talent sur les ondes l'incroyable histoire de son emprisonnement puis de son évasion.



Etats-Unis

The Splendid and The Vile

By Erik Larson

L'essai de Larson, sous-titré « Une saga de Churchill, de la famille et du défi pendant le Blitz », montre comment le Premier ministre anglais réussit, entre mai 1940 et mai 1941, à unir l'Occident dans une défense résolue contre la domination nazie. L'ouvrage trône à la première place du palmarès du *New York Times*.

FICTIONS

N°	Titre	Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	► <i>Le Pays des autres</i>	Leïla Slimani (Gallimard)	1	2
2	► <i>Chanson bretonne - L'enfant et la guerre : deux contes</i>	J. M. G. Le Clézio (Gallimard)	-	1
3	► <i>Miroir de nos peines</i>	Pierre Lemaitre (Albin Michel)	3	11
4	▲ <i>Né sous une bonne étoile</i>	Aurélie Valognes (Mazarine)	5	2
5	► <i>Nuit sombre et sacrée</i>	Michael Connelly (Calmann-Lévy)	-	1
6	▼ <i>Agatha Raisin enquête (t. XX). Voici venir la mariée</i>	M.C. Beaton (Albin Michel)	2	2
7	▼ <i>Agatha Raisin enquête (t. XXI). Trouble-fête</i>	M.C. Beaton (Albin Michel)	4	2
8	▼ <i>Se le dire enfin</i>	Agnès Ledig (Flammarion)	6	3
9	▼ <i>Au soleil redouté</i>	Michel Bussi (Presses de la Cité)	7	6
10	▼ <i>La Panthère des neiges</i>	Sylvain Tesson (Gallimard)	8	22
11	▲ <i>Là où chantent les écrevisses</i>	Delia Owens (Seuil)	14	5
12	▼ <i>Tous les hommes n'habitent pas le monde de la même façon</i>	Jean-Paul Dubois (L'Olivier)	10	30
13	► <i>Vania, Vassia et la fille de Vassia</i>	Macha Méril (Liana Levi)	13	2
14	▼ <i>L'Institut</i>	Stephen King (Albin Michel)	9	7
15	► <i>Les Fleurs de l'ombre</i>	Tatiana de Rosnay (Robert Laffont)	-	1
16	► <i>La Sentence</i>	John Grisham (JC Lattès)	16	2
17	▼ <i>Le Bal des folles</i>	Victoria Mas (Albin Michel)	12	28
18	▼ <i>Jackie et Lee</i>	Stéphanie des Horts (Albin Michel)	11	3
19	▲ <i>L'autre moitié du songe m'appartient</i>	Alicia Gallienne (Gallimard)	-	2

ESSAIS-DOCUMENTS

1	► <i>Dans les geôles de Sibérie</i>	Yoann Barbereau (Stock)	1	5
2	▲ <i>Génération offensée. De la police de la culture à la police de la pensée</i>	Caroline Fourest (Grasset)	5	3
3	▲ <i>Le Consentement</i>	Vanessa Springora (Grasset)	4	11
4	▼ <i>Municipales. Banlieue naufragée</i>	Didier Daeninckx (Gallimard)	3	5
5	▼ <i>On n'est jamais mieux soigné que par soi-même</i>	Frédéric Saldmann (Plon)	2	7
6	▲ <i>Sorcières. La puissance vaincue des femmes</i>	Mona Chollet (Zones)	8	76
7	▼ <i>Les Antisèches du bonheur</i>	Jonathan Lehmann (HarperCollins)	6	2
8	► <i>Economie utile pour des temps difficiles</i>	Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo (Seuil)	-	1
9	▲ <i>La Clé de votre énergie. 22 protocoles pour vous libérer émotionnellement</i>	Natacha Calestrémé (Albin Michel)	12	7
10	▼ <i>D'un cheval l'autre</i>	Bartabas (Gallimard)	7	5
11	▼ <i>Karl et moi</i>	Baptiste Giabiconi (Robert Laffont)	9	3
12	▲ <i>La Mère morte</i>	Blandine de Caunes (Stock)	18	11
13	► <i>Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui</i>	Johann Chapoutot (Gallimard)	13	10
14	► <i>Mindfuck. Le complot Cambridge Analytica pour s'emparer de nos cerveaux</i>	Christopher Wylie (Grasset)	-	1
15	▼ <i>Les Désaliés. Comment transformer un bloc divisé en force majoritaire</i>	Thomas Porcher (Fayard)	10	3
16	► <i>Je suis une sur deux</i>	Giulia Foïs (Flammarion)	-	1
17	▲ <i>Sapiens. Une brève histoire de l'humanité</i>	Yuval Noah Harari (Albin Michel)	-	192
18	► <i>Mouvement perpétuel</i>	Renaud Capuçon (Flammarion)	-	1
19	▲ <i>Croire aux fauves</i>	Nastassja Martin (Verticales)	-	12
20	► <i>Comprendre le monde</i>	Delphine Horvilleur (Bayard)	20	3

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com. Réalisé par Edistat, du 9 mars au 15 mars 2020, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



RTL Retrouvez le palmarès **le jeudi, à 9 heures**, avec Yves Calvi, dans *Laissez-vous tenter*. **Le dimanche, à 7h 40**, retrouvez *Les Livres ont la parole*, une émission animée par Bernard Lehut.

LA PLUS BELLE AVENUE DU MONDE. UNE HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

PAR LUDIVINE BANTIGNY.

LA DÉCOUVERTE, 288 P., 21 €.

★★★★★

ELLE N'EST LONGUE QUE DE 2 KILOMÈTRES, mais c'est comme si toute l'Histoire de France s'y était donné rendez-vous. « Plus belle avenue du monde » ? C'est sûrement exagéré. « Plus rebelle avenue du monde » ? On a pu le croire le temps des manifestations des gilets jaunes, qui s'en sont pris à l'un de ses symboles bling-bling, le Fouquet's. Historienne des mouvements sociaux, Ludivine Bantigny a remonté le cours de cet axe emblématique. A l'origine, des marécages envahis par les ronces. Il faut attendre environ l'an 1700 pour que l'avenue naîsse. Très vite, noblesse et « vide-goussets » s'y croisent, inaugurant le brassage de la pauvreté et du luxe qui, jusqu'à aujourd'hui, restera la marque des lieux.

Les événements s'y succèdent : présidents et empereurs les remontent mais manquent de s'y faire descendre (Napoléon III en 1855, Jacques Chirac en 2002) ; Hitler y parade le 23 juin 1940, De Gaulle y triomphe le 26 août 1944 ; les manifestants d'extrême droite s'y donnent rendez-vous le 6 février 1934, des communistes s'y font réprimer par la police en 1948. Un véritable champ de bataille. Un champ d'honneur, aussi, de la tombe du Soldat inconnu au visage de Zidane projeté sur l'Arc de Triomphe en 1998.

Le prisme social de Ludivine Bantigny insiste surtout sur le carrefour des inégalités que constitue ce monde en soi : des enfants vagabonds y sont déjà présents au XIX^e siècle, tandis que les prix fous de l'immobilier élyséen (les loyers y sont 100 fois plus élevés que pour la moyenne française !) en font désormais la vitrine d'un luxe tapageur. Bref, une stimulante vision tout en champs et contrechamps. **J. D.**

QU'EST-CE QU'UNE PLANTE ?

ESSAI SUR LA VIE VÉGÉTALE

PAR FLORENCE BURGAT.

SEUIL, 208 P., 20 €.

★★★★★

« MIGNONNE, ALLONS VOIR SI... » La rose de Ronsard a ceci de fabuleux qu'elle ne se fane pas, elle vieillit. Aujourd'hui, il n'y a pas que les poètes à prêter aux plantes des qualités réservées aux animaux (humains compris). Certains philosophes veulent les doter de sensibilité et certains juristes, de droits. Notre culpabilité face à la nature dévastée est telle que nous sommes prêts à abandonner nos prérogatives pour nous fondre dans le vivant : tous égaux, tous pensant comme des roseaux. Certaines éthiques environnementales empruntent ce chemin bucolique mais risqué, prévient la philosophe Florence Burgat. Car de quoi est capable une plante ? Comment décrire ce qu'elle est, sans réduction ni anthropomorphisme ?



Au risque de décevoir, son bel essai *Qu'est-ce qu'une plante ?* commence par désenchanter le monde végétal, écartant les sornettes de *La Vie secrète des arbres*, best-seller trop champêtre pour être vrai. Si votre figuier penche, ce n'est pas pour suivre un projet de vie ou manifester son affection. La plante n'a ni individualité ni conscience – sinon chez le poète, qui a bien le droit de manier la métaphore, contrairement au botaniste et au juriste. Ce constat s'appuie sur une relecture passionnante de la « philosophie des plantes », de Rousseau à Canguilhem, en passant par Hegel et Schopenhauer. Mais la critique du nouveau moralisme végétalien, qui érige la plante en sujet et modèle, rend à l'orchidée ou au myosotis leur altérité et leur étrangeté. Garder raison, c'est aussi les laisser dans cette distance qui permet la contemplation et la révolte devant leur saccage. Longtemps, nous continuerons à aller voir vieillir la rose. **PHILIPPE CHEVALLIER**

CONTES DES MILLE ET UN ROHMER

PAR FRANÇOISE ETCHEGARAY.

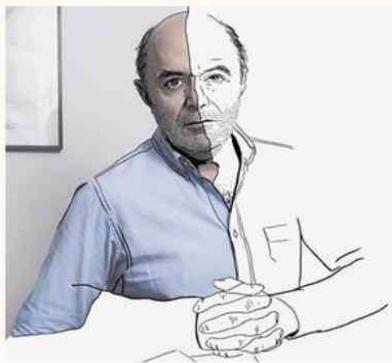
ÉD. EXILS, 271 P., 22 €.

★★★★★

IL AURAIT EU, AU PREMIER JOUR DE CE PRINTEMPS, 100 ans. Son cinéma, lui, demeure sans âge. Avec *Perceval le Gallois*, où tintinnabule l'ancien français de Chrétien de Troyes, les amourettes évanescantes de *Pauline à la plage* ou de *Ma Nuit chez Maud*, sa poésie précieuse et sa sentimentalité fragile déconcertent toujours, charment souvent, ennuient parfois.

Un livre sur Rohmer doit ressembler à un scénario de Rohmer... Tel est le cas de ces *Contes des mille et un Rohmer*, incroyable album de souvenirs composé par Françoise Etchegaray, sa productrice inlassable. Il y a la nouvelle vague, d'abord, et la rivalité tenace entre ses héros. Alors que Rohmer sollicite un rendez-vous, Jean-Luc Godard assène : « Je n'ai rien à dire à un cinéaste bourgeois. » « Mon vieux camarade », murmure Godard quand il voit, une ultime fois, Rohmer plié par l'âge, qui ne répond pas...

Bonus pour le DVD de sa vie, les anecdotes se succèdent. Tournant *Conte d'été*, Rohmer crée une fausse crêperie à Dinard, et la vraie située en face dépose plainte ! Pour *L'Arbre, le maire et la médiathèque*, il arrache 10 milliards d'anciens francs (la seule unité qu'il maîtrise) au patron de Canal +, dont il quitte le bureau en ouvrant la porte... du placard ! Grandiose, le cinéaste se retourne et dit au financier : « Il est dans un drôle d'état, votre placard ! » Un jour, il maltraite Etchegaray devant toute l'équipe, dans le seul but de faire pleurer une actrice qui n'arrive pas à faire couler ses larmes face à la caméra. Et ça marche ! Puis il félicite sa productrice de s'être prêtée à cette improvisation lacrymogène. A travers ces saynètes, c'est l'art de tourner du cinéaste qui apparaît, notamment l'art de diriger ses comédiens en feignant de les suivre. **CHRISTOPHE BARBIER**



« Avez-vous couché avec Beckett ? »

De la difficulté des biographes à enquêter sur des auteurs vivants et portés sur le whisky.

Pierre Assouline

Combien de fois avez-vous couché avec Samuel Beckett pour obtenir ce scoop ? Ce genre de perfidie, Deiedre Bair en a subi plus d'une fois. Elle n'en a pas seulement entendu dans des réunions mais elle en a aussi lu dans des articles. Il est vrai que sa première rencontre avec Samuel Beckett eut lieu dans un hôtel : en 1971, l'hôtel du Danube, rue Jacob, à Paris. Mais c'était dans le lobby. Quelques mois plus tard, à sa lettre lui annonçant sa détermination à écrire sa biographie, le grand écrivain répondit qu'il se tenait à sa disposition. Ce qui ne manqua pas d'ébahir le milieu littéraire et universitaire, pour lequel Beckett demeurait le personnage le plus inaccessible de leur petit monde et Bair, une novice. Le célèbre auteur avait ajouté qu'il ne la soutiendrait ni ne l'entraverait dans ses démarches, mais que ses amis et sa famille l'assisteraient et que ses ennemis la retrouveraient bien assez tôt. Lui qui ne donnait jamais d'interviews la revit à de nombreuses reprises, à condition qu'elle n'enregistre pas, qu'elle ne prenne pas de notes et qu'elle ne révèle leurs rencontres à personne. Lorsqu'ils ne se voyaient pas, ils s'écrivaient. Quand ils se retrouvèrent l'année suivante, en 1972, ce ne fut plus à l'hôtel du Danube mais au bar-tabac voisin, ou dans des bistrots entre les stations de métro Raspail et Denfert-Rochereau. En ce temps-là déjà, ce qu'on savait de Beckett, ce qu'on en disait concourrait à en faire une sorte de saint laïque.

Le dramaturge avait soigneusement compartimenté sa vie. Deiedre Bair, qui effectua des centaines d'interviews à Paris, à Londres, à Dublin, à New York pendant sept ans, nous en livre les coulisses dans *Parisian Lives, Samuel Beckett, Simone de Beauvoir and Me. A Memoir*, qui est paru cet automne aux Etats-Unis (Talese/Doubleday). Une « bio-mémoire » qu'elle s'est décidée à écrire dès lors que les intéressés et les témoins n'étaient plus de ce monde. Le résultat est pour le moins réjouissant : l'exil du jeune Beckett à Paris de crainte que sa vie de jeune débauché alcoolique à Dublin ne finisse par le détruire ainsi que sa mère ; sa discrète mais dispendieuse générosité ; ses séances de psychanalyse avec Wilfred Bion, lequel l'emménageait parfois à la Tavistock Clinic y écouter parler le maître Carl Gustav Jung ; sa fragilité psychique, lui valant d'être qualifié de « psychotique » par des psychologues sidérés à la lecture de son œuvre.

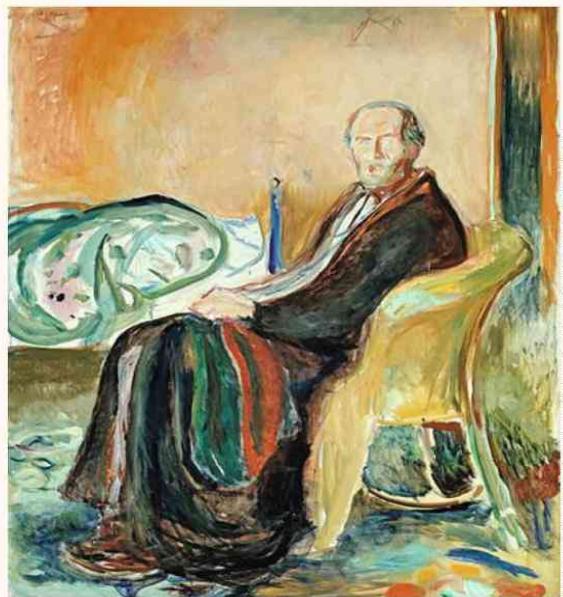
Une pudeur mêlée de puritanisme

Rigoureuse, refusant toute amitié trop approfondie avec son sujet, la biographe exigeait trois sources indépendantes pour corroborer un fait ou une parole, bien que ses témoins fussent souvent ivres (chose à méditer lorsqu'on se lance dans la biographie d'un écrivain irlandais). Ainsi de l'hypothèse selon laquelle *En attendant Godot*, sa pièce la plus célèbre, aurait eu pour titre de travail « En attendant Lévy »... Bair n'est pas allée plus loin sur la sexualité « problématique » de son sujet, car elle était trop embarrassée par ce qu'elle avait découvert dans certaines lettres relatives à sa « profonde amitié » pour quelques poètes de ses amis, ainsi que des « rencontres sexuelles dont il disait que d'autres hommes en avaient pris l'initiative » au cours de sa jeunesse. De même ne chercha-t-elle pas à creuser lorsque la peintre Joan Mitchell, qui avait été un temps sa maîtresse, lui confia que « ça » (entendez : « faire l'amour ») ne l'avait jamais tellement intéressé. Sa biographie était à l'époque volontairement muette sur le sujet en raison d'une pudeur mêlée de puritanisme et par crainte que le bruit qu'un livre à sensation se préparait sur lui ne revienne aux oreilles de « Sam ». Les beckettiens canal historique, une internationale composée d'universitaires américains, de poètes irlandais, de critiques new-yorkais et d'intellectuels parisiens, des hommes en majorité, blancs hétéro-chrétiens, ont instillé les rumeurs nuisibles à l'encontre de Bair. Elle en eut le cœur net lors d'un colloque à New York où ces gardiens du temple lui manifestèrent une hostilité constituée d'insinuations douteuses sinon d'insultes. Et à la vie et l'œuvre de qui croyez-vous qu'elle consacra juste après son nouveau livre ? *Simone de Beauvoir* ! Mais ce fut beaucoup moins piquant, son sujet se révélant désagréable, abrupte, sèche, autoritaire, la considérant parfois comme une sténodactylo à laquelle elle dictait son message au monde et lui interdisant de la qualifier de lesbienne. Un point commun avec Beckett toutefois : ce que leur biographe commune, passée maîtresse dans l'art de l'euphémisme, appelle « une identité sexuelle complexe ». Quarante ans après son coup d'essai avec l'écrivain irlandais, la dernière cible de la biographe-en-série fut un Italo-Américain du nom d'Al Capone. Manifestement, Deiedre Bair aura toujours médité la devise de ce dernier : « Quand on a quelque chose à demander à quelqu'un, il vaut mieux être poli et armé que simplement poli. »*

Pierre Assouline, écrivain et journaliste, membre de l'académie Goncourt.

Peindre le fléau

Syphilis, peste, grippe espagnole, sida... Au fil des siècles, les grandes épidémies ont inspiré les artistes. Sous leur pinceau, la mort devient spectacle et le sens de la vie est dramatiquement mis en perspective.



A g., Edvard Munch et son *Self Portrait with the Spanish Flu*. Ci-dessus, *l'Homme syphilitique* d'Albrecht Dürer.

A U PREMIER PLAN, une femme à la poitrine dénudée est étendue sur le dos, la bouche entrouverte figée dans la mort. A droite gît un cadavre de bébé. Face à lui, un deuxième enfant, vivant celui-là, s'agrippe au corps sans vie de sa mère. On doit cette scène saisissante, inspirée d'un détail d'une célèbre composition de Poussin – *La Peste d'Asdod* –, à Pedro Bocanegra (1635-1688). Le peintre andalou y transcrit sa vision de la grande peste de Séville, à laquelle la moitié de la population succomba au cours de l'année 1649.

A l'arrière-plan de son *Allégorie*, datée de 1684 et conservée au musée Goya de Castres, il introduit des figures emblématiques : l'Eucharistie à la main, la Foi surgit du ciel. A terre, la Cupidité entraîne le Temps, tandis que l'Espérance prend la fuite. Ici, le pinceau de Bocanegra délivre un message limpide : le fléau s'apparente au châtiment infligé par Dieu à l'humanité coupable de faiblesse, que seule la foi peut conduire au salut. Cette approche picturale moralisatrice de l'épidémie comme sanction du Très-Haut, on la trouve dans nombre de représentations antérieures.

Ainsi, la fin du XV^e siècle voit l'émergence, dans la littérature allemande, de textes évoquant une nouvelle maladie sexuellement transmissible.

On l'appelle « le mal français » (dès lors qu'il s'agit d'excès sexuels, l'Hexagone est déjà en première ligne) et elle se répandra bientôt dans le monde entier sous le nom de « syphilis ».

Dans un ouvrage illustré de Theodoricus Ulsenius, paru en 1496, Albrecht Dürer campe un *Homme syphilitique* à double dimension : dans un globe, il convie l'astrologie, avec les signes du zodiaque, qui observent la conjonction de cinq planètes dans le scorpion – symbole gouvernant les parties génitales. Il en appelle parallèlement à la condamnation divine des déviances, à travers le personnage central de l'œuvre : une caricature de Français jouisseur, coiffé d'un chapeau à plumes et couvert de pustules, qui adopte la posture du Christ portant les stigmates de la Passion.

Bien plus tard, à l'automne 1918, les représailles célestes ne sont plus au goût du jour, mais les pathologies ravageuses restent toujours d'actualité, quand la grippe espagnole emporte, comme des millions d'autres, le surdoué autrichien Egon Schiele, 28 ans. L'expressionniste laisse un tableau inachevé, *La Famille*, sur lequel il se tient au côté de son épouse enceinte de six mois, morte quelques jours auparavant de la pandémie. Chez le Norvégien Edvard Munch, auteur de l'iconique *Cri*, le dénouement est plus heureux. Ratrépé par le virus, il se peint avachi dans un fauteuil, le teint blafard, sur le poignant *Self Portrait with the Spanish Flu* (1919). Mais il en réchappe.

Keith Haring (1958-1990), lui, aura moins de chance. Le 15 septembre 1985, le graffeur engagé du New York underground représente, sur une bâche monumentale, un malade du sida aux allures de monstre, arborant une croix rouge, tel un pestiféré. L'œuvre traduit la révolte du *street artist* face à l'affaire qui secoue alors l'Amérique : un jeune hémophile contaminé de l'Indiana est insulté et rejeté par tous, y compris par les instances de son lycée. Epicentre du « cancer gay », la Grosse Pomme voit tomber ses fêtards comme des mouches, jusqu'à Haring lui-même, pilier du Club 57 – temple des performeurs branchés – et adepte de « sexe facile ». Diagnostiqué séropositif en 1988, il peuple ses tableaux de spermatozoïdes à tête de diable, avant de rendre l'âme deux ans après, à seulement 31 ans.

Nul doute que le coronavirus, premier grand fléau sanitaire du XXI^e siècle, inspirera à son tour moult créateurs confinés... *

LETIZIA DANNERY

Seconde main, premier choix

Afin de freiner la surproduction, de plus en plus de marques imaginent de nouveaux modèles en recyclant leurs rebuts ou invendus.

PAR FRÉDÉRIC MARTIN-BERNARD



En backstage du défilé printemps-été 2020 de Stella McCartney. La styliste britannique est une pionnière en matière de recyclage ; sa nouvelle collection pour hommes utilise 64 % de fibres retraitées.

Faire du neuf avec du vieux... On dirait une recette de grand-mère, mais c'est l'une des tendances les plus en vogue du moment ! Coup sur coup, J.-M. Weston a présenté une collection de souliers vintage remis au goût du jour, Figaret Paris a lancé une ligne « à l'imparfait », composée de chemises de second choix sommeillant dans ses réserves, et Diesel a réalisé une édition ponctuelle de 5 055 pièces à partir d'anciens modèles griffés 55DSL. Ces multiples exercices de style autour du recyclage – également appelé « up-cycling » – sont tout sauf un hasard. Chaque saison, depuis plusieurs années, le secteur du textile-habillement se fait épingle car il pousse à la consommation. Selon l'Agence européenne pour l'environnement, la quantité de vêtements achetés au sein de l'Union aurait augmenté de 40 % entre 1996 et 2012. Par ailleurs, le même organisme avance qu'un tiers de la garde-robe de tout un chacun en Europe dort dans les placards. Ainsi, nul ne s'étonnera que quelques Suédois aient lancé, à l'automne dernier, le

mouvement #köpskam (honte de faire du shopping) après s'être érigés contre le trafic aérien via #flygskam au printemps 2019.

Malheureusement, le textile-habillement n'a que le rayonnement planétaire de comparable avec l'aviation civile. C'est un secteur beaucoup plus complexe, faisant appel à une multitude d'intervenants, de la fabrication des fibres à la confection des vêtements. Dans la mode masculine, Ermenegildo Zegna fait cependant figure d'exception avec un outil de production toujours intégré de A à Z. A l'aube des années 1970, ce tisseur a commencé par étendre son activité au prêt-à-porter : il est aujourd'hui le leader mondial du prêt-à-porter de luxe pour homme. Sa collection printemps-été 2020 s'intitule « Use The Existing » : une dizaine de silhouettes sont façonnées dans des étoffes recyclant ses propres rebuts, de la filature historique de Trivero aux ateliers de confection. Il y a même un costume en laine recomposée, « the Achill suit », qui porte le nom d'une ferme partenaire en Australie où la démarche circulaire de l'industriel italien est en vigueur dès la tonte des moutons.

Focus

Pionniers et puristes

Lamine Kouyate, alias Xuly Bët, a été l'un des premiers stylistes à s'intéresser au recyclage, à la fin des années 1980, en imaginant des collections mixtes à partir de fripes. Après une longue absence hors des podiums, il a défilé en marge de la dernière Fashion Week parisienne avec une proposition plus d'actualité que jamais, à l'instar de sa consœur parisienne Sakina M'Sa, qui travaille des étoffes de seconde main depuis 1997.

La Britannique Stella McCartney est aussi pionnière en la matière. Sa ligne pour homme de l'été 2020 utilise 64 % de fibres recyclées. Plus jeune, mais non moins écolo-talentueux, Spencer Phipps a réalisé une partie de son vestiaire éponyme de la saison pour crapahuter au grand air, à partir de vieux stocks des établissements Millet, spécialiste français de l'outdoor.



La collection outdoor de Spencer Phipps.

Tenez la barre (au sol) !

Inspirés de l'Opéra, rythmés par une musique tonique, ces nouveaux cours de danse redressent la silhouette autant que le moral.

PAR JEANNE DRÉAN



Les différents mouvements combinent fitness, cardio, Pilates et stretching.

Cardio Barre, Fit'Ballet, Burning barre ou encore BarreShape... S'ils noms diffèrent un peu, ces activités tirent toutes leur origine de la fameuse barre au sol. Une technique d'entraînement, fusion de fitness, cardio, Pilates et stretching, qui permet de réaliser des mouvements sur le dos, le ventre ou en position assise, sans la barre de danse traditionnelle. Ces cours d'une heure – disponibles en ligne – s'exercent sur une playlist rythmée, en y ajoutant du gainage avec élastiques et altères ou des mouvements plus cardio pour travailler l'endurance.

« La danse classique est très sélective et souvent perçue comme inaccessible. On la rend maintenant bien plus libre et plus ludique », assure Sophie Fourçans, danseuse et cofondatrice de la méthode Cardio Barre. En quelques mois, les muscles des jambes et des fesses se galbent et s'allongent ; on pense davantage à rentrer son ventre au quotidien et la colonne se redresse d'elle-même, comme par réflexe. Le fameux port de tête des danseurs ! Si les hommes sont les bienvenus, les adeptes sont essentiellement des femmes. « Pourtant, la rigueur et la

ténacité que demande cette discipline confèrent une vraie confiance en soi, poursuit Sophie Fourçans. Et ce, que l'on soit un homme ou une femme. »

On apprécie aussi de renouer avec nos souvenirs d'enfance en justaucorps, à la façon d'une madeleine de Proust. « Dans un contexte chahuté, on observe un retour aux codes patrimoniaux et à un certain classicisme, analyse Lucille Gauthier-Braud, directrice des tendances beauté chez Peclers. Ce sont autant de repères qui nous ré-ancrent dans notre propre histoire, dans un monde souvent régi par la légèreté et l'éphémère. » Et voilà le retour en grâce de l'univers du ballet ! Ses étoiles se racontent sans fard dans des autobiographies à succès, comme celle de Dorothée Gilbert (*Etoiles*, éd. du Cherche midi). Les comptes Instagram de l'Opéra de Paris et du New York City Ballet rassemblent près de 800 000 abonnés, et le hashtag #Ballet apparaît 15 millions fois avec des clichés d'arabesques et de grands jetés sur les toits de Paris ou dans les rues de Brooklyn. En toute logique, la Fédération française de danse enregistre un nombre croissant d'adhérents depuis 2018, dont 20 % d'adultes. De quoi revivre nos rêves d'enfant, le temps d'un confinement, d'autant que rien n'empêche de le partager avec les siens.

A chacun son cours connecté

Pour travailler sa posture : Les Mills

Barre proposent une vidéo de trente-trois minutes qui permet de travailler les muscles posturaux et la sangle abdominale. Gratuit. [watch.lesmillsondemand.com/at-home-workouts](https://www.lesmillsondemand.com/at-home-workouts)



Pour trouver la grâce : mi-fitness, mi-danse classique et yoga, Fit'Ballet propose un accès illimité à ses cours en ligne, aux horaires de votre choix, sur abonnement. A partir de 19,90 € par mois. fit-ballet.com/fr/cours-en-ligne



Pour un travail ciblé : bras, abdos, jambes ou fessiers... Retrouvez des exercices de quelques minutes selon vos besoins sur la chaîne YouTube de BarreShape. Gratuit. [youtube.com/user/BarreShape](https://www.youtube.com/user/BarreShape)



Le bon karma de Gourou

Accessible uniquement par les plateformes de livraison de repas à domicile, ce restaurant virtuel propose une excellente cuisine indienne moderne. De quoi s'évader pendant cette période de confinement.

PAR EZÉCHIEL ZÉRAH

L'horloge affiche 12h17. Le livreur arrive les mains gantées de plastique et dépose mon sac commandé en ligne vingt-six minutes plus tôt. Un sac « Gourou », rempli d'une cuisine indienne pensée par Valentin Bauer (dont les pizzerias Tripletta sont acclamées) et Adrien Bouchaud (chef formé dans des palaces et artisan de l'ex-start-up Chaud Chaud Chaud). Contrairement à beaucoup d'offres sur Deliveroo et Uber Eats, c'est un restaurant dit « virtuel » car fonctionnant à 100 % via ces plateformes. Un genre snobé par la presse à fourchette. Dans mon « panier » : le populaire *butter chicken*, des beignets de *paneer* (fromage de vache ou de bufflonne), ainsi que du *gulab jamun*, classique de la pâtisserie du sous-continent, divin lorsqu'il est fraîchement préparé par des mains expertes.

Morceaux de volaille fins, longs et merveilleusement tendres, croquant des noix de cajou, crémeux tomate-yaourt moyennement épice



PHOTOS : SDP
L'enseigne livre de succulents *gulab jamun*, à la texture parfaite.



Un *butter chicken* digne des grandes tables.

et herbes pour rafraîchir le tout : c'est un sans-faute pour le *butter chicken* (à accompagner de riz ou d'épinards, en option), meilleur que dans nombre de « vraies » tables où la viande surcuite fait partie du décor. Caoutchouteux d'ordinaire, ce *paneer*-là est une sorte de caillé granuleux, héroïque d'humidité, enrobé d'une panure croustillante que l'on trempe dans un chutney de coriandre. L'excellente surprise du repas. Les puristes seront étonnés de la texture non spongieuse des *gulab jamun*, moins beignets que boules de cheesecake dorées comme des bijoux et plongées dans un mélange sirupeux à base de rose, de cardamome et de citron.

On a appris que Gourou cherchait en ce moment un fonds de commerce traditionnel : bientôt dans le dur mais déjà dans le mille.

GOUROU

LIVRAISON UNIQUEMENT VIA DELIVEROO
CURRY, 11-15 C, FORMULES 14,50-17 C,
CARTE 23-32,50 C.

★★★★★

GLOBE-CROQUEURS

L'Allemagne, le pays où l'asperge est reine



Gina-Luise Schrey a 20 ans et, depuis mars, cette rousse au regard vif peut arborer fièrement son écharpe de Miss, comme, avant elle, Kristin, Lara Luisa, Nicole et beaucoup d'autres. Son titre : celui de reine... de l'asperge de Beelitz, commune située

au sud-ouest de Berlin. L'histoire peut faire sourire, mais elle est des plus sérieuses : chaque année, d'avril à juin, les Allemands vibrent pour l'asperge, et plus particulièrement pour l'asperge blanche – il y a même un terme officiel pour désigner cette période où elle est consommée, « *die Spargelzeit* », qui se clôt officiellement le 24 juin, jour de la Saint-Jean. Un « légume royal », comme il est baptisé ici, dont on récolte 133 000 tonnes annuelles, record absolu en Europe ! « En ce moment, on voit de la soupe aux asperges

dans tous les restaurants bourgeois du pays », souffle l'Allemand Jörg Zipprick, journaliste gastronomique. Pizzas, confitures mêlant mangue et asperges, kiosques de rues dédiés, librairies offrant une liste kilométrique de carnets de recettes et aussi un recueil d'histoires drôles potagères noirci par des caricaturistes de renom, musées thématiques... Sans oublier Instagram, où l'on recense sept fois plus de mentions du légume qu'en France : rien ne résiste à cette vague verte outre-Rhin. Même la chancelière Merkel

s'autorise des séances photo aux côtés de princesses et reines des asperges régionales, cagettes remplies et parfaitement dressées au premier plan. Son opposant Christian Lindner – président du parti libéral FDP – a même qualifié la tige de « patrimoine culturel ». « Le plus allemand de tous les dieux », a ironisé l'influent hebdomadaire *Der Spiegel*. Suivant les recommandations de Tim Raue, chef du seul restaurant germanique classé au 50 Best, on pourra l'accompoder de pomelo, citronnelle, sirop de fleur de sureau ou pâte de miso.

Christophe Donner



Les courses ou la mort

Les Anglais ont inventé les courses de chevaux à la fin du XVII^e siècle. Je parle du sport hippique tel qu'il se pratique aujourd'hui un peu partout dans le monde, de Villedieu-les-Poêles à Ascot. Avec un siècle et demi de retard, sous les conseils de quelques aristocrates anglais expatriés, une bande de fêtards parisiens ont fait la même chose, créant, dans les années 1830, derrière le château du duc d'Aumale, à Chantilly, le premier hippodrome français digne de ce nom. Ce siècle et demi de retard, les Français n'ont eu de cesse de le rattraper. Les révolutions, les guerres, dont la France est coutumière, venant chaque fois faire obstacle à une revanche introuvable. Longtemps, l'histoire des courses en Europe a tourné autour de cette rivalité qui s'est exprimée aussi à travers les deux modes de paris concurrentiels, le mutuel en France, les bookmakers en Angleterre : un vrai conflit éthique, passionnant, édifiant. Quand le coronavirus est apparu en France, j'ai été surpris, un peu offusqué d'entendre les radios annoncer que « tous

les sports étaient désormais interdits », alors que, j'étais bien placé pour le savoir, les courses hippiques continuaient allègrement de se tenir. Dans le long martyrologue des sports sacrifiés à l'urgence sanitaire, elles n'étaient pas citées, on les avait oubliées, une fois de plus ; elles n'étaient pas considérées comme un sport. Mais peut-être que cette fois-ci, ce mépris allait servir les courses. Et en effet, elles ont continué, et je me suis dit : « Ce coup-ci, les Anglais ne nous auront pas, ça va être la chance des courses françaises : privés de foot, de tennis, de rugby, de vélo, nos sportifs vont se tourner vers le premier des sports, le plus beau, le plus civilisateur, le plus pacificateur, le plus écologique, le plus connecté à la nature, à l'animal, à la terre. Comme en Angleterre. »

Mais voilà que, à la suite d'une promenade inopinée dans Paris, le monsieur de l'exécutif s'est rendu compte que les gens continuaient de vivre. Il a aussitôt fait fermer tout ça : bistrots, restaurants, cinémas, squares... Et comme il ne parlait toujours pas des courses, on a cru qu'elles pouvaient continuer, à huis clos, tant pis, presque sans paris, des courses pour la gloire, pour l'honneur, pour le fun, parce que c'est beau de courir, de voir courir, de se disputer une victoire sans se foutre sur la gueule. Parce que c'est ce qui définit un peuple civilisé : la maîtrise des instincts. Mais non. Le monsieur de l'exécutif, qui n'a jamais mis les pieds sur un champ de courses, a dit stop, arrêtez tout. Pas d'exception. Il aurait alors fallu protester, se défendre, crier que si vous faites ça, c'est la mort des courses.

Pas un cri, pas un mouvement de révolte. C'est que le peuple des courses est très pacifique. Le cheval le lui impose. Il est trop attaché à lélégance pour enfiler un de ces disgracieux gilets jaunes. Quand ses jockeys portent des couleurs, ce sont celles des cosaques de soie, frappées d'emblèmes hérités d'ancêtres lointains, marquis normands, barons juifs, capitaines d'industrie. Ils portent les couleurs d'une histoire, d'une culture et d'une tradition devant lesquelles les hystériques, les violents, les spéculateurs du ballon rond feraient bien de se taire, de se calmer, de s'incliner. Quand le Royaume-Uni, après une semaine de résistance supplémentaire, a fini par supprimer lui aussi les courses, je me suis dit *God doesn't save the Queen anymore*. Restent la Suède, l'Irlande, l'Afrique du Sud, Hongkong... et le Chili. Ah ! le Chili. Ça ne sera pas la première fois que ce havre longitudinal nous sauvera d'une vilaine bestiole. Souvenez-vous : on lui doit la survie de nos vignobles attaqués par le phylloxéra. Tant qu'il y aura des courses de chevaux au Chili, je garderai espoir. Après, il ne me restera plus qu'à ouvrir une bouteille de Piedra Sagrada 2015, pour noyer mon chagrin. *

Christophe Donner, écrivain.

DÉCOUVREZ L'EXPRESS EN AUDIO

60 articles, 5 heures d'écoute chaque semaine

Disponible sur l'Appli L'Express



Essayez 1 mois gratuitement*

Connectez-vous sur **abonnement.lexpress.fr**

L'EXPRESS

Tout L'Express disponible en audio sur l'application la veille de sa parution en kiosque, audible même en mode non connecté.

Pour bénéficier de ce service, abonnez-vous à **l'offre numérique ou intégrale, premier mois d'essai gratuit**. Connectez-vous sur **abonnement.lexpress.fr**.

* Offre réservée aux nouveaux abonnés L'Express valable jusqu'au 30/04/2020.
Le mois d'essai est valable sur toutes les offres proposées.

QR code pour télécharger l'appli



Télécharger dans
l'App Store



DISPONIBLE SUR
Google Play

The Aviation Pioneers Squad
L'Escadron des Pionniers de l'Air

Scott Kelly
Rocio Gonzalez Torres
Luke Bannister



AVENGER

B
BREITLING
1884

BOUTIQUE BREITLING
10 RUE DE LA PAIX
PARIS

